

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain	1
<i>Histoire de la Gauche Communiste.</i> La naissance du Parti Communiste d'Italie (2)	6
La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2)	15
<i>Sur le fil du temps. Parodie de la praxis</i>	25
Question Kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne	33
Mysticisme florentin	40
Notes de lecture	46

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qu va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PROGRAMME COMMUNISTE

**Revue théorique du Parti
Communiste International**

ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :

Editions Programme
3 rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

Prix au numéro:

25 FF, 140 FB, 10 FS, £ 3, 450 Pts, 10 DM, 5000 Li, 1000 CFA, USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 1

Abonnement simple:

Le prix de 4 numéros

Abonnement de soutien:

Pour 4 numéros: 200 FF, 1100 FB, 80 FS, £ 25, 3500 Pts, 80 DM, 40000 Li, 8000 CFA, USA + Cdn US \$ 35, Amérique latine US \$ 8

Paiement par mandat ou chèque:

A l'ordre de **DESSUS**,
Toute correspondance doit être
envoyée à l'adresse des Ed.
Programme

PROGRAMME COMMUNISTE

**Theoretical Review in french
of the International Communist Party**

Editorial office:

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

Payment by eurochek or international
money order to: DESSUS

All correspondance should be send to the
above address.

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue
Basse Combalot, 69007 Lyon

Suisse: Editions Programme, 12 Rue
du Pont, 1003 Lausanne

Italie: Il Comunista, C.P. 10835,
20110 Milano

« le prolétaire » Journal bimestriel

Le numéro: 5 FF, 30 FB, 3 FS, 3000 Li, 250 CFA

Abonnement annuel (5 numéros): 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li / 2000 CFA
Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li / 4000 CFA

« il comunista » Journal bimestriel en italien

Le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS.
Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS.

Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS.

«el programa comunista» Revue théorique en espagnol

Le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs.
Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.

Imprimé par nos soins.

A PARAITRE CETTE ANNEE

ELEMENTS DE L'ECONOMIE MARXISTE

**Les sections I à VIII du Livre
Premier du «Capital» de Marx**

**Appendice aux «Eléments de
l'économie marxiste»:**

- 1. Sur la méthode dialectique**
- 2. Le formulaire économique**

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de classe de demain!

Pour ne pas être seuls face au patron, face aux institutions et à l'Etat, pour ne pas être seuls face à toute la société bourgeoise qui est la société des capitalistes, des boutiquiers, des prêtres, des propriétaires, des usuriers, des profiteurs, des trafiquants de drogue et des truands, des négriers et des maquereaux, des petits et des grands chefs, des avocats et des huissiers, des juges et des policiers, des banquiers et des notaires, la société des politiciens et des militaires, des escrocs et des syndicalistes vendus,

pour ne pas être seuls face à l'exploitation et à l'oppression salariales, face à l'oppression raciale et aux discriminations d'une société qui oriente toutes les ressources, toutes les énergies, toutes les richesses produites vers la croissance exclusive du capital, en suçant jusqu'à la dernière goutte de travail vivant, en suçant le sang et la sueur des travailleurs jusque dans les derniers recoins de la planète,

pour ne pas être seuls face à la misère croissante qui frappe systématiquement la partie la plus nombreuse de l'humanité, la classe des prolétaires, face à la faim, au chômage, au désespoir, à la dégradation perpétuelle des conditions de vie,

pour ne pas être seuls face aux horreurs de la guerre capitaliste moderne qui peut exterminer des millions d'êtres humains, hommes, femmes et enfants, comme des marchandises devenues invendables et inutilisables, détruire des masses gigantesques de produits et de richesses sociales dans le seul but de recommencer à accumuler du capital et des richesses pour les capitalistes,

pour ne pas être seuls, nus et sans défense face à tout le monde capitaliste bourgeois,

LES PROLÉTAIRES S'UNISSENT dans la lutte commune de résistance permanente au capital; ils s'unissent dans la lutte contre la classe

des capitalistes et contre tous leurs agents, en s'organisant de façon indépendante et classiste, pour la défense exclusive des conditions de vie prolétarienne, non seulement contre la détérioration de ces conditions - sur les lieux de travail comme dans la vie quotidienne - mais aussi contre les causes de ces conditions qui se ramènent toutes au système du **salariat** qui n'est que le mode d'existence et de survie du **capitalisme**.

LES PROLÉTAIRES S'ASSOCIENT dans des organisations classistes qui basent leur action de défense sur la reconnaissance de l'antagonisme entre les classes caractéristique de cette société, qui acceptent consciemment le terrain de l'affrontement de classe où, tant sur le plan immédiat que sur le plan plus général et futur, se décide le destin de l'humanité, le terrain de la lutte qui oppose inexorablement la classe des capitalistes et leurs agents à la classe des prolétaires, des sans-réserves.

Les prolétaires ont pour eux un grand avantage: LA FORCE DU NOMBRE ET LA FORCE DU MOUVEMENT SOCIAL DE CLASSE.

Pour mettre en oeuvre cette force les prolétaires doivent réussir à se porter sur le terrain de l'**organisation classiste**, ils doivent s'unir pour défendre leur salaire, leurs conditions de vie et celles de leur famille; ils doivent s'unir pour lutter contre les oppressions et les attaques de toute sorte infligées par la bourgeoisie par ses moyens économiques, religieux, idéologiques, politiques, juridiques, policiers et militaires, pour imposer à toute la société ses intérêts d'accumulation et de valorisation du capital, que ce soit à l'intérieur ou au delà des frontières, contre les prolétaires indigènes ou étrangers, dans les usines ou dans les quartiers, à la ville ou à la campagne, ou sur les champs de

bataille.

L'association sur le terrain de la lutte économique et immédiate classiste est une nécessité essentielle pour la vie quotidienne des prolétaires comme pour leurs luttes futures, pour leur avenir et celui de leurs familles. Les associations économiques et les organismes de lutte prolétariens, **de classe**, donc indépendants des institutions et des organisations bourgeoises, assurent au prolétariat non seulement la meilleure défense possible de leurs intérêts immédiats, mais aussi la reprise d'une lutte dont le besoin ne disparaît jamais étant donné que le capitalisme ne cesse jamais d'exploiter et d'opprimer le travail salarié.

Pour mettre en oeuvre cette force les prolétaires ont besoin du **Parti politique de classe** qui dirige leur lutte, indiquant les objectifs, les moyens et les méthodes classistes de manière à ce que puisse reprendre à chaque fois le combat sur le terrain immédiat et que les leçons et les expériences des combats passés ne soient pas oubliés mais servent pour les luttes présentes et futures et afin que les limites des luttes immédiates puissent être dépassées dans une lutte générale et sur le terrain politique révolutionnaire contre la classe capitaliste, seule capable d'émanciper toute l'humanité de l'esclavage salarié.

En deux siècles d'histoire, le prolétariat, la classe moderne d'esclaves salariés, a démontré que la poussée objective qui le distingue et l'oppose aux autres classes le conduit inévitablement à s'affronter dans une lutte à mort aux classes dominantes, qu'elles soient bourgeoises ou prébourgeoises, et à se poser le grand problème du pouvoir politique. Les explosions sociales et les révolutions qui ont rythmé toute l'histoire de la société capitaliste démontrent la puissance formidable du mouvement social prolétarien; mais elles démontrent aussi que pour ne pas se disperser en vain cette puissance doit être organisée, centralisée et dirigée selon un **programme révolutionnaire prolétarien**, capable de prévoir le cours historique de la société capitaliste et de ses contradictions et de défendre l'avenir du mouvement prolétarien dans toutes les situations historiques, de victoire comme de défaite. Ce programme révolutionnaire classiste est contenu dans la doctrine marxiste qui constitue la théorie scientifique du cours historique de l'organisation sociale humaine, depuis ses formes primitives tribales jusqu'au communisme supérieur, la future société sans classes. C'est la **seule boussole** qui puisse orienter le mouvement prolétarien vers la résolution des contradictions sociales, dans la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique, dans l'exercice de ce pouvoir, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, dans la guerre révolutionnaire mondiale contre les pouvoirs capitalistes, dans la transformation économique et sociale de la société en passant par la

destruction de toutes les catégories économiques bourgeoises - argent, capital, marchandises, marché, propriété privée, travail salarié, exploitation et pillage de toutes les ressources, humaines ou naturelles, etc. - jusqu'à la transformation complète en société communiste, organisation sociale dont le but est la satisfaction des besoins humains et non des «exigences du marché».

Lors des longues périodes de défaites, comme la période actuelle, le prolétariat semble avoir perdu toute possibilité de renaissance classiste; repoussé en arrière de décennies entières, il semble avoir perdu toute mémoire de ses luttes, des affrontements au cours desquels il défend sa vie et celle de ses organisations classistes contre les attaques furieuses de la réaction bourgeoise et son honneur de combattant de la révolution. Le collaborationnisme interclassiste, l'idéologie et la pratique de la démocratie bourgeoise, la participation à la défense des intérêts économiques, politiques et militaires des classes dominantes, ont intoxiqué des générations entières de prolétaires au point de les rendre non seulement désarmés face aux attaques économiques, sociales ou politiques, mais aussi complètement résignés devant la grêle continuelle de mesures anti-prolétariennes infligés par tous les gouvernements.

Le prolétariat est la seule classe **sans-réserve** dans la société bourgeoise, celle qui n'a rien à gagner dans cette société sinon la reconduction de son esclavage salarié, de sa situation de misère, de faim, de chômage, de sans-logis, de sans-papiers, de sans-terre: dans cette société où les capitalistes et leurs laquais ont tout à gagner et tout à défendre, le prolétariat ne peut compter que sur son nombre et sur son mouvement de classe. En l'absence de ce mouvement, en l'absence, outre du parti de classe fort et influent, d'organisations de classe sur le plan économique et immédiat, la force numérique perd toute efficacité: la masse prolétarienne devient une somme d'individus repliés sur eux mêmes et intoxiqués par les exigences de la société capitaliste. Des individus qui peuvent mourir de privations, d'épuisement ou d'accidents du travail, à la suite de tremblements de terre ou d'inondations, à cause de poêles émettant des gaz toxiques ou de déraillement de trains, dans des naufrages de bateaux conçus pour le maximum de profit, dans des accidents de la route ou après des maladies qui pourraient depuis longtemps avoir été vaincues, à la suite d'avortements clandestins ou de la défaillance de structures sanitaires, en tombant d'un échafaudage ou après avoir erré dans les rues pendant des années, en étant pris dans un règlement de compte entre truands, dans la répression d'une manifestation ou sous les bombes d'une des innombrables guerres qui secouent la planète: autant d'individus qui, dans cette société où l'on exalte l'«individu» et sa conscience individuelle et où on lui

attribue le libre arbitre de son destin, sont immédiatement oubliés sans que jamais personne ne s'aperçoive qu'ils ont été les victimes du mode de production capitaliste.

En tant que marchandises vendables et vendues, ou invendables et invendues, les prolétaires ne peuvent compter dans la société bourgeoise que sur les règles meurtrières du marché: s'ils peuvent produire des profits pour leur patron, s'ils en produisent constamment et toujours plus, alors ils ont le droit de survivre et de faire partie du marché - le *marché du travail* dans ce cas - ; s'ils ne peuvent en produire ou en produire suffisamment, alors ils sont éjectés du marché du travail et vont grossir la masse toujours plus grande des chômeurs, des RMistes et des Sans Domicile Fixe que l'on rencontre jusque dans les pays les plus opulents. Tel est le présent et le futur réservé par la société capitaliste aux prolétaires: être pressurés dans le système productif jusqu'à mourir d'épuisement ou tomber dans la misère la plus noire et être jeté à la rue.

L'ISSUE POUR LE PROLÉTARIAT

Pour le prolétariat le salut ne pourra jamais passer par la voie de la démocratie, de la collaboration entre les classes, de la collusion avec le patronat et les institutions bourgeoises, au nom de la compétitivité des marchandises, de l'entreprise, de l'économie nationale ou de la patrie; marchandises, économie, entreprises, patrie ne sont que des catégories bourgeoises de cette société capitaliste, et leur défense n'est rien d'autre que la défense des intérêts bourgeois au détriment des intérêts prolétaires. Il apparaît de plus en plus avec évidence que la voie de la démocratie et de la collaboration entre les classes n'a pas tenu ce qu'elle promettait. Alors qu'elle promettait un bien-être toujours plus grand pour tous, elle repousse dans la misère un nombre de plus en plus grand de prolétaires; alors qu'elle promettait une vie toujours plus facile, elle oblige à travailler de façon toujours plus intense, et parfois au noir, une partie des prolétaires alors qu'une partie sans cesse croissante est condamnée au chômage; alors qu'elle promettait la liberté, le despotisme étatique, l'oppression policière, le contrôle des prolétaires ne cessent de se renforcer, même dans les plus libéraux des pays démocratiques; alors qu'elle promettait la paix universelle, le nombre des guerres a augmenté énormément.

Le parti de classe prolétarien a affirmé dès l'origine, dès le *Manifeste* de Marx et Engels en 1848, que l'émancipation du prolétariat des chaînes de l'esclavage salarié et de la misère de la société bourgeoise ne pouvait arriver que par la **voie révolutionnaire**, par le renversement violent de la dictature de la classe bourgeoise, même lorsqu'elle est camouflée derrière des institutions et des Cons-

titutions démocratiques, et l'instauration de sa propre dictature de classe. La bataille théorique, politique et pratique du parti communiste révolutionnaire contre la société capitaliste et les classes dominantes a toujours été inséparable de la lutte contre toutes les déviations opportunistes qui déroutent les prolétaires en leur faisant croire que leurs objectifs tant finaux qu'immédiats peuvent être obtenus par la voie facile et indolore des renoncements, des compromis, des réformes, de la paix sociale, de l'interclassisme, du «droit» au lieu de la voie de la force, de l'organisation indépendante de classe, de l'acceptation de l'affrontement social avec la classe dominante qui ne renoncera jamais à défendre par tous les moyens ses intérêts.

Les prolétaires n'ont pas d'alternative: ou ils s'unissent dans la lutte et ils s'organisent en constituant des associations classistes pour mener le combat qui les oppose aux autres classes, ou ils se livrent pieds et poings liés aux classes ennemies, organisés dans des associations pseudo-ouvrières soumises en fait aux intérêts et aux consignes de l'adversaire de classe.

La voie d'issue de la situation actuelle, la voie de la reprise classiste de la lutte ouvrière, ne sera pas décrétée un beau jour par quelque chef génial, comme s'il s'agissait d'un simple acte de volonté, ou par quelque parti soi-disant révolutionnaire qui aurait élaboré une tactique efficace. La voie de la reprise de classe s'ouvrira lorsque les détachements les plus avancés du prolétariat des pays décisifs du capitalisme mondial rompront définitivement avec la paix sociale, avec la collaboration de classe, avec les organisations collaborationnistes et commenceront à s'organiser pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe.

Le prolétariat pourra-t-il réussir à revenir sur le terrain de la lutte de classe et à se réorganiser indépendamment de la praxis et des appareils collaborationnistes?

Oui! Au cours de l'histoire du mouvement ouvrier il est arrivé à plusieurs reprises qu'après de profondes défaites le prolétariat relève la tête et se lance à nouveau dans la lutte de classe. Ce n'est pas arrivé en vertu de mots d'ordre ou de procédés tactiques élaborés de façon suffisamment habiles pour illuminer la conscience des prolétaires individuels, mais en conséquence des contradictions matérielles de la production et de la vie sociale sous le capitalisme. Le mode de production capitaliste ne peut faire autrement qu'accumuler des éléments de crise et des contradictions de plus en plus aiguës jusqu'à les faire exploser et mettre en mouvement les différentes classes sociales. Ce sont les faits objectifs de la réalité capitaliste qui constituent la cause des crises économiques et sociales. Les mouvements des groupes humains et des classes se greffent sur la dynamique des contradictions de la société pour résister aux désé-

quilibres qui les menacent ou pour en profiter. Le mouvement prolétarien tend à renaître de façon organisée parce qu'il s'appuie sur les poussées d'organisation que lui imposent le processus productif. Et en se tournant vers le passé - qui ne disparaît jamais complètement - le mouvement prolétarien retrouve les perspectives classistes qui l'ont toujours caractérisé dès que les contradictions sociales prennent un tour aigu. La rencontre effective du mouvement prolétarien et du parti communiste révolutionnaire qui condense ces perspectives se réalise à la chaleur de l'affrontement des classes. Les organisations de défense immédiate du prolétariat sont indispensables pour que celui-ci résiste à la classe ennemie et puisse passer ensuite à l'offensive; mais elles doivent être pénétrées par la politique et la praxis révolutionnaire classiste que seul le parti peut importer parmi les masses. Sinon, elles tombent sous l'influence de la démocratie bourgeoise, du réformisme pacifiste, de la résignation interclassiste. C'est une loi des forces sociales qu'un mouvement social n'est capable de maintenir sa force, sa direction et sa capacité d'action que si celles-ci sont constamment alimentées par les objectifs, les moyens et les méthodes de la lutte de classe. Céder sur un seul de ces éléments signifie céder sur toute la ligne et finir pas se faire diriger par les adversaires de classe.

Mais même dans les périodes de pire repli de la lutte prolétarienne, comme celui que nous connaissons depuis une quinzaine d'années au moins, les jeunes prolétaires peuvent espérer une contribution, une aide, des prolétaires plus anciens. Ces derniers peuvent transmettre aux plus jeunes les expériences de lutte, grandes ou petites, en les mettant en garde contre les illusions des méthodes démocratiques et légalistes et contre les objectifs qui font le jeu de la bourgeoisie. Dans les années cinquante et soixante, en dépit de l'activité frénétique du collaborationnisme, les prolétaires menèrent de grandes luttes et réussirent à obtenir des améliorations de leur sort, que ce soit sur le plan des salaires, sur le plan des droits syndicaux ou de la réglementation du travail. Ces améliorations apparaissaient comme des résultats acquis qui ne seraient plus jamais remis en question. L'évolution du capitalisme a au contraire démontré ce que les communistes révolutionnaires n'ont jamais cessé de répéter: si la lutte économique et immédiate peut arriver à obtenir des résultats concrets et tangibles, aucun de ces succès ne peut être considéré comme définitivement acquis. La lutte de la classe bourgeoise contre le prolétariat tend à limiter et à reprendre, petit à petit ou d'un coup, selon les rapports de force entre les classes et les Etats, les améliorations que les prolétaires ont obtenues par leurs luttes. C'est la raison pour laquelle les prolétaires sont contraints en permanence à la lutte pour défendre leurs conditions de vie et de travail ainsi

que leurs possibilités de résistance. Dès que la classe dominante réussit à plier les organisations syndicales et politiques à son contrôle et son influence, celles-ci deviennent alors de formidables armes contre-révolutionnaires oeuvrant contre les intérêts prolétariens.

C'est pourquoi les prolétaires les plus combattifs prennent alors en charge la tâche de promouvoir la reconstitution d'organismes de lutte indépendants du collaborationnisme et des institutions bourgeoises, à partir des situations mêmes les plus modestes et les plus isolées. Ils donnent la preuve, y compris dans les périodes les plus noires du mouvement ouvrier, qu'il est possible de s'opposer au patronat et à ses agents, qu'il est possible de retrouver le chemin de la lutte de classe, afin de donner aux prolétaires, si faibles qu'ils soient au début, la force de se reconnaître comme un mouvement rassemblant des intérêts communs dans le monde entier.

Pour ne pas se sentir seuls et désarmés, les prolétaires s'unissent dans des associations économiques et immédiates, retrouvant ainsi la solidarité de classe que seule la lutte commune peut exprimer et manifester.

Aux objectifs truffés des exigences du marché, de la compétitivité, de la productivité, de la bonne marche de l'entreprise ou de l'économie nationale, aux objectifs entrelardés de contre-réformes destinées à reprendre toutes les améliorations obtenues autrefois, les prolétaires d'avant-garde opposent des objectifs exclusivement tournés vers la défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

La réduction drastique de la journée de travail, l'augmentation généralisée et égalitaire des salaires, la prévention contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, la lutte contre l'accélération des rythmes productifs et l'intensification du travail, la lutte pour le salaire intégral aux chômeurs et contre la précarisation de l'emploi, sont les mots d'ordre classistes que les prolétaires doivent se réapproprier. Pour défendre ces mots d'ordre classistes il n'y a pas d'autre solution que la lutte de classe, l'organisation de grèves et manifestations capables de contraindre patronat et institutions bourgeoises à diminuer leur pression sur la classe prolétarienne; il n'y a pas d'autre solution que l'organisation prolétarienne classiste, la rupture définitive avec les méthodes et les moyens défaitistes systématiquement utilisés par le collaborationnisme syndical et politique et l'adoption de méthodes et de moyens qui reconnaissent et acceptent l'affrontement social et l'antagonisme irrémédiable entre les classes.

L'abîme dans lequel est tombé le prolétariat est tel que les prolétaires eux-mêmes ne croient pas possible de remonter la pente et se jugent battus d'avance; cet abîme est tel que toutes les forces de

la conservation sociale ne répugnent pas à venir charitablement de temps à autre plaindre et consoler ces malheureuse victimes de la «fatalité» et de la «cruauté» humaine. C'est ce prolétariat qui plaît aux patrons, qui plaît aux gouvernants, qui plaît aux prêtres, qui plaît aux collaborationnistes: un prolétariat docile, disposé aux sacrifices, laborieux et soumis, résigné et désarmé, prêt à supporter des situations encore plus difficiles sans possibilité de réagir de façon organisée et classiste; un prolétariat plié aux exigences du capital, un prolétariat capable d'être utilisé de façon flexible selon les oscillations du marché, un prolétariat utilisable comme chair à canon si la concurrence entre impérialismes requiert des affrontements militaires. C'est ce prolétariat qui plaît à la classe dominante et qui ne lui inspire aucune crainte.

Ce que les bourgeois craignent, en vérité, c'est que le prolétariat se réveille de la longue torpeur démocratique, pacifiste et collaborationniste et se dresse à nouveau sur le terrain de la lutte de classe.

Et cette crainte est plus que justifiée! Ce seront les contradictions et les crises de la société bourgeoise elle-même qui réveilleront le prolétariat et le pousseront à entrer dans une lutte à mort contre cette société. Les communistes révolutionnaires savent que cela arrivera inéluctablement - et les bourgeois le savent aussi, étant donné qu'ils ne s'arment pas seulement pour des affrontements contre des Etats étrangers mais aussi pour des affrontements sociaux à l'intérieur de leur propre Etat. Les communistes révolutionnaires travaillent à la reconstitution du parti de classe afin que la réorganisation classiste sur le terrain de la lutte immédiate puisse compter sur les orientations et les indications du parti communiste révolutionnaire, et pour que le prolétariat puisse dépasser les limites de la lutte immédiate et se pose concrètement le

problème de la prise du pouvoir politique. Toute lutte de classe est une lutte politique, affirment Marx et Engels; donc toute lutte de la classe ouvrière, si elle est poussée jusqu'au bout, peut pousser à la lutte pour la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat. Dès le *Manifeste* de 1848 le parti de classe a clairement défini ce cours historique. Il n'existe pas de raccourcis dans l'histoire: si le prolétariat n'est pas capable de défendre énergiquement ses intérêts immédiats, il sera encore moins capable de lutter à un niveau plus élevé, au niveau de la lutte politique générale pour la révolution.

Nous avons devant nous une période probablement encore longue au cours de la quelle le prolétariat des pays développés aura beaucoup de difficultés à briser le filet des complicités démocratiques et collaborationnistes tissé par les partis et syndicats opportunistes; et il est probable que le prolétariat plus jeune des pays capitalistes en développement, par exemple du Sud-Est asiatique, sera celui qui rappellera au prolétariat d'Europe et d'Amérique la leçon de l'histoire: la lutte de classe est la seule solution, les organisations classistes sont la condition pour lutter et également pour défendre la lutte!

Le réveil du prolétariat, aujourd'hui encore replié sur lui-même, est certain, comme est certain le destin de la société capitaliste:

Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables (*Le Manifeste*).

Histoire de la Gauche Communiste

LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (2)

*Dans le n° précédent de cette revue nous avons donné le texte de la **motion** et du **programme** élaborés par la Fraction Communiste pour le Congrès de Livourne du Parti Socialiste Italien; voici maintenant le texte du **rapport de la Fraction** qui montre l'ossature théorico-programmatique des documents précédents, excluant entre autres de façon **explicite** toute interprétation conseilliste ou anarco-syndicaliste du processus révolutionnaire.*

1) Parti et révolution dans la doctrine marxiste

Il n'est certainement pas nécessaire de faire ici un exposé complet des doctrines marxistes en répétant des choses bien connues; il nous suffira de rappeler quelques uns des résultats caractéristiques de la critique marxiste qui, remis en vive lumière par les événements, constituent les points de départ du mouvement communiste contemporain.

Le principal résultat auquel nous conduit tout le système de critique historique du marxisme est le dépassement et la démolition théorique de l'idéologie démocratique. Il met en évidence la fausseté de la thèse démocratique fondamentale selon laquelle, en créant la liberté et l'égalité politiques entre les citoyens dans le système représentatif électoral et parlementaire, la révolution bourgeoise aurait donné les conditions d'une évolution ultérieure pacifique de la société humaine vers un niveau de vie économique, moral, intellectuel toujours plus élevé, en excluant pour l'avenir de nouvelles crises révolutionnaires et de nouvelles guerres civiles.

Les premiers grands champions du marxisme constatèrent sur la base d'une critique économique et historique exhaustive l'existence d'une lutte entre les classes dans la société bourgeoise en raison des rapports de production qui lui sont propres, lutte qui, à partir de contradictions élémentaires d'intérêts et des premières tentatives informes de rébellion de la classe sacrifiée, tend à

prendre la forme d'un vaste conflit pour révolutionner tout le système des rapports de production. Parallèlement ils démontrèrent que l'appareil démocratique de l'Etat correspond au régime et à l'époque historique capitaliste, qu'il est né et qu'il agit seulement et exclusivement pour l'affirmation et la protection des rapports économiques capitalistes, c'est-à-dire des intérêts de la bourgeoisie dominante.

Un autre point étroitement lié à toute la théorie marxiste et à sa façon de comprendre la formation de la **conscience** chez les individus et dans la collectivité, l'action de la **volonté** humaine comme résultat des causes déterminantes qui se trouvent dans les rapports économiques, consiste à nier que l'intérêt de classe du prolétariat concrétisé dans la nécessité du dépassement et de la destruction des institutions du régime capitaliste, peut se manifester et s'affirmer de façon décisive à travers le mécanisme de la représentation démocratique bourgeoise, qui fait partie intégrante de ces mêmes institutions.

Les conditions de vie du prolétariat le liant à une infériorité intellectuelle, culturelle et politique, alors que ces mêmes conditions de vie en font la classe appelée à **pousser l'histoire en avant**, cette contradiction apparente se résout dialectiquement en excluant que le prolétariat puisse agir comme classe, c'est-à-dire avec une finalité générale et historique, par l'intermédiaire d'un mécanisme **majoritaire**; et elle assigne la fonction de représenter la classe et sa tâche révolutionnaire à l'organisation

d'une minorité d'avant-garde, qui tire de la **connaissance** plus précise que dans le reste des masses des conditions de la lutte, la **volonté** de diriger les efforts propres à la finalité révolutionnaire générale et ultime du renversement des institutions capitalistes, la seule permettant à **tout** le prolétariat de trouver la solution à tous les maux qui l'affligent. De là le concept de la nécessité d'un **parti politique de classe**, différent de tous les autres partis parce que anti-constitutionnel par définition, engendré non par la mécanique du système électoral bourgeois mais précisément par les forces qui tendent à dépasser et à briser ce système.

A partir de ces résultats critiques la doctrine marxiste s'élève non seulement jusqu'à tracer les prévisions du développement que devra présenter le processus historique de la révolution prolétarienne, mais à dicter les normes de l'action de la classe laborieuse dans son parti, posant ainsi les premières données mais aussi les solutions générales, du vaste problème des rapports entre la théorie - qui examine, critique, prévoit les conséquences futures d'éléments et de conditions existant dans le passé et le présent - et la tactique, qui établit à partir de ces résultantes les règles de l'action de cette minorité qui après avoir connu les conditions et les lois de la lutte, arrive à en vouloir et à en préparer la victoire.

Etant donné que l'appareil étatique bourgeois défend et protège les rapports de l'économie capitaliste, le parti de classe est celui qui, rassemblant les forces prolétariennes dispersées en vains efforts de surmonter leurs conditions d'exploitation et d'oppression, les unifie et les oriente vers le renversement du pouvoir étatique bourgeois, qui ne peut se réaliser que par l'action violente puisqu'il s'agit d'une organisation de force armée. Démolir l'échafaudage de l'Etat bourgeois dans sa bureaucratie, dans son armée, dans sa police, pour le remplacer par l'organisation armée de l'Etat prolétarien est indispensable pour établir les fondements de l'oeuvre ultérieure de transformation de l'économie qui nécessitera une longue période. Mais en même temps que le pouvoir et la position politique des classes se renversent, tombent les organismes représentatifs du pouvoir bourgeois, c'est-à-dire les Parlements démocratiques, et naissent de nouvelles institutions représentatives propres à l'Etat prolétarien.

Le grand schéma programmatique du marxisme, consacré aujourd'hui dans les textes, et plus encore dans les conquêtes du mouvement communiste international, peut se résumer ainsi: organisation du prolétariat en parti de classe - lutte pour le renversement du pouvoir politique bourgeois - organisation du prolétariat en classe dominante, traduite dans l'expression cyclopéenne de **dictature prolétarienne** - intervention du prolétariat dans les rapports de production pour réaliser la socialisa-

tion des moyens et des fonctions économiques, qui conduira à la disparition des classes et de tout appareil étatique de pouvoir. En parlant dès cette époque de dictature du prolétariat Marx voulait établir une différence fondamentale: alors que le pouvoir bourgeois est en réalité une très solide dictature, mais est protégé par une égalité apparente de droit de représentation politique pour tous les hommes quelle que soit leur classe - et la bourgeoisie ne peut placer le prolétariat dans une condition patente et **constitutionnelle** d'infériorité parce qu'elle ne peut vivre **sans lui** - le pouvoir de la classe prolétarienne devra être une dictature ouverte et manifeste; il sera fondé sur l'exclusion des membres de la classe bourgeoise de toute ingérence dans la formation des institutions étatiques - et cela parce que le prolétariat tend à éliminer la bourgeoisie, et avec elle l'existence même des classes et des dictatures de classe.

Dans tout ce parcours tragique le parti révolutionnaire est indispensable à la classe prolétarienne. Seule une interprétation simpliste des thèses marxistes, venant parfois de l'extrême droite et parfois de l'«extrême gauche», reconnaît ou exalte la **classe** dans des organismes qui en comprennent institutionnellement la totalité ou la grande majorité - avant la révolution dans les syndicats ou les conseils d'usine, après dans les conseils ouvriers - plus que dans le parti qui n'en comprend qu'une partie. C'est au contraire précisément pour des raisons fondamentales marxistes que la majorité de la classe ouvrière ne pourra accéder à la conscience et exprimer la volonté des tâches historiques de la classe tant que ses conditions d'infériorité de niveau de vie physique ne seront pas éliminées, c'est-à-dire tant que le communisme ne sera pas en acte. Jusque là non seulement la classe sera représentée uniquement par le parti, mais le prolétariat apparaîtra et agira comme classe d'autant plus qu'il pourra faire surgir en son sein ce parti, capable de critique et de conscience historique et pour cette raison capable de volonté et d'action.

Au long de son chemin historique le Parti Communiste trouvera des couches toujours plus larges de la classe autour de lui, entraînées, encadrées, dirigées dans son oeuvre révolutionnaire.

Il pourra avoir et utiliser correctement ces effectifs et ces forces seulement dans la mesure où il aura maintenu ses caractères particuliers qui le différencient de tout autre organisme ouvrier: conscience critique et théorique, décision dans l'action - caractères pour lesquels la condition indispensable est avant tout l'homogénéité de perspectives et de volonté de ses membres qui n'existe ni ne peut prétendre exister dans aucun autre organisme ouvrier.

La doctrine de Marx a également bien clarifié les rapports entre le parti et les organismes **immédiats** ouvriers les plus larges, entre la lutte du parti

pour un programme “maximum” et les actions des groupes ouvriers pour de petits résultats limités et contingents. Le parti ne nie ni ne néglige ces mouvements, mais sans les accepter comme des fins en soi ou pour sa propre action, il les considère comme des occasions pour élargir le champ de la lutte et amener un nombre toujours plus grand d’ouvriers à constater qu’il faut viser des objectifs plus vastes et se donner un organe à plus grande potentialité pour la lutte contre le fondement même de l’exploitation capitaliste.

Et le problème de la tactique communiste se trouve là: dans le fait de regrouper les plus larges couches de la masse et de les conduire sur le terrain de l’action révolutionnaire, en les préparant sur le plan matériel et idéologique, tout en conservant au parti ses traits **qualitatifs** qui garantissent le succès de cette préparation; c’est-à-dire en évitant l’erreur de perspective qui consiste à croire pouvoir plus facilement regrouper la masse en élargissant la base du parti révolutionnaire sur le plan quantitatif, mais après avoir atténué le caractère et le contenu du parti et de son oeuvre, qui en perdant leur caractère général et maximal en arrivent à s’adapter aux manifestations fragmentaires d’intérêts limités, et aboutissent à la poursuite d’objectifs immédiats et contingents au détriment du but révolutionnaire suprême.

Tout ceci Karl Marx et Frédéric Engels l’écrivirent, ou plutôt le gravèrent de manière incomparable dans le granit des pages du *Manifeste des Communistes*, en 1847.

2) La IIe Internationale et la grande guerre mondiale.

Entre toute l’histoire du mouvement prolétarien international, depuis Le Manifeste jusqu’à la veille de la grande guerre mondiale, ce qui nous intéresse de rappeler c’est le caractère pris par l’organisation socialiste dans les dernières décennies qui ont précédé 1914 et pendant lesquelles vécut la IIe Internationale.

Les fondements de la doctrine et de la méthode marxiste étaient peu à peu déformés. Le **révisionnisme** avait mis en doute les bases fondamentales de la critique marxiste du système capitaliste, en se fondant sur le fait que les prévisions d’une entrée rapide de celui-ci dans sa crise finale apparaissaient ne pas s’être confirmées; petit à petit il avait élaboré de nouvelles théories dans lesquelles il n’y avait plus place pour l’aggravation de la lutte des classes, la violence révolutionnaire, la dictature prolétarienne; en réalité il revenait aux positions démocratique dépassées, affirmant la possibilité d’une lente évolution des formes capitalistes vers le socialisme qui, sur le plan économique, se présentait comme une hausse graduelle mais assurée du niveau de vie du prolétariat, et sur le plan politique

comme une participation toujours plus large de la classe laborieuse aux institutions représentatives et même gouvernementales actuelles. La déformation des directives théoriques s’accompagna d’une action prolétarienne totalement différente de celle tracée par le marxisme révolutionnaire.

Les partis socialistes ou sociaux-démocrates, abandonnant tout travail dirigé vers la réalisation du programme maximum, réduit à un pâle thème de propagande et de rhétorique démagogique, se posèrent comme objectif la satisfaction de mesquins intérêts des divers groupes prolétariens, bornant toute l’action à un faible corporatisme économique et syndical en quête d’améliorations insignifiantes, et à une pratique politique purement électorale et parlementariste voué à appuyer ces petits intérêts et à introduire dans la législation bourgeoise des réformes favorables au prolétariat.

Alors qu’il prenait de l’extension et enregistrait apparemment de grands succès numériques sur le terrain syndical et électoral, ce mouvement prolétarien ne remplissait absolument pas la tâche de fusion des forces révolutionnaires tendant à abattre le capitalisme; il devenait un élément de conservation de ce dernier en modérant la rigueur de ses contradictions internes et de leurs reflets révolutionnaires grâce au jeu des concessions proposées et obtenues pour calmer l’impatience des masses. Une petite partie du mouvement socialiste de la IIe Internationale resta fidèle au marxisme révolutionnaire; tandis que cette partie du prolétariat qui instinctivement répugnait à la pratique du compromis des chefs réformistes se tournait dans de nombreux pays vers des écoles dérivant d’un autre révisionnisme (qui comme le premier revenait à de vieilles erreurs déjà démolies par le marxisme), c’est-à-dire à l’anarchisme et au “syndicalisme révolutionnaire” qui déduisaient faussement de la faillite des partis prolétariens existants un programme d’action révolutionnaire qui prétendait se passer du parti politique comme arme de lutte, et du pouvoir politique central prolétarien comme instrument de la transformation du système économique du capitalisme au communisme.

Il nous suffit de dire de ces écoles qu’elles ne furent jamais les dépositaires de la méthode révolutionnaire correcte; et que le processus à travers lequel Marx en 1871-72 se sépara de Bakounine dans la Première Internationale, n’est à en aucune façon la conséquence du tournant à droite du mouvement socialiste, mais qu’il est à nouveau confirmé et reconnu dans le travail actuel de constitution d’une Internationale révolutionnaire dont nous nous occuperons plus loin; c’est donc une grossière erreur - puisque ce ne peut être une accusation - que d’attribuer aux communistes y compris de gauche des tendances syndicalistes et anarchistes.

Les grands partis sociaux-démocrates qui

s'étaient formés à l'époque de la IIe Internationale ne suivaient donc ni une doctrine ni une tactique révolutionnaire; toute leur organisation était caractérisée par un double rang de chefs: les fonctionnaires du mouvement syndical, habitués à une pratique invétérée de compromis avec les représentants de la bourgeoisie; et les parlementaires, qui manoeuvraient sur le terrain plus vaste des compromis politiques et gouvernementaux avec les pouvoirs constitués; les uns et les autres représentaient l'«état-major» du prolétariat, les dépositaires non seulement de sa confiance, mais aussi de ses caisses, de sa presse, en un mot de tous ses moyens d'action.

En dépit de l'optimisme chronique dont il était imbu, le mouvement de la IIe Internationale avait plus ou moins senti s'approcher la tourmente guerrière de 1914; le Congrès de Bâle en avait fait la démonstration en proclamant que le mouvement de la classe ouvrière devait s'opposer à la guerre, et là où il n'avait pu l'empêcher, il devait essayer d'en profiter pour abattre le capitalisme.

Mais tout le bagage théorique et tactique de la IIe Internationale la poussait à ne pas parler de cette seconde éventualité, sinon de la façon complètement académique avec laquelle on parlait encore parfois de la «révolution sociale». En réalité toute sa préparation était centrée sur l'hypothèse d'une évolution historique graduelle qui, tout comme elle rendait superflue la révolution catastrophique de Marx, aurait rendue impossible la guerre entre les grands Etats modernes.

L'éclatement de la guerre européenne démolissait d'un coup ces deux fausses prévisions, puisqu'elle démolissait leur base commune: l'**optimisme** réformiste, et confirmait le tragique **pessimisme** de la conception marxiste originelle sur l'avenir du monde capitaliste.

Les thèses favorites du révisionnisme sur les erreurs des lois purement économiques tracées dans *Le Capital* sur la concentration de la richesse, la misère croissante, les crises capitalistes inévitables et répétées, n'entamèrent pas le moins du monde la construction marxiste, dont le couronnement était la **condamnation** du système capitaliste à périr dans une crise ouverte par ses propres contradictions, par la barbarie qu'il aurait accumulée sous le vernis tapageur de sa civilisation tant vantée.

Toute l'oeuvre politique et historique de Marx nous permet de dire - et d'ailleurs c'est ce que déclare la préface à sa «Critique de l'Economie Politique» - que les premiers volumes du *Capital* représentent une critique du schéma capitaliste du point de vue de la science économique, destinée à constituer les bases du traité ultérieur qui devait embrasser l'examen des autres arguments politiques et historiques, jusqu'à la fonction de l'Etat et des rapports internationaux, arguments du reste

traités de façon multiple dans d'autres écrits, conduisant logiquement à cette critique de l'impérialisme faite ensuite - et d'une manière que l'on pourrait démontrer exempte de discontinuité - par la «gauche marxiste», et complétée aujourd'hui par l'Internationale Communiste et ses théoriciens.

Les doctrines économiques de Marx sur la nature et le développement du capitalisme n'excluaient pas, mais concluaient au contraire à l'examen objectif des faits historiques qui ont **compensé** la maturation fatale de la crise interne du système de l'économie bourgeoises, introduisant comme éléments d'équilibre l'évacuation de la surproduction sur les marchés extérieurs et dans la préparation militaire, et l'emprisonnement du mouvement ouvrier lui-même dans une praxis minimaliste, le résidant à un complément intégrateur du régime bourgeois. L'erreur du révisionnisme de la IIe Internationale a été de ne pas comprendre que ces coefficients dilatoires, s'ils éloignaient la crise suprême, n'en n'éliminaient cependant pas la nécessité et la préparaient même plus aigüe et plus terrible, telle qu'elle ne laissait plus d'autre solution que celle contenue dans les perspectives lapidaires du programme marxiste: l'insurrection violente du prolétariat et l'instauration de sa dictature.

Les idéologues de la bourgeoisie ont pu penser pouvoir couronner la démolition de la pensée révolutionnaire accomplie par le réformisme socialiste, avec la constatation de la fin de toute lutte de classe dans la collaboration nationale engendrée partout par la guerre. Mais le **réformisme** voyait en réalité s'écrouler ses vieux schémas, car il était trop évident que la guerre, en plus de créer une terrible et sanglante situation pour le prolétariat, tuait tout espoir d'avenir pacifique et de roses évolutions du système actuel vers un ordre meilleur en même temps qu'elle poussait à nouveau les masses vers les solutions révolutionnaires.

Le mouvement de la IIe Internationale était ainsi privé de ses objectifs théoriques et tactiques. Le fait que devant cette constatation évidente, il ne revenait pas sur le terrain de la vieille doctrine et de la vieille praxis révolutionnaire marxiste, est communément indiqué comme la trahison des partis de la IIe Internationale. Mais ce fait n'était que la conclusion logique des prémisses révisionnistes et la conséquence fatale de la dialectique historique, pour qui la conscience critique et l'orientation de pensée propres aux mouvements collectifs ne sont pas des données abstraites qui se déterminent au dessus des choses humaines, mais sont des effets des circonstances historiques, et ne changent pas d'un jour à l'autre.

Par conséquent l'attitude du mouvement de la IIe Internationale lors de l'éclatement de la guerre dans la plupart des pays capitalistes ne doit pas être expliqué par la perfidie et la vilénie de quelques hommes; elle est la conséquence fatale de toute

l'orientation précédente du mouvement et de son action.

Les partis de la IIe Internationale en 1914 avec leurs chefs syndicaux et parlementaires, avec leur engrenage et leur *routine* collaborationniste, même s'ils perdaient avec la guerre la possibilité d'obtenir ce qu'ils avaient posé comme objectif de leur collaboration, abandonnèrent totalement cet objectif - l'amélioration graduelle et continue des conditions des travailleurs - et continuèrent leur pratique, c'est-à-dire s'associèrent dans la guerre et pour la guerre avec la bourgeoisie dominante.

* * *

*Reprenant un thème déjà développé dans une intervention d'un délégué de la Gauche au deuxième Congrès de l'Internationale, le chapitre sur **Les enseignements de la révolution russe** indique que l'importance décisive de celle-ci réside dans le fait que précisément là où l'on pouvait attendre que le mouvement révolutionnaire s'épuise dans la réalisation des tâches historiques de toute révolution bourgeoise et s'installe dans les formes démocratiques de gouvernement, ces dernières étaient au contraire dépassées par l'instauration d'une dictature ouvertement prolétarienne et communiste. De ce fait découle la leçon de la valeur non locale ni contingente, mais **universelle et permanente** des «grands épisodes de la révolution russe, la dispersion de l'Assemblée constituante, la rupture de toute alliance entre le Parti révolutionnaire et les partis de la bourgeoisie, etc.» et la démonstration du caractère lui aussi **nécessaire et universel** de l'attitude des partis non seulement de droite, mais du centre envers la révolution et la dictature de classe.*

*Si les deux premiers chapitres démontraient le caractère permanent des points cardinaux de la doctrine marxiste, le troisième apporte la confirmation de l'exclusion de toute «voie nationale» qui prétende les modifier et indique enfin dans l'Internationale l'organisme destiné historiquement à rassembler toutes les «forces qui tirent de l'expérience de la guerre la conclusion que la crise qui s'est ouverte est la crise finale du régime capitaliste», et que, pour en sortir, le prolétariat a une seule possibilité: renversement violent du pouvoir bourgeois et instauration de la dictature prolétarienne. D'où l'exclusion du parti de tous ceux qui refusent ces **thèses de principe**.*

3) Les leçons de la révolution russe

Les tendances de gauche qui subsistaient au sein du mouvement prolétarien durant la guerre furent tout d'abord absorbées par la critique et la

propagande contre la collaboration de guerre, en s'efforçant de démontrer qu'elle était en contradiction avec ces principes internationalistes et pacifistes que l'Internationale n'avait jamais reniés auparavant. Mais l'événement qui mit ce problème dans sa véritable lumière fut le mouvement révolutionnaire russe; et le parti marxiste y contribua avant même la révolution par sa participation aux premières réunions internationales de Zimmerwald et Kienthal dans lesquelles il constitua le noyau d'extrême gauche, affirmant nettement la thèse que la guerre bourgeoise devait être transformée en guerre civile révolutionnaire entre la bourgeoisie et le prolétariat et que sur cette base devait se construire une nouvelle Internationale.

Après la révolution de 1905 le centre de l'activité théorique marxiste s'était transféré en Russie. D'autre part, en raison de sa situation anachronique de pays à économie et à régime pré-capitalistes, la Russie se brisa la première sous l'effort de la guerre, faute de toutes les conditions et les ressources du militarisme moderne typique des Etats capitalistes les plus avancés. Ni l'un ni l'autre de ces faits ne sont en contradiction avec la doctrine marxiste, comme il est possible de le démontrer par les opinions et les jugements mêmes de Marx et d'Engels sur la Russie et par tout l'esprit de leur doctrine par rapport à la situation du prolétariat allemand en 1847-48, et surtout en considérant la nouvelle situation historique créée à l'échelle internationale par la guerre.

La révolution russe, avec son développement, a galvanisé tout le mouvement de révision théorique du socialisme en raison de la façon impressionnante avec laquelle elle reprend et confirme la méthode révolutionnaire marxiste. A cause précisément de ses conditions arriérées la Russie était le pays où on pouvait s'attendre à ce qu'un mouvement révolutionnaire se forme et s'achève dans les formes de la démocratie bourgeoise, qui constituaient encore là-bas une nécessité et un progrès. Au contraire, dès que le prolétariat russe a voulu se mettre en mouvement pour briser l'échafaudage étatique, il a été poussé - contre la tentative de clore la révolution sur un programme démocratique respectant la propriété privée et continuant la guerre au flanc des puissances impérialistes d'Occident - à la solution classique du problème révolutionnaire, au dépassement des formes démocratiques, à l'instauration de la dictature prolétarienne. Ce fait est la confirmation, plus éclatante encore que si elle venait d'autres pays, qu'une solution historique semblable est la seule que réclame le problème de la liquidation de la crise mondiale ouverte par la guerre.

C'est pourquoi les grands épisodes de la révolution russe, la dispersion de l'Assemblée constituante, la rupture de toute alliance entre le parti du prolétariat révolutionnaire et les partis de la bourgeoisie, le passage du pouvoir aux conseils ou-

vriers, révélés comme la forme des nouvelles institutions représentatives propres à la dictature du prolétariat, représentent un enseignement de valeur mondiale; car ils ne sont pas l'exemple d'une **façon** de faire la révolution, d'une recette qu'il a été possible d'appliquer dans des conditions particulières, mais ils ont leur cause dans les conditions universelles déterminées par la guerre et ils ramènent le mouvement révolutionnaire de tous les pays aux valeurs originelles de la doctrine marxiste, aux tables fondamentales du **Manifeste**.

Cela apparaît très clairement dès que sont écartées les premières fausses interprétations qui présentaient la révolution maximaliste russe comme une réalisation anarchisante de type proudhonien ou bakouniniste, dès que le véritable caractère des événements vient en évidence surtout grâce à l'oeuvre du parti dirigeant, véritable parti marxiste, pour qui la révolution russe n'est que le début de la révolution internationale et doit, par son expérience, servir de base à la reconstruction de l'Internationale révolutionnaire.

L'autre leçon suggestive qui émerge des événements de la révolution russe se déduit du rôle qui y jouèrent les autres partis qui non seulement se disaient socialistes, appartenaient à la deuxième Internationale mais avaient aussi participé aux premières tentatives de réaction au social-patriotisme. Depuis déjà longtemps ces partis (socialistes révolutionnaires et menchéviques) s'étaient différenciés du parti bolchévique par leur analyse des problèmes révolutionnaires; tout en invoquant des raisons qui touchaient à la seule Russie, ils niaient la méthode révolutionnaire marxiste et la dictature prolétarienne et, bien qu'ils aient repoussé la solidarité avec le régime tsariste durant la guerre, ils soutinrent au cours de la révolution de 1917 l'alliance avec la gauche bourgeoise, la poursuite de la guerre aux côtés de l'Entente, la constitution démocratique et parlementaire de la République.

Alors qu'au contraire le prolétariat, guidé par le parti communiste, engageait et remportait la lutte pour les mots d'ordre de «fin de la guerre» et de «passage du pouvoir aux conseils ouvriers», il arriva pour ces partis un phénomène absolument analogue à celui constaté pour le mouvement révisionniste de la IIe Internationale au moment de l'éclatement de la guerre; au lieu de constater la faillite de leur programme et d'en déduire la possibilité de passer immédiatement aux objectifs supérieurs qu'ils affirmaient eux aussi vouloir atteindre, ils suivirent l'orientation tracée par leur politique collaborationniste et s'allièrent à la bourgeoisie pour combattre les prolétaires communistes.

C'est de cette expérience historique fondamentale qu'ont été déduits les caractères constitutifs de la nouvelle Internationale qui aurait dû préparer dans tous les pays les masses aux exigences du processus révolutionnaire. La révolution russe ne

s'est pas bornée à donner pour cet objectif un enseignement d'ordre critique et théorique; alors même que, seule contre tous les efforts du monde capitaliste, elle défendait dans sa propre cause la cause de la révolution mondiale, elle jetait aussi les bases de l'organisation de la nouvelle Internationale.

Celle-ci est née avec la signification fondamentale d'être la force historique qui doit résoudre, par la victoire mondiale de la révolution, la situation créée par la guerre. Elle ne se limite pas à réorganiser tous les socialistes qui restèrent fidèles à l'internationalisme lors de la crise de 1914, mais elle rassemble les forces qui ont tiré de l'expérience de la guerre, non la conclusion que les choses iraient mieux si la guerre n'avait pas eu lieu et si elle n'avait pas rendu impossible l'évolution graduelle vers le socialisme - raisonnement absurde et vainement pacifique -, mais la conclusion que la crise en cours est la crise finale du régime capitaliste, qui ne peut pour le prolétariat avoir qu'une issue: le renversement violent du pouvoir de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature prolétarienne.

Voilà quels sont les points constitutifs de la nouvelle Internationale qui se dresse autour de la révolution russe; et de même qu'elle ne se limite pas à une stérile aversion formelle envers la guerre, de même elle ne se contente pas d'une défense platonique de la révolution russe et de son libre exercice, mais exige de ses partisans une adhésion complète aux directives d'action révolutionnaire fournies au prolétariat par les expériences de la grande guerre et de la grande révolution, pour la raison précise qu'en Russie se livre la première bataille de la grande guerre révolutionnaire mondiale dont l'Internationale communiste veut être la formidable et compacte armée.

Dans ce processus qui dans tous les pays va de la ruine des partis de la IIe Internationale à la constitution de partis adhérant à la troisième, le prolétariat doit donc se séparer de tous ses vieux chefs qui ont accepté la collaboration de guerre et la défense nationale, et aussi de ceux qui repoussent le programme qui tend à l'action violente contre le pouvoir bourgeois, à l'abolition des institutions représentatives démocratiques et à leur remplacement par l'institution du pouvoir révolutionnaire soviétiste.

* * *

*Le quatrième chapitre élargit à l'échelle internationale le double enseignement de la nécessité de la révolution et de la dictature du prolétariat comme **seule** voie au socialisme, et de la fonction historique de l'opportunisme de gérant des intérêts capitalistes et gendarme des ultimes défenses du capital; il montre que les 21 conditions représentent dans leur ensemble la*

solution d'un «problème international par nature»: chacune d'entre elles doit s'appliquer à tous les pays ou elle ne s'applique à aucun, chose d'ailleurs démontrée par la campagne internationale de l'opportunisme contre leur application. A qui invoque les «conditions spéciales» de son pays pour refuser l'application même d'une seule de ces conditions, il est répondu que s'il existe un pays qui en théorie pourrait demander des exceptions de ce genre, il s'agit de la Russie dont la situation particulière est pourtant accusée d'avoir trop inspiré ces conditions: en effet pratiquement toutes ces conditions se réfèrent à des partis qui n'ont pas encore conquis le pouvoir. Nous renvoyons le lecteur à l'étude qui relate de façon détaillée comment furent rédigées et adoptées ces fameuses conditions et le rôle important joué par le représentant de la Gauche italienne - Amadeo Bordiga - pour les rendre les plus tranchantes possibles (1).

4) La situation internationale après la guerre et le Congrès de Moscou.

Les événements qui se sont déroulés après la guerre dans de nombreux pays confirment pleinement les conclusions que les communistes ont tiré des expériences de Russie, et tout particulièrement la nécessité d'une nette séparation entre le mouvement révolutionnaire qui s'organise dans la nouvelle Internationale et les sociaux-démocrates de toutes tendances.

La position prise par les différents partis prolétariens en Russie s'est répétée dans tous les autres pays où les conséquences de la guerre ont déjà occasionné des mouvements révolutionnaires, même lorsque les premières tentatives révolutionnaires se sont terminées par des défaites et lorsque le mouvement s'est limité à la constitution d'un gouvernement des partis sociaux-démocrates.

En Allemagne les événements de novembre 1918 à janvier 1919 nous montrent la tendance spartakiste de Liebknecht et Luxemburg, constituée en parti au programme communiste, qui affronte dans une généreuse action révolutionnaire la coalition bourgeoise représentée par un gouvernement qui a à sa tête les sociaux-démocrates et dont sont partisans et complices les Indépendants, c'est-à-dire ces socialistes qui avaient abandonné le vieux parti par opposition à la guerre, mais qui restaient sur un terrain nettement anti-révolutionnaire, caractérisé par les positions petites bourgeoises de leur théoricien en chef, l'ex-marxiste Kautsky.

Tous les épisodes de la révolution montrent les mêmes traits saillants, non seulement à Berlin, mais aussi dans d'autres parties de l'Allemagne, comme en Bavière où Kurt Eisner, élément d'extrême

gauche des Indépendants, cherche jusqu'au bout à coaliser les forces communistes avec les sociaux-démocrates de gauche.

La révolution en Hongrie se présente au premier abord sous un aspect particulier: renonciation pacifique de la bourgeoisie au pouvoir et venue au pouvoir d'un parti né de la fusion des communistes et des sociaux-démocrates. Mais les tragiques événements ultérieurs démontrent que les communistes s'étaient profondément trompés et que les sociaux-démocrates avaient travaillé, jusque dans le gouvernement révolutionnaire, comme complices de la contre-révolution.

Dans les pays où les sociaux-démocrates ont été ou sont encore au pouvoir, que ce soit en collaboration avec des partis bourgeois ou seuls, sur la base de majorités parlementaires «socialistes» (comme ce fut le cas en Ukraine et en Géorgie), ils ont toujours agi comme représentants des intérêts bourgeois contre toute tentative révolutionnaire du prolétariat.

Si nous pouvions nous attarder ici à comparer les résultats de l'oeuvre accomplie sur le terrain économique et politique par la dictature prolétarienne russe et ceux des gouvernements sociaux-démocrates, l'antithèse historique entre les deux méthodes serait toujours plus évidente.

La Russie a dû soutenir un effort immense pour sa défense politique et militaire contre toutes les ressources de la réaction capitaliste mondiale, alors que ces gouvernements ont joui de tout l'appui économique et politique des puissances bourgeoises; malgré cela l'évolution économique en Russie a déjà franchi des étapes décisives pour la construction communiste et les résultats de l'oeuvre du pouvoir des Soviets sont tout aussi grandioses pour le rendement des énergies qui y sont consacrées que pour ce qui est de la confirmation de la doctrine économique socialiste. Au contraire, dans les pays dirigés par les sociaux-démocrates rien n'a été fait pour combattre, en faveur des classes laborieuses, les privilèges économiques du capital; même les fameuses réformes du programme social-démocrate, comme les socialisations avec indemnités, qui ne remettraient pas en cause les fondements du capitalisme mais lui serviraient à surmonter la crise actuelle, n'ont pas été réalisées.

Mais la faillite de la méthode, et mieux, la révélation de sa vraie nature, sont encore plus évidentes quand on considère que même la thèse social-démocrate fondamentale, c'est-à-dire le respect des formes démocratiques et des libertés politiques pour toutes les classes, a été démentie et détruite. Même dans ces pays existent la dictature et le terreur et tous les droits d'agitation politique sont supprimés pour les partis adversaires du gouvernement; mais la dictature et le terreur qui pèsent implacablement en Russie sur les ennemis du prolétariat, sont dans ces pays sociaux-démocrates

utilisés contre les partis communistes et les défenseurs des intérêts et des aspirations des classes laborieuses.

La situation politique et sociale de tous les pays nous confirme donc qu'après la grande guerre il n'y a plus que deux alternatives: la dictature du capital ou celle du prolétariat; elle nous montre que dans tous les pays il y a un mouvement soi-disant socialiste et prolétarien qui affirme théoriquement possibles des solutions intermédiaires, et dont la caractéristique infaillible est de se révéler historiquement, lorsque la lutte suprême entre les classes éclate en dépit de ses hypocrites et vaines supplications, comme le gérant des intérêts capitalistes, le gendarme des ultimes dictatures du capital.

Ce mouvement, résidu de la décomposition des vieux partis de la IIe Internationale arrive même pour accomplir sa mission, dictée par des forces supérieures, de travailler au sein du prolétariat pour le détourner de toute initiative révolutionnaire, à se travestir sous la forme de Partis Socialistes de gauche en dehors des ruines de la vieille Internationale trop disqualifiée aux yeux des masses. Ce mouvement poursuit partout la vieille tactique ultraparlementaire et ouvriériste, épaulant la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, succursale de la Ligue des Nations, qui est l'Internationale de la contre-révolution. Depuis quelque temps il cherche à accompagner cette pratique d'une acceptation formelle des principes de l'Internationale Communiste et de la Révolution russe, cherchant à faire passer pour des objections secondaires mais insistantes, la critique de l'une et de l'autre.

Tout en conservant ces caractéristiques qui les destinent à être tout autant que les plus canaillement réactionnaires des partis sociaux-démocrates de droite, mais de manière plus insidieuse, des complices de la bourgeoisie et des saboteurs de l'effort prolétarien suprême, beaucoup de ces partis sociaux-démocrates de gauche se proposaient de s'infiltrer dans la IIIe Internationale pour la vider de son contenu et de son caractère.

En même temps beaucoup d'éléments de cette espèce étaient effectivement entrés dans les rangs de la IIIe Internationale en tant que minorités de partis qui avaient adopté dans leur majorité le programme communiste, mais sans réaliser la séparation d'avec les sociaux-démocrates.

Cette situation a rendu nécessaire la convocation du second Congrès de l'Internationale afin de pourvoir à la nécessité, pour une action internationale compacte et solide, d'organiser et de discipliner tous les éléments qui voulaient faire partie de l'Internationale - alors que le premier Congrès tenu à Moscou en 1919 avait établi les bases programmatiques constitutives. C'est pourquoi parmi tous les problèmes traités au Congrès de Moscou, parmi toutes les résolutions adoptées, se tiennent en première ligne les thèses sur les conditions d'ad-

mission des partis dans l'Internationale, thèses qui dans la monde entier doivent être traduites en acte dans la période actuelle. Face au danger d'invasion de l'opportunisme dans la IIIe Internationale, il s'agissait d'établir des critères et des normes précises pour contrôler le caractère des partis qui demandaient à adhérer ou qui avaient déjà adhéré à l'Internationale, mais qui en réalité portaient en eux l'équivoque des conceptions et de la pratique social-démocrate. Prenant comme point de départ ces expériences internationales que nous avons rappelées, on chercha à fixer les caractères que doit présenter un parti dans ses conceptions et dans sa pratique pour donner la garantie d'être capable d'action révolutionnaire et de ne pas présenter le risque au moment révolutionnaire critique d'agir comme élément de conservation ou de se briser en deux partis opposés: l'un se rangeant du côté du pouvoir bourgeois et essayant de détourner la révolution dans l'équivoque des formes social-démocrates, tandis que l'autre reste désorienté et incapable d'encadrer et de diriger les masses vers la réalisation de la dictature prolétarienne.

Problème international, donc, par nature. Celui qui nie l'existence de caractéristiques historiques qui se répètent dans tous les pays, surtout après la guerre mondiale, et qui constituent les bases de la doctrine et de la pratique du mouvement communiste tourné partout vers le même but suprême, la révolution mondiale, nie la raison d'être de l'Internationale, répudie ses buts et là où il n'en sort pas, révèle qu'il appartient à ce phénomène opportuniste qui cherche à rester dans l'Internationale dans le seul but d'en modifier le caractère fondamental.

Tout ce qui est écrit dans les 21 conditions doit avoir une valeur internationale. Toutes les particularités propres à chaque nation, que personne ne conteste, doivent rester et sont restées en dehors des conditions d'admission. Si l'une de ces conditions était inadaptée à un ou plusieurs pays, cela voudrait dire qu'elle a été par erreur inscrite dans le «code» international des 21 points; et il ne faudrait pas demander une exception à son application, mais sa suppression complète.

Après la délibération sur les considérations d'admission, qui sont d'application générale et internationale, le Congrès n'a-t-il pas examiné les différences secondaires des situations de pays à pays, consacrant les résultats de cette étude dans les thèses sur les «Tâches principales de l'Internationale Communiste» où se trouvent celles qui traitent de chaque pays particulier?

Il est ensuite idiot de croire que les 21 conditions ont été inspirées par les caractéristiques spéciales de la situation russe et qu'elles sont donc inapplicables aux autres pays! Ces thèses ne furent pas écrites **par les russes**. Elles furent proposées par Zinoviev, et à travers une discussion qui fut la plus complète et la plus satisfaisante du Congrès, en

opposition avec les opportunistes allemands et français (et avec l'avocat de l'opportunisme italien, Serrati), elles furent passées au crible, amendées, modifiées, complétées et surtout rendues plus tranchantes, par les propositions de camarades de tous les pays, y compris italiens et acceptées à l'unanimité par le Congrès.

Mais il y a plus. Les 21 conditions ne pouvaient être dictées par des préoccupations russes, parce qu'elles ne servaient à rien pour la Russie, ne devaient pas s'appliquer à la Russie mais aux autres pays. En Russie le parti adhérent à l'Internationale est si bien organisé qu'il n'a pas à craindre le danger de l'opportunisme. Les conditions, dans leur quasi-totalité, se réfèrent à des partis communistes qui n'ont pas encore conquis le pouvoir (voyez celles sur l'action légale et illégale, le parlementarisme, la lutte contre les *bonzes* syndicaux, etc.).

Les événements postérieurs au Congrès de Moscou démontrent combien l'application des 21 conditions se révèle dans chaque pays pratique et efficace; et la supposition que le Comité exécutif de Moscou n'applique pas impartialement les conditions dans chaque pays se réduit à une insinuation, car en Allemagne, en France, en Suisse, en Italie, les demandes de l'exécutif sont les mêmes et constituent l'exécution énergique mais fidèle des délibérations du Congrès.

Un autre phénomène significatif vient en outre confirmer la validité de la méthode adoptée par le Congrès. Partout la campagne contre le communisme devient la campagne contre les «conditions de Moscou», contre la discipline internationale centralisée, pour l'autonomie des partis nationaux à juger les conditions spécifiques de leur pays; mais partout les arguments utilisés pour soutenir cette opposition locale à l'application des formules internationales de Moscou, consistent dans **les mêmes sophismes**, démontrant ainsi que les 21 conditions sont génialement appropriées à tous les pays puisque dans tous les pays elles soulèvent contre leur exécution la croisade internationale de l'opportunisme, au lieu d'être acceptées ou repoussées pour des raisons simplement locales.

A l'inverse, dans chaque pays la partie saine et consciente du mouvement révolutionnaire se bat en commun pour les 21 conditions, reconnaissant en elles une arme formidable de clarification et de dissipation de toute équivoque. Elles ont donc merveilleusement servi à polariser, pour ou contre, les communistes capables de discipline internationale et de combativité révolutionnaire, et les opportunistes qui se gargarisent de phrases d'adhésion aux principes communistes tout en distillant le fiel d'impuissantes objections défaitistes contre la fermeté de l'organisation internationale, contre ses prescriptions, contre les hommes qui sont à sa tête - des hommes avec qui il est toujours possible de

discuter hautement et sereinement alors que ceux qui les salissent démontrent qu'il sont destinés à passer dans les rangs ignobles des agents de la bourgeoisie.

La signification de l'application des 21 conditions est l'assainissement de l'Internationale par la séparation entre communistes et sociaux-démocrates - base fondamentale pour la solution de tous les autres problèmes ardu de la révolution; c'est la coupure nette dans les partis qui portent encore en eux l'équivoque, la répudiation des tendances qui s'opposent aux principes et aux méthodes communistes. Qui ne comprend pas cela et qui s'y oppose, passe du même coup dans les rangs de ceux qui doivent être chassés de l'Internationale.

(A suivre)

(1) Voir «*Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste*», Programme Communiste n°43-44 (janvier-juin 1969).

SOMMAIRE DE «Il comunista» N° 53-54 / Mars 1997

- Ai proletari di oggi, ai combattenti di classe di domani!
- Albania: un piccolo paese capitalistico arretrato alle porte di casa immerso in una enorme catastrofe
- Manovre economiche, politiche, manovre militari. L'imperialismo italiano alla rincorsa di un posto al solo
- Esplode la rabbia dei disoccupati napoletani di fronte alle cariche della polizia
- Il «patto per il lavoro» è un preciso attacco contro gli interessi elementari dei lavoratori
- Napoli: manifestazioni LSU del 12 dicembre
- La comune di Parigi, primo esempio di costituzione del proletariato in classe dominante, la Dittatura del Proletariato
- Dalla Comune alla Terza Internazionale (A. Bordiga, «L'Unita», 29 marzo 1924)
- Corea del Sud: un grande movimento di sciopero e i problemi della lotta di classe
- Auschwitz. Ovvero lo terminio di Ebrei, Zingari, prigionieri politici, e' stato voluto e fatto dal nazismo, ma approvato dagli alleati
- La lotte sociali di cui parla la stampa borghese
- Recensioni. L'ultima resistenza
- Terrorismo e comunismo (IV)
- I camionisti francesi
- Lotte operaie nel mondo: Russia
- Albania, fuggire per morire?

La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (2)

Nous publions ci-dessous la deuxième partie du rapport présenté à notre réunion de San Doná de décembre 92. La première partie est parue sur le n° précédent de cette revue.

LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES REMPLISSENT LEURS TÂCHES EN ÉTROIT CONTACT AVEC LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES PROBLÈMES DE LA LUTTE DE CLASSE, SANS SE SUBSTITUER À ELLE

En prévision de futures résurgences garibaldiennes et frontistes, comme en raison de la poursuite de l'influence du réformisme traditionnel sur le mouvement ouvrier, même si elle n'est plus hégémonique, il est nécessaire de continuer le travail de bilan que nous avons en partie commencé avec les «**Points sur la lutte immédiate et sur les organismes prolétariens indépendants**» (PC n°93). En effet le bilan sert à retrouver un point de vue réaliste de la situation, à savoir d'où l'on repart, quelle route il faut prendre et quels sont les obstacles que le prolétariat devra affronter. Ces obstacles sont aussi des obstacles pour le parti de classe et donc nous devons nous aussi les affronter, non parce que nous nous substituerions au prolétariat, mais parce qu'en tant que communistes révolutionnaires il nous faut assumer les problèmes de la lutte prolétarienne qui nécessitent tous une réponse de classe. Cette réponse est constituée par les orientations et les indications classistes, par les mots d'ordre et les bilans politiques que nous devons transmettre à la classe. C'est une réponse qui comprend les objectifs, les méthodes, les moyens, les propositions, initiatives et dénonciations que la classe ouvrière pourra s'appropriier et développer à la condition de rompre avec la paix sociale, avec le collaborationnisme, avec le légalisme et d'assumer directement la responsabilité de la lutte classiste.

La tâche des communistes est de se placer sur le terrain de la lutte ouvrière en fonction de cette reconquête des moyens et des méthodes de la lutte classiste, y compris pour la défense économique et sociale la plus élémentaire, sans tomber dans le piège de l'ouvriérisme anarcosindicaliste, de l'autonomisme infantile ou du velléitarisme romantico-héroïque type Brigades Rouges. Il leur faut valoriser aux yeux des ouvriers la force de la spontanéité combative tout en combattant le spontanéisme conservateur en dernière analyse; il leur faut con-

tribuer y compris dans la pratique à la réorganisation classiste du prolétariat en évitant l'erreur des constructeurs volontaristes d'associations ouvrières ou de syndicats révolutionnaires dans lesquels il reste «seulement» à faire venir les prolétaires. Mais il ne faut jamais oublier que le prolétariat devra reconquérir ses propres méthodes, ses propres moyens, ses propres objectifs et reconstruire ses propres organisations de classe, alors que l'apport des communistes sera en tant que tel principalement politique, théorique, de propagande, de critique et de dénonciation.

Le prolétariat devra trouver en lui, grâce à l'impulsion des facteurs matériels et sociaux objectifs, la force de s'élever au dessus de la situation de servitude matérielle, politique et idéologique dans laquelle il se trouve aujourd'hui. Les communistes ne sont pas les *bons samaritains* du prolétariat; mais il leur faut toutefois savoir à quel stade se trouve la lutte prolétarienne, d'où il lui faut repartir. S'il est vrai que la lutte entre les classes est le fruit des contradictions sociales engendrées par le mode de production capitaliste et de l'oppression exercée par la bourgeoisie et son Etat sur les classes laborieuses, cela veut dire que cette lutte ne peut surgir de la volonté d'aucun groupe politique, si habile ou influent soit-il, qu'elle ne peut renaître à la suite des efforts d'aucune organisation syndicale ou politique, si bien «implantée» ou «militante» soit-elle. Si les facteurs de type économique, sociaux, politiques et militaires, ne font pas mûrir les conditions objectives de l'éclatement ouvert et manifeste des antagonismes entre les classes, la lutte des classes ne se mène qu'à sens unique, de la part de la seule bourgeoisie. La bourgeoisie est toujours en lutte contre le prolétariat parce que sa domination sur la société implique non seulement les luttes concurrentielles sur les marchés, la guerre économique et militaire dans le monde, mais aussi la lutte permanente contre le prolétariat, c'est-à-dire la

classe dont l'exploitation est sa source de profit. Que sont les usines sinon le théâtre de cette lutte de la bourgeoisie contre le travail salarié, grâce à laquelle les patrons chaque jour extorquent la plus-value? Les rapports sociaux déterminés par le mode de production capitaliste obligent l'ouvrier à aller travailler en usine, à suer sang et eau pour se faire extorquer du travail non payé: le salaire est dans la société capitaliste l'unique moyen de vie pour l'ouvrier qui tombe aussitôt dans l'indigence s'il n'arrive pas à se faire exploiter.

La lutte de la bourgeoisie - en tant que classe, non en tant qu'individu bourgeois ou patron isolé - contre le prolétariat - en tant que classe source de plus-value et non contre tel ou tel prolétaire individuel - est permanente. Ce qui fait défaut c'est la lutte inverse, la lutte du prolétariat en tant que classe - et non la lutte de tels ou tels prolétaires contre tel ou tel patron ou bourgeois.

Le développement des forces productives du capitalisme est arrivé à maturité depuis longtemps (non dans chaque pays pris à part, mais à l'échelle générale); la société bourgeoise ne peut plus être porteuse pour l'humanité d'un quelconque progrès historiquement significatif, ni sur le plan économique et social, ni sur celui de la connaissance ou des arts, et encore moins sur le plan politique. Il n'existe cependant pas de lien automatique direct avec le degré de maturité des affrontements de classe. Les rapports de force entre les classes dépendent d'une série de facteurs matériels et idéologiques qui agissent pendant de longues périodes - et les forces de conservation sociale représentées par le collaborationnisme inter-classiste et l'opportunisme immédiatiste ont un poids non secondaire parmi ces facteurs.

La misère, la faim, l'exploitation bestiale, la détérioration des conditions de vie, l'oppression sociale, policière et militaire qui touchent des couches parfois larges de prolétaires ne sont pas à elles seules des conditions suffisantes pour lancer le mouvement révolutionnaire des classes laborieuses. Sur ces conditions doivent agir les facteurs de la lutte sociale et d'affrontement entre les classes; seule la lutte directe contre l'exploitation et l'oppression peut produire et renforcer la force de la classe ouvrière, d'abord pour la défense de ses conditions de vie et de travail, avant que le niveau de tensions sociales ne permette à cette lutte de se hisser au niveau anti-capitaliste plus général, de se transformer en **lutte de classe** véritable jusqu'à l'affrontement décisif: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat, révolution ou contre-révolution.

En l'absence des conditions favorables à la lutte de classe révolutionnaire, les communistes, organisés dans le parti de classe qui incarne la conscience des buts historiques finaux de cette lutte, savent que leur rôle est inévitablement limité à l'étude de

la théorie marxiste, à la propagande, à la critique politique, au prosélytisme: en l'absence de ces conditions favorables il est impossible que leur activité puisse déboucher sur une influence décisive au sein du prolétariat. En outre les effectifs du parti de classe lui-même sont réduits à leur plus simple expression; dans des conditions de profonde contre-révolution il est déjà arrivé que ces effectifs se comptent sur les doigts d'une seule main.

C'est donc une erreur totale que de déduire de la maturité des conditions objectives générales du développement capitaliste, la possibilité d'«accélérer» la reprise de la lutte révolutionnaire et de rattraper le «retard» de la classe ouvrière, par exemple en lançant ses propres forces à l'assaut du pouvoir bourgeois avec l'espoir de donner ainsi l'exemple aux masses prolétariennes. Mais il est tout aussi erroné de conclure en sens inverse qu'étant donné cette situation encore défavorable, mieux vaut s'abstenir de toute tentative de profiter des moindres possibilités offertes par les contradictions sociales pour développer une activité pratique et pas seulement propagandiste.

Si les communistes ne se substituent pas au prolétariat dans la lutte de classe, ils ne tournent pas le dos aux problèmes de la lutte prolétarienne immédiate sous le prétexte que le temps de la reprise de classe n'est pas encore arrivé, ce qui ne signifie pas le moindre compromis sur les principes, le programme et la praxis marxistes dans le but de faciliter le contact et l'influence sur les prolétaires.

Dans la situation défavorable actuelle les communistes essayent toujours de profiter des moindres occasions pour mettre en pratique **tous les éléments de leur activité politique**, y compris les contributions organisatives et pratiques pour la défense des conditions de vie, de travail et de lutte prolétariennes. Ils ne cachent pas que leur activité sur le terrain de la lutte immédiate a pour but d'aider le prolétariat à dépasser les limites de cette lutte immédiate et à se hisser au niveau de la lutte politique générale - donc de la lutte révolutionnaire - contre la bourgeoisie; en même temps leur activité vise à faire la **démonstration pratique** aux yeux des prolétaires de l'utilité du marxisme - sa théorie, ses orientations programmatiques politiques et tactiques, etc. - non seulement pour la lutte révolutionnaire future, mais aussi pour la lutte immédiate actuelle.

Les tâches des communistes découlent de l'avenir révolutionnaire, non de la situation contingente du mouvement ouvrier

Le prolétariat a démontré par sa lutte historique contre les classes dominantes qu'il est la classe révolutionnaire, la seule classe porteuse d'un intérêt supérieur, non lié au marché, au profit, à l'argent, mais lié à la perspective d'un nouvel ordre

social bénéfique à l'humanité toute entière. Cet ordre social supérieur, c'est le communisme, une société sans oppression de classe ni exploitation de l'homme, dont les objectifs ne sont pas la recherche du profit mais la satisfaction des besoins humains, des besoins de l'**espèce humaine** toute entière et non des besoins de certains hommes, de certaines classes voire de certains peuples en particulier au détriment du reste de l'humanité. Il n'y aura plus de classes opprimées, plus d'exploitation, plus de conflits entre groupes d'hommes ou entre nations, puisqu'il n'y aura plus d'Etats, plus de nations, plus d'argent ni de production de marchandise, les produits fabriqués assumant directement la forme de **valeurs d'usage**.

Pour arriver à ce dépassement définitif des sociétés de classes il y a des points de passage obligatoires: la constitution du prolétariat en classe donc en parti, puis sa constitution en classe dominante. Cela signifie que le prolétariat doit arriver à se reconnaître comme classe distincte et opposée à toutes les autres et comme classe révolutionnaire, porteuse d'avenir, possédant donc un programme politique où sont définis tous les points fondamentaux du processus révolutionnaire. Cela signifie aussi que le prolétariat doit pousser la lutte de classe jusqu'à la conquête du pouvoir politique et jusqu'à l'exercice dictatorial de ce pouvoir contre toutes les tentatives de la classe bourgeoise. Cela signifie enfin que pour surmonter les flux et les reflux de la lutte anti-capitaliste, le prolétariat a besoin de condenser ses objectifs révolutionnaires dans une théorie et des principes invariants - le marxisme - et de confier cette invariance à une organisation spécifique - le parti de classe - qui a le rôle de représenter dès aujourd'hui le futur du mouvement de classe, de diriger la lutte révolutionnaire et l'exercice du pouvoir après la victoire.

Le parti de classe ne pourrait accomplir son rôle de direction de la lutte révolutionnaire future s'il ne se distinguait pas nettement de toute autre force politique tout en agissant en étroite contact avec la classe ouvrière. Mais étroit contact ne signifie pas que parti doive se fondre dans la classe, assumer tous les problèmes de la vie immédiate et quotidienne des prolétaires, ni jouer aux prêcheurs cherchant à illuminer les consciences individuelles des prolétaires. Cela signifie au contraire assumer les problèmes de la lutte prolétarienne, y donner les réponses adéquates, cohérentes avec les perspectives classistes et révolutionnaires, contribuer à la réorganisation classiste du prolétariat, maintenir la perspective révolutionnaire finale même dans les luttes immédiates, auxquelles il participe sans se faire absorber par elles. La priorité de l'activité des communistes est la formation du parti révolutionnaire, cet organe indispensable de la lutte de classe, dans la phase de reprise généralisée des luttes classistes comme surtout dans la lutte révolution-

naire internationale et la prise du pouvoir politique. Si la priorité de l'activité des communistes va au renforcement des forces physiques qui constituent le parti formel, cela ne doit jamais s'entendre comme essentiellement un renforcement numérique au détriment du renforcement politique et théorique de l'organisation, au détriment de la cohérence de l'activité au sein de la classe et de ses luttes avec les orientations générales dictées par le marxisme.

Importer la théorie révolutionnaire dans la classe ouvrière signifie importer, lorsque les conditions objectives le rendent possible, dans la classe son programme historique, fruit de toutes ses batailles passées, programme qu'elle ne peut ni créer à tout instant, ni même conserver intact par delà les vicissitudes des affrontements entre les classes. Dans les périodes contre-révolutionnaires seule une toute petite minorité est capable de conserver et de défendre ce programme, alors que la vaste majorité de la classe tombe totalement sous l'influence des idéologies et des praxis **dominantes**, c'est-à-dire bourgeoises. Se fondre dans la classe telle qu'elle est dans ces périodes signifierait alors se soumettre à l'idéologie bourgeoise, abandonner ses tâches de communistes et assumer celles des réformistes, donc capituler devant la conservation sociale.

Les communistes ne sont pas les héros de la lutte de classe qui «feraient» la révolution alors que le prolétariat n'est pas encore prêt à la faire; mais ils doivent démontrer aux prolétaires les plus combattifs, non pas seulement en paroles mais dans les faits, qu'ils sont les plus cohérents dans la lutte de classe. Ils doivent être des exemples vivants pour les autres prolétaires parce que ces derniers ne reconnaîtront jamais le programme communiste en vertu de la seule propagande; ils y arriveront grâce à l'expérience, parce qu'ils auront constaté en pratique dans les luttes la validité des positions communistes et non parce qu'ils auront étudié le marxisme de A à Z.

C'est en participant à la lutte ouvrière, en indiquant les moyens, les méthodes les objectifs de classe, en se battant contre les adversaires de la lutte de classe que les communistes démontreront qu'ils sont les meilleurs combattants de la cause prolétarienne, les vrais soldats de la révolution. Mais pour cela il est nécessaire de ne pas se faire absorber par le contingentisme, le situationnisme, les hauts et les bas des situations locales voire de la vie personnelle. Dialectiquement, plus on s'abstrait de la contingence des situations et plus il est facile de relier les luttes immédiates aux intérêts généraux et historiques du prolétariat. Grâce à la vision dialectique et matérialiste de la réalité, du mouvement des diverses forces sociales les communistes doivent savoir analyser la contingence, la situation spécifique, l'actualité et la situer par rapport aux

mouvements et tendances générales, pour pouvoir ensuite en tirer les indications et les directives d'action correctes par l'activité du parti.

Former le parti de classe signifie donc doter le prolétariat de l'organe capable de relier la lutte quotidienne et immédiate de défense à la lutte révolutionnaire historique pour la fin de toute société de classes. L'évolution historique n'est pas découpée en étapes strictement séparées les unes des autres qu'il faudrait parcourir avant de songer à passer l'étape supérieure: l'étape de la lutte immédiate, puis celle de la lutte politique, puis celle de l'assaut au pouvoir, etc. Il s'agit en fait de stades de la lutte, étroitement et dialectiquement reliés entre eux, qui doivent être toujours présents dans l'activité du parti. Bien entendu il ne faut pas en tirer la conclusion que le moindre tract ou la moindre intervention à l'occasion d'une grève doit appeler à la prise du pouvoir et à l'instauration du communisme! C'est l'ensemble de l'activité diversifiée du parti qui doit tenir compte de tous les niveaux de la lutte et du passage de l'un à l'autre afin de pouvoir agir et contribuer de la lutte ouvrière. Sans une analyse concrète de la situation concrète - comme dirait Lénine - il est impossible de prendre les décisions correctes et de mener une activité de parti qui conduise réellement et efficacement à un progrès de la lutte d'émancipation du prolétariat et qui coïncide avec les besoins de la lutte révolutionnaire.

Rappel de notions élémentaires

La classe. Qu'est-ce qui définit la classe sociale? Le réseau d'intérêts historiques basés sur les conditions de sa formation, de son développement et de ses finalités. La classe se définit par son programme historique.

«Le mot classe que le marxisme a fait sien - lit-on dans un «Fil du temps»(1) - est le même dans toutes les langues modernes: latines, allemandes, slaves. En tant qu'entité socio-historique, c'est le marxisme qui l'a d'abord introduit, même s'il était utilisé avant. Ce terme est d'origine latine, mais il est à noter que pour les Romains «classis» signifiait la flotte, l'escadre de guerre: le concept est donc celui d'un ensemble d'unités agissant ensemble, allant dans la même direction et affrontant le même ennemi; son essence est le mouvement et le combat et non (comme dans une assonance toute... bureaucratique) la «classification», qui a pris par la suite un sens statique. (...) Classe signifie donc un mouvement, une lutte, un programme historique, et non une colonne particulière d'un registre de recensement. Parler d'une classe qui aurait encore à trouver son programme est prononcer une phrase vide de sens: c'est le programme qui définit la classe».

Toute grande époque historique est caractérisée par un mode de production dominant, les rapports de production et sociaux qui en découlent et les classes que ces rapports définissent et mettent en opposition. Toute société nouvelle s'est imposée par une lutte révolutionnaire, par la conquête du pouvoir économique et politique par les classes révolutionnaires de l'époque, c'est-à-dire les classes que leurs intérêts historiques et immédiats rendent porteuses du nouveau mode de production. Les passages d'une société à une nouvelle arrivent toujours à travers des ruptures historiques fondamentales, tant du point de vue économique que politiques, des **révolutions**.

La classe du prolétariat moderne est porteuse du dépassement du mode capitaliste de production et de tous ses rapports sociaux, en même temps que du dépassement de toute société divisée en classes. Ce sont les conditions historiques de l'affirmation du mode de production capitaliste (production associée, mode de production universel, développement technologique) et la formation d'une classe sans-réserve - le prolétariat - qui mettent la société face à la plus grande contradiction: la contradiction entre une production sociale et une appropriation privée de cette production. La société capitaliste fait d'un côté d'une grande partie de la population des sans-réserve, tandis que de l'autre côté elle fait d'une petite minorité de cette population le monopolisateur de toute la richesse créée par les sans-réserve. Grâce à ce monopole, défendu par toute la puissance de l'Etat, la classe bourgeoise dominante peut extorquer sans trêve la plus-value du travail salarié.

La classe des purs salariés représente historiquement l'affirmation sociale et politique de la bourgeoisie tout en exprimant la nécessité du renversement de celle-ci et la transformation de l'économie capitaliste en économie communiste. La classe des salariés exprime, davantage encore que toute autre classe précédente dans l'histoire, les limites de la société de classes actuelle et l'antagonisme irrépressible entre les classes de cette société. L'antagonisme entre production sociale et appropriation privée se traduit par la lutte entre les classes qui, dans la société capitaliste développée, oppose principalement les réseaux d'intérêts bourgeois et prolétariens.

Cet antagonisme ne peut disparaître que dans une société qui n'est plus basée sur un mode de production présupposant la division en classes. Cette nouvelle société naît en résultat de la lutte des classes poussée jusqu'au bout, jusqu'à la révolution prolétarienne communiste qui détruit le pouvoir politique bourgeois pour pouvoir ensuite entamer la transformation économique de la société, une révolution aussi internationale qu'est international le mode de production bourgeois et la domination bourgeoise. Le passage à la société communiste

requiert le renversement de la dictature de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature de la bourgeoisie lors de la lutte finale entre les classes. La classe prolétarienne sera la dernière des classes dominantes car une fois réalisé le passage à la société communiste, basée sur l'économie sociale et la satisfaction des besoins humains et non plus sur l'économie de marché et du profit, il n'y aura plus aucune base à la domination d'une classe d'hommes sur d'autres et à l'existence d'appareils de domination, à commencer par l'Etat: **la société de classes** aura laissé la place à la **société de l'espèce humaine**.

La lutte de classe.

Dans toutes les sociétés divisées en classes (ce qui n'était pas le cas des sociétés communistes primitives), la lutte entre ces classes a rythmé le développement économique et social.

Ce n'est pas le marxisme qui a découvert la lutte des classes; les bourgeois étaient déjà arrivés à cette conclusion. Mais le marxisme a poussé les conséquences de la lutte des classes jusqu'à ses conclusions extrêmes: la lutte pour la conquête du pouvoir et l'instauration de sa dictature par le prolétariat, en tant que point de passage nécessaire pour le dépassement définitif des sociétés de classe et l'instauration de la société communiste (passage de l'humanité de la préhistoire à l'histoire). Selon le marxisme le prolétariat est la **seule classe révolutionnaire** de la société capitaliste, la seule dont la lutte peut conduire à l'émancipation non seulement d'elle-même, mais de toute l'humanité.

La finalité historique de la lutte prolétarienne est donc le communisme, l'émancipation de toute l'humanité du mode de production capitaliste, de la soumission aux lois du marché et au baigne du travail salarié, la fin de toutes les misères et guerres qui en sont la conséquence. Marchandises, argent, travail salarié, disparaîtront dans le nouveau mode de production orienté vers la satisfaction des besoins de toute l'humanité. Harmonie sociale et activités utiles à toute la collectivité humaine remplaceront l'anarchie mercantile, les activités, souvent socialement nocives, imposées par la recherche du profit et la concurrence généralisée de tous contre tous. De peine intolérable, source de richesse pour les seuls capitalistes, mais indispensable pour ne pas sombrer dans la misère, le travail deviendra la première des activités sociales, source de développement et d'enrichissement effectif pour l'individu comme pour toute la société. Les rapports sociaux seront tels qu'il sera suffisant de ne consacrer qu'un très petit nombre d'heures par jour à la production sociale, libérant ainsi le temps nécessaire au plein développement des facultés humaines, des sciences, des arts et à la jouissance de la vie. C'est alors que pourra être réalisée la

vieille devise: chacun donnera à la société selon ses capacités et recevra d'elle selon ses besoins.

Le parti de classe

Le saut qualitatif constitué par la transformation à l'échelle planétaire de la société exige au préalable le concours de facteurs économiques, sociaux et politiques, qui à un certain stade de leur développement et de leur combinaison, forment la base matérielle et dynamique de l'ouverture d'un cycle révolutionnaire.

Le marxisme, seule théorie révolutionnaire de l'époque moderne, définit le trait caractéristique fondamental de tout le cycle révolutionnaire comme suit: à travers sa lutte contre les autres classes de la société, le prolétariat se rattache à son programme politique, à ses objectifs historiques, au parti de classe, le parti communiste (Manifeste 1848). Cette lutte tend à rompre les rapports de force entre les classes au profit du prolétariat, d'abord par la défense de ses intérêts immédiats (sur le plan économique, social et politique) et l'organisation en associations classistes de défense de ces intérêts, et va ensuite par son développement jusqu'à poser la question du pouvoir politique. Elle exprime la nécessité que la lutte immédiate de défense dépasse toutes les limites compatibles avec la société bourgeoise et reprenne des objectifs, des méthodes et des moyens de lutte incompatibles avec la conservation sociale, le maintien de la domination politique de la bourgeoisie et la persistance du mode de production capitaliste.

Tant que la classe prolétarienne ne réussit pas à développer sa lutte jusqu'à poser la question du pouvoir, elle ne peut entamer la transformation économique et sociale et elle reste prisonnière - comme le reste de l'humanité - des rapports de production bourgeois. C'est la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie, entamée il y a plus de deux siècles en Angleterre et en France, qui démontre la nécessité de la rupture révolutionnaire de la société actuelle. La conquête par le capitalisme du monde entier, la création du marché mondial, a fait que cette nécessité historique est devenue la seule issue pour toute l'humanité. A la différence de ce qui s'est passé pour les précédents passages historiques entre modes de production, il n'est pas possible que le mode de production supérieur commence à se développer à l'intérieur de l'ancienne société jusqu'au moment où, en raison de sa puissance acquise, il puisse briser les anciens rapports qui lui font obstacle. Sous le capitalisme ce sont les forces de production capitalistes elles-mêmes qui à un certain stade de développement posent objectivement le problème de liquider le capitalisme. Et alors le problème qui se pose est celui d'une lutte politique centralisée qui ait la force de briser le rempart de la société bourgeoise - l'Etat bourgeois

- puis d'instaurer un nouveau pouvoir d'Etat centralisant et développant encore la lutte, pour l'étendre internationalement jusqu'au renversement du dernier pouvoir bourgeois et à l'établissement du pouvoir prolétarien international seul capable de commencer et de mener à bien la transformation sociale et économique mondiale.

Pour pouvoir diriger ce mouvement révolutionnaire historique dont seule la classe ouvrière internationale est capable, un organe politique particulier est indispensable. Il s'agit du parti de classe: une organisation politique qui se base sur les objectifs historiques du prolétariat et non sur ses intérêts économiques immédiats, qui fait découler son programme et ses principes de l'avenir à réaliser et non du présent à conserver, qui agit dans la société de classes actuelle pour supprimer toutes les classes et non pour mettre une nouvelle classe dominante à la place de l'ancienne, qui utilise dans toute la période historique de la lutte prolétarienne jusqu'à la destruction de tout pouvoir de classe et quel que soit le degré d'acuité de la lutte entre les classes, des objectifs, des méthodes et des moyens en parfaite cohérence avec le but révolutionnaire final. Le parti de classe, le parti communiste au sens de Marx, constitue la **seule** possibilité que possède historiquement le prolétariat de diriger son action révolutionnaire classiste dans une société où il ne possède rien d'autre que ses chaînes, c'est-à-dire la possibilité de faire exploiter sa force de travail. Dans ce sens, et à condition qu'il conserve la pleine cohérence de son action avec le programme communiste, le parti de classe est **tout** pour le prolétariat puisqu'il est la clé de son émancipation future et définitive. Le parti de classe représente dans le présent l'avenir du mouvement de la classe ouvrière parce qu'il constitue la conscience du but révolutionnaire, et la potentialité de direction de la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie tant avant qu'après la prise du pouvoir ainsi que la direction du mouvement de transformation économique et sociale de la vieille société, du passage du capitalisme au communisme. Et en même temps que la société passera du stade du communisme inférieur au communisme supérieur, l'Etat disparaîtra avec tous les vestiges de la domination de classe; le parti de classe lui-même se transformera en un simple organe d'administration de la production et de la distribution dans une société où sera finalement réalisé le vieux principe: *de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins*, et où le règne de la **nécessité** aura enfin laissé la place au règne de la **liberté**.

L'expérience historique de la lutte prolétarienne a démontré la nécessité que la lutte soit poussée jusqu'à la conquête du pouvoir pour qu'un changement des rapports sociaux soit possible; elle a démontré qu'il était nécessaire de passer par une phase de dictature de classe et que toutes les

alternatives réformistes et gradualistes étaient illusoires; et elle a aussi démontré que la classe et en particulier son parti - le parti révolutionnaire marxiste, unique, internationaliste et international - devaient être prêts et **préparés** lorsque s'ouvrent les périodes révolutionnaires qui ébranlent le capitalisme non dans un seul pays, mais potentiellement dans tous les pays.

La série marxiste classique a donc été confirmée historiquement:

- L'histoire de la société humaine est l'histoire des luttes de classes. La société bourgeoise moderne, issue du déclin de la société féodale, n'a pas éliminé les antagonismes entre les classes. Elle a seulement remplacé les vieilles classes par de nouvelles et substitué de nouvelles oppressions à d'anciennes. Cependant l'époque moderne bourgeoise se distingue en ce que les antagonismes de classes ont été simplifiés: toute la société tend à se scinder en deux grands camps ennemis, à deux grandes classes directement opposées, la classe bourgeoise et la classe ouvrière ou prolétariat. Le prolétariat traverse plusieurs étapes de développement. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence. Les ouvriers forment des coalitions contre les bourgeois, se réunissent pour défendre leur salaire; ils fondent des associations permanentes dans ce but. Ça et là la lutte éclate en émeutes. Parfois les ouvriers l'emportent, mais c'est temporaire. Le véritable résultat de leur lutte n'est pas le succès immédiat mais leur union grandissante. Toute lutte de classe est une lutte politique. L'organisation des prolétaires en classe donc en parti est sans cesse brisée par la concurrence des ouvriers entre eux, mais elle renaît de nouveau. Le mouvement prolétarien est le mouvement de la grande majorité dans l'intérêt de la grande majorité. Le prolétariat, la couche la plus basse de la société ne peut se soulever sans faire sauter toute la superstructure des couches qui forment la société officielle. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est d'abord nationale sinon substantiellement du moins formellement. Il est naturel que le prolétariat de chaque pays doit tout d'abord en finir avec sa propre bourgeoisie. En rappelant les phases les plus générales du mouvement prolétarien, nous avons suivi la guerre civile plus ou moins latente à l'intérieur de la société actuelle jusqu'au moment où cette guerre éclate en révolution ouverte et où le prolétariat instaure sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie (tout cela en paraphrasant le *Manifeste* de Marx-Engels 1848).

- Mouvement de la classe des purs travailleurs salariés qui luttent pour défendre leurs intérêts immédiats et qui développent cette lutte par l'organisation du prolétariat **en classe donc en parti**, jusqu'à poser le problème du pouvoir

- Mouvement de classe révolutionnaire guidé

par le parti communiste pour la conquête du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat. *«La forme politique de la révolution spécifiquement prolétarienne - écrit Amadeo Bordiga dans le Fil du Temps cité plus haut - est la dictature. Non pas une dictature personnelle, s'entend, mais une dictature de classe. Cette dernière constitue des organes originaux qui lui sont propres, organes de gestion du pouvoir dans une phase de lutte intense. La dictature d'un ordre pourrait bien s'identifier avec la «démocratie interne de l'ordre»; la dictature d'une classe révolutionnaire, par contre, est quelque chose de beaucoup moins banal, formel, sujet aux oscillations d'une stupide comptabilité de votes. Elle est définie par la force et la direction de cette force: on ne doit pas dire qu'elle construit le socialisme à condition d'être la juste dictature, mais qu'elle est la vraie dictature prolétarienne quand elle marche vers le communisme».*

- Défense des associations prolétariennes de type économique et des institutions de la dictature prolétarienne contre les attaques des classes bourgeoises encore actives et désireuses de restaurer leur domination; guerre révolutionnaire à l'intérieur des bastions conquis par la classe ouvrière et à l'extérieur pour appuyer les mouvements révolutionnaires et étendre la révolution à tous les pays; organisation internationale du parti et des associations économiques prolétariennes indépendantes du collaborationnisme et influencées, sinon dirigées, par les révolutionnaires communistes.

- Intervention du pouvoir prolétarien sur le plan économique et social pour réaliser la transformation du mode de production capitaliste en système socialiste.

- La transformation complète du mode de production existant en mode de production communiste ne pourra se réaliser qu'à l'échelle mondiale, donc après la victoire dans tous les pays de la révolution prolétarienne. Dans les pays capitalistes avancés la transformation de la société capitaliste en société communiste pourra avancer plus rapidement qu'ailleurs et cette accélération facilitera la victoire révolutionnaire dans les pays restant encore sous domination capitaliste.

- Les tentatives de renverser le pouvoir prolétarien et de restaurer le pouvoir bourgeois ne manqueront pas et elles seront d'autant plus virulentes que le mouvement prolétarien s'étendra à l'échelle internationale. La nécessité de la dictature du prolétariat repose avant tout sur le fait que les vieilles classes ne disparaîtront pas d'un coup après la victoire révolutionnaire, mais organiseront leur résistance avec des forces décuplées par la perspective de disparaître définitivement. Seul un pouvoir politique fortement centralisé et solidement appuyé sur la classe révolutionnaire peut mobiliser et utiliser au mieux toutes les forces et toutes les

ressources dans cette guerre intérieure et extérieure contre les pouvoirs et classes ennemies et dans la réorganisation économique et sociale en direction du communisme.

«La vie en société propre aux hommes qui, jusqu'ici, se dressait devant eux comme octroyée par la nature et l'histoire, devient maintenant leur acte propre et libre - affirme Engels dans son «Anti-Dühring» (2). Les puissances étrangères, objectives, qui, jusqu'ici, dominaient l'histoire, passent sous le contrôle des hommes eux-mêmes. Ce n'est qu'à partir de ce moment que les hommes feront eux-mêmes leur histoire en pleine conscience; ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises par eux en mouvement auront aussi d'une façon prépondérante, et dans une mesure toujours croissante, les effets voulus par eux. C'est le bond de l'humanité du règne de la nécessité dans le règne de la liberté.

(...) Accomplir cet acte libérateur du monde, voilà la mission historique du prolétariat moderne. En approfondir les conditions historiques et par là, la nature même, et ainsi donner à la classe qui a mission d'agir, classe aujourd'hui opprimée, la conscience des conditions et la nature de sa propre action, voilà la tâche du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien».

Action du parti de classe pour arracher le prolétariat à l'influence opportuniste et le diriger vers la reprise de la lutte prolétarienne classiste

Le rapport entre le parti de classe et le prolétariat, dont les racines matérielles se trouvent dans le développement des contradictions de la société capitaliste, a son vecteur dans le mouvement de la classe sur le terrain immédiat et sur celui politique. Représentant les intérêts généraux et historiques de la classe ouvrière - y compris son extinction en tant que classe - le parti communiste condense dans son programme politique tout le processus révolutionnaire jusqu'à la prise du pouvoir à l'échelle internationale et au delà; il exprime dans son activité le lien permanent entre la lutte pour la défense des intérêts immédiats - économiques, sociaux et politiques - et la lutte révolutionnaire générale. Le parti ne peut être constitué par la masse entière de la classe, ni même par sa majorité; et il ne peut non plus être constitué exclusivement par des membres de la classe ouvrière, étant donné que des «transfuges» des autres classes, y compris de la classe ennemie, sont attirés par son action qui investit toute la société. C'est le cas d'intellectuels qui peuvent donner un apport précieux et nécessaire à la compréhension, la propagande et la diffusion de la doctrine marxiste.

Pendant de longues périodes le prolétariat est influencé et organisé par l'opportunisme politique et syndical, c'est-à-dire ces forces qui, s'appuyant sur le seul terrain immédiat, expriment la conciliation entre les classes et donc la conservation de la société bourgeoise. Du point de vue sociologique et quotidien le prolétariat n'est dans ces périodes qu'une **classe pour le capital**, esclave du travail salarié et productrice de plus-value. Comme il ne possède rien d'autre que sa force de travail, le prolétariat dépend complètement des capitalistes, des haut et des bas de leur économie, des crises et guerres de la société bourgeoise.

Pour lutter contre les capitalistes le prolétariat ne peut compter que sur ses propres forces, sur la force du nombre, sur la force de ses organisations. Lorsque ces organisations prolétariennes, indépendantes de la bourgeoisie, font défaut, la concurrence entre les prolétaires l'emporte et chacun se retrouve seul, à essayer de trouver des solutions individuelles pour sa survie. Le prolétariat a donc un besoin vital d'organisations de défense immédiates **classistes** pour la lutte quotidienne de résistance à l'exploitation capitaliste tout autant qu'il a un besoin vital du parti de classe pour la lutte politique révolutionnaire.

«L'histoire de tous les pays - affirme Lénine dans son «Que faire?» - démontre que la classe ouvrière avec ses propres forces est seulement capable d'élaborer une conscience trade-unioniste, c'est-à-dire la conviction de la nécessité de s'unir en syndicats, de mener la lutte contre les patrons, de réclamer au gouvernement telle ou telle loi». C'est le stade maximum que le prolétariat peut spontanément atteindre, et l'histoire démontre qu'il peut reculer sensiblement à partir de ce stade; c'est ce qui lui est arrivé dans les décennies qui ont suivi la défaite de révolution russe et de l'Internationale communiste, décennies au cours desquelles il a remis son sort entre les mains de la bourgeoisie par l'intermédiaire de syndicats jaunes, catholiques ou fascistes.

Après la deuxième guerre mondiale, écrivions-nous dans un texte de 1951 (3) *«même là où le totalitarisme capitaliste semble être remplacé par le libéralisme démocratique, la dynamique syndicale a continué à se développer de façon ininterrompue vers le plein contrôle par l'Etat et vers son insertion dans les organismes administratifs officiels. Le fascisme, réalisateur dialectique des vieilles aspirations réformistes, a accompli celle de la reconnaissance juridique du syndicat de façon qu'il puisse être titulaire de contrats collectifs avec les patrons jusqu'à l'emprisonnement effectif de tout l'appareil syndical dans les structures du pouvoir de la classe bourgeoise».*

C'est pourquoi nous avons appelé **tricolores** les syndicats de l'après-guerre avec leur rôle fon-

damental *«pour la défense et la conservation du régime capitaliste précisément parce que l'influence et l'utilisation d'associations syndicales est une étape indispensable pour tout mouvement révolutionnaire dirigé par le parti communiste»* qui en font un des obstacles les plus difficiles pour la reprise durable et généralisée de la lutte de classe. Il reste le fait que si le prolétariat ne réussit pas à s'élever avec ses propres forces au niveau trade-unioniste, à la lutte ouverte contre les patrons et leurs intérêts, il réussira encore moins à s'élever au niveau supérieur de la lutte générale de classe, de la lutte politique pour le renversement du pouvoir bourgeois et l'instauration de son propre pouvoir.

D'autre part, le développement de la lutte prolétarienne, si étendue soit-elle, sur le seul terrain immédiat ne peut suffire à transformer mécaniquement celle-ci en lutte politique révolutionnaire. L'intervention active du parti de classe dans cette lutte immédiate est nécessaire pour **importer dans la classe** la théorie révolutionnaire et l'expérience des luttes de classe passées, pour **établir un contact solide et effectif** avec les détachements les plus sensibles et combattifs du prolétariat et diffuser la propagande communiste et les orientations de lutte classistes dans les rangs de la classe ouvrière.

C'est la rencontre, la conjonction entre le parti de classe - la théorie révolutionnaire - et le prolétariat en lutte pour ses intérêts de classe qui permet le développement dans un sens révolutionnaire de cette lutte. La bourgeoisie a donc toujours essayé - et elle y a réussi jusqu'ici - à s'emparer tant des organisations de type syndical que des partis ouvriers. Cette capture a été favorisée, en particulier dans les pays industrialisés, par la mise en oeuvre de toute une gamme de mesures réformistes d'assistance et de prévention pour les salariés et de toute une série d'amortisseurs sociaux tendant à créer un nouveau type de réserve économique *«qui représente une petite garantie patrimoniale qui dans une certaine mesure est analogue à celle de l'artisan et du petit paysan; le salarié a donc quelque chose qu'il risque de perdre ce qui (phénomène déjà constaté par Marx, Engels et Lénine en ce qui concerne les dites aristocratie ouvrières) le rend hésitant voire opportuniste au moment de la lutte syndicale et, pire encore, de la grève et de la révolte»* (4).

Le passage du parti de classe à l'ennemi lors du processus de dégénérescence du parti bolchévique et de l'Internationale, a sanctionné la plus terrible défaite qu'ait connue le prolétariat. De la Commune de Paris à la victoire de l'Octobre russe, 54 années se sont écoulées. Depuis la dégénérescence du mouvement communiste international (1924-27) il s'est déjà passé 70 ans et, étant donné les rapports de force actuels entre les classes, il s'en

passera encore beaucoup avant l'ouverture du prochain cycle révolutionnaire. La défaite prolétarienne a ouvert une très longue période de collaboration entre les classes, de participation du prolétariat à la conservation bourgeoise, au prix de son sang et de son énergie. Cette collaboration entre les classes a trouvé une base matérielle solide précisément dans ces «réserves économiques», dans ces «garanties sociales» qui, dans les pays les plus développés, ont profondément corrompu des générations prolétariennes.

Il n'a pas manqué de luttes ouvrières dans ces périodes, y compris des luttes dures et étendues. Mais ces luttes ne sont pas sorties des limites compatibles avec la domination politique et économique du système capitaliste. La démocratie, cette méthode de gouvernement de la classe bourgeoise, a profondément pénétré les luttes ouvrières, l'action et les idéaux du mouvement ouvrier. Le réformisme, classique ou nouveau, en tant qu'aile gauche de la bourgeoisie, vit de la démocratie et il s'y identifie totalement. C'est pour cette raison que le mouvement ouvrier doit tendre à la rupture avec la démocratie et donc le réformisme, pour pouvoir affirmer ses intérêts de classe.

Le réformisme, ou, si l'on veut, le collaborationnisme entre les classes, a été l'agent principal de l'enfermement prolétarien dans les limites compatibles avec les intérêts bourgeois; et il l'est encore aujourd'hui, même si en raison de son usure, il lui faut se «rénewer» d'une façon ou d'une autre. Quand la spontanéité ouvrière se fait plus menaçante pour ces intérêts, l'action des différentes formations d'extrême gauche - la gauche du réformisme - et de l'Eglise, s'ajoute à l'action du réformisme classique pour récupérer la situation et sauvegarder le cadre politique démocratique de la société.

La longue période de collaboration interclassiste en arrive ainsi à peser d'un poids objectif énorme sur le mouvement de la classe ouvrière, rendant extrêmement difficile même les actions de défense quotidienne des conditions de vie et de travail. Des années de renonciation et de sabotage des luttes classistes par les organisations collaborationnistes ont terriblement affaibli et démoralisé le prolétariat, au point de lui rendre impossible de se défaire rapidement des bureaucraties vendues au patronat et à l'Etat bourgeois et de s'opposer franchement à la détérioration générale des conditions de vie et de travail qu'il a connues au cours des dernières années.

Tant que la classe dominante pourra utiliser de façon suffisamment abondante les réserves économiques et les amortisseurs sociaux qui constituent le fondement matériel du réformisme, et tant que les habitudes démocratiques, légalistes et de délégation ancrées par des décennies de collaborationnisme ne seront pas brisées par des déflagra-

tions sociales qui feront voler en éclats le «pacte de sang» passé autrefois entre prolétaires et bourgeois démocrates, la classe ouvrière ne pourra renouer corps et âme avec la **lutte classiste** directe et spontanée. Cette lutte n'a pas besoin d'être planifiée, calculée, étudiée dans les détails dans des traités particuliers: elle est le résultat des contradictions de plus en plus aiguës de la société capitaliste et à la longue irrépessibles, qui devront inévitablement trouver un débouché dans des explosions de luttes sociales.

La conscience de la nécessité de la lutte de classe n'habite pas la tête de chaque prolétaire; elle se trouve dans le parti de classe, liée au processus historique qui conduit à la révolution mondiale. *«La partie est perdue pour la révolution tant qu'elle ne peut pas compter sur la lutte des grandes masses. Mais ces masses n'entreront pas en lutte parce qu'elles auraient échappé à l'influence culturelle et économique de la bourgeoisie, comme il n'est même pas possible de le rêver. Elles lutteront parce qu'elles y auront été inéluctablement poussées par le contraste des forces productives matérielles, non encore devenu conscience des combattants, et encore moins culture scientifique!»* écrivait Bordiga dans le «Fil du temps» cité.

Le parti de classe s'appuie donc sur cette poussée créée par les forces productives matérielles; sa tâche n'est pas d'enseigner à chaque prolétaire ou à la majorité d'entre eux la valeur de la théorie marxiste et du programme communiste. Mais elle est d'**importer** la théorie révolutionnaire dans la classe, de l'extérieur de la lutte économique pour l'orienter vers sa transcendance en **lutte de classe**, c'est-à-dire en lutte politique qui cherche à rompre tous les liens rattachant le prolétariat à la classe bourgeoise et à ses institutions. Le parti de classe agit pour arracher les secteurs prolétariens les plus combattifs à l'influence collaborationniste, à la paralysie démocratique et légaliste, afin qu'ils puissent **se réorganiser dans un sens classiste sur le terrain de la lutte immédiate**. Sans ce saut qualitatif, sans cette rupture entre bourgeois et prolétaires, la reprise de la lutte de classe de façon généralisée, et l'unification des rangs prolétariens ne sont pas possibles.

(A suivre)

(1) Il s'agit de: «Danse des fantoches: de la conscience à la culture», publié sur «Il Programma Comunista» n°12 / 1953. C'était le troisième d'une série d'articles écrit par Bordiga contre le groupe français «Socialisme ou Barbarie». Nous avons publié le premier, «La batrachomyomachie», dans le n° précédent de cette revue; le

deuxième «*Parodie de la praxis*» est publié sur ce n° et nous publierons «*Danse des fantoches, etc.*» dans un prochain n°.

(2) cf F. Engels

(3) Il s'agit du rapport à la réunion de Rome du parti en avril 51, condensé ensuite dans le texte: «*Théorie et action dans la doctrine marxiste*».

(4) Ibidem. cf aussi «*La plate-forme du parti*» de 1945, republiée sur «*Il Comunista*» n°21-22 (janvier-avril 1992).

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI !

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS,
SOUSCRIVEZ !

LA QUESTION DE LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE (1) - NOTES -

(Nous reproduisons ci-dessous les notes de la première partie de cette article, malencontreusement omises dans le n° précédent de la revue)

(1) La «décolonisation» a correspondu à la longue période successive à la dernière guerre mondiale au cours de laquelle s'est confirmé le primat planétaire de l'impérialisme américain. L'ancienne grande puissance britannique vit son rôle international fortement réduit et elle suivit la décadence coloniale française, tandis que les Etats vaincus (Allemagne, Japon, Italie) avaient automatiquement perdu leurs colonies. Les vieilles puissances coloniales, sujettes à des rapports de force inter-impérialistes défavorables et confrontées à la pression croissante de mouvements indépendantistes préférèrent souvent accorder l'indépendance à leurs colonies plutôt que de maintenir par la force militaire ouverte leur domination (cas des pays de l'Afrique noire francophone ou des colonies britanniques). Dans d'autres cas elles n'hésitèrent pas à livrer des guerres coloniales sanglantes pour ne pas laisser s'échapper des colonies particulièrement précieuses (cas de l'Algérie ou du canal de Suez ou encore de l'Angola, etc.). Dans la mesure où était absente la lutte prolétarienne classiste dans les métropoles qui aurait pu servir de centre d'attraction pour les masses en révolte contre la domination coloniale, les couches bourgeoises des pays colonisés n'eurent guère de mal à se mettre à la tête de ces révoltes et à passer des accords avec tel ou tel impérialisme pour garantir le succès de leur «indépendance». L'ancienne colonisation laissait la place à une colonisation moderne par les centres impérialistes les plus puissants et par le marché mondial,

en fonction des intérêts accordés à telles richesses minières ou autres, à telles positions stratégiques, etc. Les mouvements indépendantistes qui avaient réussi à battre les forces coloniales se trouvèrent face aux contradictions laissées en héritage par le colonialisme: la destruction des modes de production pré-capitalistes n'était pas compensée par un développement très approfondi du mode de production capitaliste et à l'arriération pré-capitaliste s'ajoutait donc dans de très nombreuses anciennes colonies une arriération capitaliste qui ne laissait aucune marge de manoeuvre à leur faible économie nationale par rapport au marché mondial.

Le parti a réalisé de nombreux travaux sur la question nationale et la décolonisation; les lecteurs intéressés peuvent se reporter aux sommaires de cette revue pour ce qui est des textes parus en français à ce sujet.

(2) Dans le rapport sur le cours de l'impérialisme tenu lors de la Réunion générale du parti fin 1977 (publié en français sous le titre: «*Les tâches que le parti doit remplir pour préparer les conditions d'une issue révolutionnaire à la crise*», Le Prolétaire n° 258, 14/1/1978), il était dit qu'il s'agissait «de comprendre **pourquoi** et **comment** la reprise du mouvement prolétarien était condamnée à repartir **du niveau le plus bas de sa «spontanéité»**, un niveau que - malgré notre propre perspective de l'après-guerre - nous avions cru dépassable d'un bond, lorsque nous avions indiqué aux travailleurs comme un objectif prioritaire, et presque comme un préalable de la lutte revendicative, la «reconstruction du syndicat de classe». En réalité pour que le processus qui a fait du syndicat rouge d'autrefois un syndicat **tricolore** puisse s'inverser, deux conditions étaient et sont encore indispensables: la renaissance d'un ample et vigoureux mouvement, **au moins trade-unioniste**, du prolétariat, et, dans son sillage, le renforcement du parti révolutionnaire».

Sur le fil du temps

Parodie de la praxis

(«*La Batrachomyomachie*», le premier des trois «*Fils du Temps*» consacrés à réfuter les thèses des rénovateurs du marxisme connus par le nom de leur revue «*Socialisme ou Barbarie*», a été publié dans le n° précédent de la revue)

ENCORE UNE EQUIPE D'INNOVATEURS

La petite école qui publie la revue «*Socialisme ou Barbarie*» dont il a été question dans notre article «*La Batrachomyomachie*» se définit en substance par l'idée que la forme moderne du capitalisme est caractérisée par la substitution de la bureaucratie à la bourgeoisie. Constituée sur le modèle d'un cénacle de quelques éléments dont chacun est autorisé et même prié d'apporter sa «contribution» à un «libre débat» continu qui peut ainsi aboutir n'importe où, elle se dit cependant «marxiste»; mais elle affirme qu'il est nécessaire d'élaborer la théorie de la «nouvelle société de classes» historiquement située entre le capitalisme «privé» et le socialisme, dans laquelle c'est désormais la «bureaucratie» qui domine et exploite le prolétariat, et que Marx **n'avait pas prévue**.

Nous nous sommes attachés à démontrer qu'une telle position non seulement n'est pas une amélioration du marxisme, mais qu'elle revient à en nier toutes les parties intégrantes: économie, histoire des luttes de classes, théorie matérialiste de la société humaine.

Nous avons également montré que cette nouvelle contestation du marxisme, loin d'avoir plus de force que les critiques classiques existantes, reproduisait des positions anti-marxistes déjà connues en défendant des conceptions apparues antérieurement au marxisme, mais encore soutenues aujourd'hui par ceux qui n'arrivent pas à se hisser aux résultats de celui-ci, que ce soit par intérêts de classe ou par simple impuissance.

Une image nous a permis d'illustrer la différence entre une telle position et la position révolutionnaire: c'est la comparaison entre la *Batrachomyomachie* et *l'Iliade*, la première racontant la lutte burlesque entre les rats et les grenouilles, dans laquelle toute la «théorie de la praxis» se réduit à cette banalité: je me vois rat, et je prends donc place dans la lutte contre les grenouilles aux côtés de ceux qui sont des rats comme moi (ou vice-versa); la seconde retraçant au contraire le heurt épique de deux formes historiques de la vie sociale humaine, l'asiatique et la méditerranéenne, séparées dans l'espace par des milliers de kilomètres et dans le

temps par des millénaires.

«*On ne peut juger de telles époques de subversion sociale sur la conscience qu'elles ont d'elles-mêmes*»: ceci, que nous avons dû rappeler à des gens qui se vantaient bien imprudemment de leur orthodoxie, vaut aussi pour les Grecs et les Troyens! Donc notre comparaison convient, même si nous ne croyons pas comme le poète aveugle que la conscience des combattants se réduisait aux cornes que Pâris avait fait porter à Ménélas.

Batrachomyomachie, donc la «révolution anti-bureaucratique» parce que les forces qui s'y affrontent sont artificielles et non réelles, et que les buts de leur lutte ne se haussent même pas à la hauteur d'une croisade pour un cocu. *Batrachomyomachie*, parce que la formation et le mouvement de ces forces n'y sont pas **«expliqués par les contradictions de la vie matérielle et par le conflit existant entre les forces productives sociales et les rapports de production»**, mais recherchées dans une statistique sociale figée, immobile, métaphysique, dans une «analyse» vide de sens parce qu'elle ne se réfère pas au grand passage mondial du capitalisme au socialisme, mais se réduit à un froid recensement des revenus et à une enquête de **détectives** privés sur des **appropriations illégitimes**. *Batrachomyomachie* enfin, parce que du marxisme qu'ils prétendent corriger, ces gens n'ont pas assimilé la première syllabe!

Ce n'est pas ce petit groupe qui en réalité a de l'importance, mais le fait que de semblables tentatives de rénovation du marxisme se répètent régulièrement dans l'histoire. Et c'est cela qui mérite que nous poursuivions la clarification.

HIER

DEUX VISIONS OPPOSEES

L'emploi continu du bagage d'expériences des luttes passées, qui furent menées sous forme de luttes de «tendances» et conduisirent à des «scissions» dans le mouvement, est pour nous d'un grand poids pour la formation du parti révolutionnaire parce que, dans des conditions et des lieux

différents et sous des formes diverses, les mêmes «agressions» contre l'intégrité de la doctrine révolutionnaire se sont réitérées; et cette longue dispute a toujours eu le même débouché. Nous en faisons le bilan grâce à une méthode qui est non pas scholastique mais historique justement parce qu'elle part de faits acquis et certains permettant de s'appuyer sur les points d'arrivée de ces luttes de tendances, pour fournir la preuve, dès lors nettement expérimentale, de la juste orientation du marxisme originel qui s'est cristallisé au seul moment de l'histoire où il pouvait et devait apparaître.

La première des deux visions de la société moderne est indubitablement influencée par la puissance de la perspective révolutionnaire destructrice de tous les préjugés traditionnels, mais c'est seulement pour en copier certaines formules. Elle n'est donc, comme nous le disions, qu'une parodie, servant ainsi en dernière analyse de point d'appui aux forces contre-révolutionnaires. Elle **semble** faire un pas en avant par rapport à la sociologie courante de l'illuminisme bourgeois qui s'imposa après la destruction (au moins théorique) de la doctrine d'une société divisée en **ordres** ou en **états** (à ne pas confondre avec l'Etat, organe du pouvoir politique dans un pays). La théorie des bourgeois libéraux a détruit cette «*forme de production*» qu'étaient les **ordres**, aussi impénétrables entre eux que les **castes** antiques, étant donné qu'était à peu près exclu tout commerce de génération et de reproduction. Elle déclara: il n'y aura plus de nobles et de plébéiens mais seulement des **citoyens**, tous égaux devant la loi, quelle que soit la famille ou la demeure où ils auront vu le jour.

La première des deux conceptions sociales dont nous avons parlé est arrivée à une critique embryonnaire de cette société des égaux; elle nie que la société soit formée d'un seul type de composants et, considérant le facteur économique, elle la subdivise en deux sections. N'allant guère au delà de la distinction millénaire entre riches et pauvres, elle ne nous a «volé» le terme de classe que pour en restreindre la notion aux dimensions d'une colonne de statistiques alors que chez Marx elle a plus de puissance que le processus physique de production d'énergie par la fission nucléaire de la matière. Elle scinde ainsi le groupe social homogène entre travailleurs et patrons, en comprenant vaguement que les intérêts des premiers sont opposés à ceux des seconds.

S'il est vrai que les idéologues «classiques» de la bourgeoisie et de sa révolution avaient tenté dans un premier temps de rejeter cette démarcation au sein des citoyens et du peuple, il n'est pas moins vrai que de tous côtés on reconnut bien vite cette réalité et ce problème qui fit l'objet de mille propositions de solution (dont il n'est certainement pas question de rappeler une fois encore l'ennuyeuse rengaine) de la part des réformistes, des sociaux-chrétiens, des mazzinistes, etc., jusqu'aux fascistes.

Quiconque se limite donc à reconnaître l'exis-

tence dans la société industrielle moderne de classes luttant les unes contre les autres pour la défense de leurs intérêts, ne sort désormais plus du camp bourgeois; et Marx protestait que ce n'était pas lui qui avait découvert les classes et la lutte des classes.

La deuxième vision, toute différente, dont nous avons parlé et dont nous nous réclamons, n'ignore évidemment pas la divergence des intérêts même quotidiens et locaux, ni l'antagonisme de classe à classe; mais elle les considère comme l'expression d'un fait plus profond et déterminant, s'étendant à une grande partie du monde contemporain et se développant au long de décennies et de siècles: la lutte entre un nouveau mode de production rendu possible par le développement des forces productives et parfaitement définissable, le socialisme, et le mode capitaliste actuel que défendent les formes présentes de production, de propriété et d'Etat.

Le but que la classe doit atteindre «préexiste» à la classe elle-même, à sa **conscience** et à sa **volonté**, si l'on attribue à tort celles-ci à chacun de ses membres. Ce but se pose parce qu'actuellement la production matérielle dispose de ressources techniques et scientifiques telles qu'elle peut se développer dans des rapports bien différents de ceux d'aujourd'hui; ces derniers seront donc brisés. Pour cela l'**action** de la classe est indispensable, mais non de toute la classe, ni même de sa majorité. Mais la connaissance, la conscience ou la culture, elles, ne sont pas indispensables, et c'est non seulement une illusion mais une trahison de les «sonder» dans la classe telle qu'elle est aujourd'hui: elles viendront après l'action, ou plutôt après la victoire.

Proletaires contre bourgeois est la formule pour décrire d'une façon marxiste la société actuelle; ce n'est pas la formule marxiste de la révolution qui est: communisme contre capitalisme. Mais, pourtant ce sont des hommes qui luttent entre eux! Et qui donc le nie? Dans l'infini entrelacement de l'histoire, la forme sociale qui meurt et celle qui naît déterminent l'alignement de leurs agents et de leurs partisans, qui entrent en lutte, mais qui ne sont au courant qu'à des degrés très variables du cours de cette transition. Ce n'est pas après des leçons de philosophie de l'histoire, mais à la suite d'un alignement organisationnel et politique qu'il sera possible de parler de communistes contre capitalistes, si toutefois l'on comprend dans ce terme non les possesseurs de capitaux, mais les partisans et les défenseurs du système capitaliste.

RESURRECTION DE LASSALLE

La très étrange théorie qui décrit une société divisée en travailleurs salariés d'une part, et bureaucratie ou haute bureaucratie de l'autre, et qui voit tout le secret de la distribution dans le fait que la plus-value soustraite aux ouvriers se convertit en hautes payes pour les fonctionnaires d'Etat, s'est complètement fourvoyée par rapport à la succes-

sion historique des formes de production. Elle reste en outre loin en arrière de la vision «économiste» qui se limite à distinguer les intérêts immédiats des travailleurs au sein du corps social. Est travailleur en effet quiconque n'a d'autres ressources qu'un salaire en argent dépendant de son temps de travail; est bourgeois quiconque tire son revenu de l'appropriation des produits du travail (que ce soit sous la forme de profits, d'intérêts ou de rentes). Du point de vue descriptif au moins, ces deux groupes se définissent par des rapports bien différents avec les facteurs de production qui sont aujourd'hui la terre, les usines, les marchandises produites, le numéraire, etc..., d'un côté, et la force de travail de l'autre. Mais cette formule froide et stérile échoue à définir la bureaucratie. Le fonctionnaire est payé, plus ou moins bien, au temps et avec un traitement mensuel ou annuel en argent. Qu'il soit commissaire à l'électrification de l'URSS ou ouvrier chez Dynamo, celui qui s'approprie un coussinet de moteur ou se sert sans payer dans une boutique va en prison. Quelle espèce de société de classes est-ce donc là?

Une solidarité de catégorie limitée à la perception du même traitement de X roubles et qu'on ne peut donc définir qu'en coupant la fameuse «pyramide des revenus» (ce cheval de bataille de tous les polémistes anti-marxistes) par un **plan horizontal arbitraire** ne peut aboutir à une solidarité d'intérêts dans la conduite de l'Etat et l'orientation du pouvoir. Ou alors c'est qu'une nouvelle société divisée en **ordres** avec une nouvelle **aristocratie des ronds-de-cuir**, serait née! Exclurait on par hasard du prolétariat le gardien d'usine payé au mois, pour la seule raison qu'il n'ajoute rien à la matière des objets fabriqués qui sortent de celle-ci? Ou le pauvre petit comptable, qui gagne moins que le chef-monteur? etc., etc. Nous avons déjà montré que le niveau de rétribution n'est pas un critère de classe.

On n'est donc pas seulement au dessous du marxisme et dans une basse vision socialitaire digne de bourgeois modernes. On retombe carrément dans une société pré-bourgeoise, avec un réseau de familles privilégiées nichées autour du pouvoir.

L'histoire ne pourrait-elle pas prendre une telle *tournure*? Nous pensons que non, et cela à cause de toutes les raisons qui font que nous sommes marxistes. Mais si quelqu'un vient affirmer le contraire, prétendant le prouver par l'exemple de la société russe ou par tout autre, et si l'on admet cette preuve ne serait-ce qu'un seul instant, c'est Marx qui tombe à l'eau pour toujours, et avec lui tous nos textes classiques!

Et c'est donc vous, Ferdinand Lassalle, agitateur de premier ordre, mais théoricien de peu de valeur, même dans la simple imitation, qui ressuscitez? On sait la fin tragique de Lassalle, tué d'un coup de pistolet le 30 août 1864 par «un pseudo-prince aventurier polonais» dont il avait séduit la jeune fiancée. Marx, qu'on décrit souvent comme

cruel et plein de rancune, fut tellement affecté par cette nouvelle que sa polémique en resta figée; et le calme Engels chercha à le consoler: «*cela ne pouvait arriver qu'à lui, avec le bizarre mélange de frivolité et de sentimentalisme, de judaïsme et de chevalerie qui lui était absolument personnel*».

Peu de temps auparavant, le 28 février 1863, Marx écrivait à Engels son jugement sur un travail que Lassalle lui avait envoyé, «*Rede über den Arbeiterstand*» («*Discours sur l'Etat ouvrier*») et il vaudrait mieux dire: *sur l'ordre ouvrier*: «*Comme tu sais, il ne s'agit que d'une mauvaise vulgarisation du Manifeste et d'autres doctrines que nous avons prêchées si souvent qu'elles sont devenues en quelque sorte des lieux communs (un exemple: le brave homme appelle état (Stand, ordre) la classe ouvrière (Arbeiterklasse)!*».

En Italie, ces titres résonnent encore à nos oreilles: **Ordine Nuovo, Stato Operaio** [Ordre Nouveau, Etat Ouvrier: noms des revues d'inspiration gramsciste - NdlR].

Dans une autre lettre du 12 juin 1863 nous trouvons cette critique de Marx à d'autres écrits de Lassalle: «*Il fit sensation lorsqu'il communiqua au tribunal les découvertes qu'il avait faites au cours de veilles terribles dans la science la plus profonde, dans la science de la Vérité: - Au Moyen-Age prédominait partout la propriété foncière; - Dans les temps modernes c'est au contraire le capital; - A l'heure actuelle, par contre, c'est le principe de l'ordre ouvrier, ou le principe moral du travail.*

«*Mais le jour même où Lassalle faisait connaître cette découverte aux travailleurs, le Conseiller d'Etat Engel l'exposait devant un public bien plus cultivé, à l'Académie de Musique. Ils se félicitèrent mutuellement et par écrit d'être parvenus en même temps aux mêmes résultats scientifiques. «L'état ouvrier» et le «principe moral» sont bien en effet des conquêtes dont la paternité revient à Lassalle et au conseiller d'Etat*».

La «découverte» de la bureaucratie-classe que Marx pourtant si méfiant, n'avait pu soupçonner (!) se ramène au même schéma. Du moment qu'il n'y a plus de bourgeois, les ouvriers russes forment un **état**, un **ordre**, exploité et opprimé par l'**ordre opposé** des hauts fonctionnaires. Le «principe moral» est violé puisque les magnifiques émoluments des bureaucrates proviennent de la «tonte» des salaires ouvriers. Voilà tout. Et naturellement, après avoir **découvert** ce nouveau type historique de société, il faut découvrir aussi les nouvelles lois de la révolution.

Nous qui, comme Marx, considérons les travailleurs comme une classe, nous cherchons les buts et les termes historiques précis de la nouvelle société qui surgira de leur révolution et nous les connaissons dans la mesure où il nous est donné de connaître les éléments matériels des forces pro-

ductives les plus modernes. Mais une «révolution d'ordre», c'est autre chose. Sa méthode et son but, personne ne les connaît: c'est une affaire «intérieure à l'ordre», qui les découvrira et les établira selon son «autonomie de conscience et de volonté». Une autonomie qui n'est autre que la petite soeur travestie de la démocratie constitutionnelle des bourgeois, et du «principe moral» de Lassalle, et que nous voyons pourtant être pompeusement **découverte** en l'an 1950 et des poussières!

TOUT VOLE EN ECLATS

Si elles ne prétendaient pas être le fruit des derniers développements et de l'expression moderne du marxisme, d'où devrait partir la reprise contre la dégénérescence causée dans le mouvement mondial par la prédominance, au delà même de ses frontières, de la bureaucratie moscovite d'Etat et de parti, il est clair que nous ne nous soucierions fort peu de faire la chasse à ces âneries. Mais il y a plus grave, quand des partisans prétendument fidèles et cohérents des oppositions de gauche qui, il y a trente ans s'engagèrent ouvertement dans la lutte contre les premiers symptômes de l'opportunisme stalinien, avancent des choses de ce genre et parfois avec une confusion de thèses et de termes plus grande encore.

Il faut donc répéter que si ces étranges positions (introduites peu à peu selon la méthode de Lassalle: copier des pages et des pages de textes marxistes et mieux, les paraphraser de travers, puis se donner l'air d'y ajouter une «découverte» supplémentaire qui les complète et les rectifie) étaient un tant soi peu admises, cela conduirait directement à réduire à néant tous les chapitres du marxisme.

Il peut sembler innocent de dire: nous sommes sortis de l'ère capitaliste dans laquelle le conflit était entre gros industriels et ouvriers; aujourd'hui il est entre *managers*, c'est-à-dire organisateurs, dirigeants de la production, et salariés manuels et intellectuels. Que ce schéma soit avancé par les apologistes d'une société dirigée par des **techniciens**, par un **trust des cerveaux**, à la place de ploutocrates ignorants, ou qu'il soit affirmé - plus insidieusement encore - par ceux qui voudraient se faire les promoteurs d'une révolution où la classe ouvrière, rectifiant le tir, ne s'en prendrait plus aux bourgeois privés, mais à ce nouvel appareil «dirigeant» monstrueux, l'erreur est totale dans les deux cas. D'un mouvement de transition d'une forme générale de production à une autre, en tant que doctrine, organisation, combat unitaire et international s'étendant sur des générations entières, on tombe à une révolte locale et accidentelle d'«exploités» pour la naïve défense du «principe moral»; et l'on se tourne textuellement, de la défense contre le **patron**, à la défense de l'**exécutant** contre le **dirigeant**, cette nouvelle forme qu'a voulu prendre le millénaire Génie du Mal!

Nous pensons avoir tranché le côté économique de la question dans l'article précédent. Si l'on

examine la société russe d'aujourd'hui sous l'angle du passage d'un mode de production à un autre en étudiant les rapports dans lesquels les hommes qui travaillent se trouvent à l'égard de leurs produits et de la consommation de ceux-ci, tout devient parfaitement clair, strictement conforme à la terminologie et à la méthodologie marxistes ainsi qu'aux prévisions du schéma fondamental des révolutions historiques. En Russie nous sommes en pleine palingénèse qui substitue le mode de production capitaliste au mode féodal, asiatique et de petite production. Nous voyons les îlots de consommation locale se fondre à un rythme imposant dans le marché intérieur et mondial, et le travail en masse se développer pour la première fois. Grâce au potentiel accru des nouvelles forces productives rendues disponibles par la science et la technique, la technique planifiée s'instaure dix fois plus vite que dans les capitalismes du dix-neuvième siècle. En un mot les moyens de production éparpillés se transforment en capital. Et donc s'il y a, comme c'est le cas, des organismes bureaucratiques, ce sont les agents du mode capitaliste de production, unique partout et toujours.

Nous avons déjà développé longuement, et en particulier dans *Dialogue avec Staline*, cette thèse, qui n'est pas une opinion, mais une constatation. Le point important est que si au lieu d'un pouvoir capitaliste, il s'agissait d'un nouveau pouvoir, d'une soi-disant nouvelle classe, la bureaucratie, il faudrait abandonner la théorie selon laquelle *les époques de subversion sociale font suite à un nouveau développement des forces productives*. Il ne faudrait plus les faire dépendre que du développement des appétits d'un groupe social formé à la suite de circonstances fortuites et qui, par une impulsion «autonome», voudrait prendre la place du groupe précédent. Et au fond c'est là la conception pré-marxiste et anti-marxiste de l'évolution historique.

Voilà le reniement de la dialectique historique marxiste. Ensuite c'est naturellement l'habituel **quiproquo** économique qui s'est transmis de Proudhon à Lassalle, à Dühring, à Sorel et à Gramsci: le socialisme est la conquête par le travailleur de la marge de profit de l'entreprise. Nous ne le répéterons jamais assez: le socialisme est la conquête de **tout le produit** par les travailleurs associés non pas en entreprises mais dans la société totalement internationale; ce n'est donc pas la conquête de la plus-value, dont on dit banalement qu'elle va aux patrons, alors qu'elle est un prélèvement social que le capitalisme a introduit **utilement**, mais la conquête de toute la **valeur**, après quoi la valeur elle-même sera détruite, de même que c'est en conquérant tout le pouvoir que le pouvoir sera détruit.

C'est seulement quand la collectivité aura conquis tout le produit que l'accroissement de la productivité servira à réduire le temps de travail à un minimum qui sera à peine supérieur au temps de travail donné à la société - aujourd'hui: surtravail - pour dépasser la division ouvrier-entreprise, en-

treprise-société, qui reste la même sans la personne du patron. Sans ce résultat, c'est une fumisterie de parler de conscience et de culture prolétariennes.

Les super-traitements étant très rares, la pyramide des revenus est en fait plutôt une cuspide qui finit très pointue. Même si le nombre des bureaucrates s'élevait au cinquième de celui des prolétaires, chose absurde, le «volume de la pointe» serait minime. Admettons qu'il corresponde à une masse des salaires double de celle des quatre cinquièmes restants de la pyramide, ce qui voudrait dire un revenu moyen des bureaucrates au maximum 15 à 20 fois supérieur à celui des prolétaires. Etant donné que tous ces employés seraient occupés à... se gratter le nombril, on pourrait bien parler de surtravail «extorqué»; mais ce surtravail ne représenterait encore que 10 ou 15% de tout le produit. La bureaucratie une fois défenestrée, le niveau de vie n'augmenterait que d'une quantité imperceptible, ou le temps de travail ne diminuerait que d'une heure. Est-ce si difficile à comprendre? La révolution ne se fait pas pour «la dernière heure de Senior»; elle se fait pour toute la journée, c'est-à-dire pour toute la vie, ce que les imbéciles appellent liberté. Le prolétariat qui ferait la révolution uniquement pour couper la pointe de la pyramide serait vraiment le plus inconscient qu'on puisse imaginer.

En Russie l'accumulation de capital social devant se faire en dix ans quand il en avait fallu cent à l'Occident, elle ne pouvait se réaliser sans longs temps de travail et sans plus-value élevée: aucune économie de transition n'aurait pu échapper à cette nécessité. Et si au lieu du simple passage du féodalisme au capitalisme, on avait pu aborder la société de transition du capitalisme au socialisme, l'effort aurait été encore plus démesuré. Il n'était pas possible de l'envisager sans que le prolétariat d'Occident s'empare au moins en Europe de l'énorme capital accumulé au cours de la période mercantiliste et d'entreprises, si obstinée à ne pas mourir. C'est une chose connue et dite en toutes lettres depuis 1917.

Tous ces auteurs prétendent originaux feraient donc bien de laisser tranquille la «dernière page» du marxisme pour retourner lire la première, qui les dépasse de beaucoup. Puissent-ils briser leur plume bavarde et fermer leur clapet de pédant!

AUJOURD'HUI

PARTI ET CLASSE

Après avoir réglé leur compte à l'économie, à l'histoire et au matérialisme dialectique marxiste, il ne restait plus qu'à se jeter de la même façon sur les questions de l'action, sous l'angle de l'organisation et de la tactique. En vérité ici les avis sont loin d'être uniformes. Les groupes se dissolvent, puis se réunissent, subissent de temps à autre des remaniements, se font des courbettes, se consultent et écrivent dans les mêmes journaux et revues:

après avoir été chassée à coups de pieds de l'histoire et de la société, Mademoiselle la Liberté est réintroduite, plus pétulante que jamais, dans la «classe» et dans le «parti» qui du reste disparaissent de la conception de ces Messieurs. Si la classe est dégradée au rang d'un ordre, le parti est abaissé au rang d'un conseil héraldique ou d'une assise populaire. Ces gens entreprennent de décrire le prochain millénaire et ils ne se rendent pas compte qu'ils vivent encore dans celui des tables rondes et des miracles.

Un fait prouve bien qu'ils parcourent la route de l'histoire à reculons: ils divergent sur la date de la mort du «parti» (qui leur fait horreur parce qu'il y a, selon eux, des Chefs et des Dirigeants), mais ils sont tous d'accord avec la thèse selon laquelle le parti devient progressivement moins nécessaire à la classe. Il n'y a pas besoin de gratter beaucoup leur vernis pour trouver dessous l'idéalisme, le moralisme, l'individualisme et la sanctification de la personne humaine. Tout ce qu'ils ont compris de la question russe, c'est qu'une bande de malhonnêtes assoiffés de pouvoir et de luxe a fait un croche-pied au prolétariat en lui insinuant qu'il avait besoin de ces deux sinistres instruments: un gouvernement et un parti politique, centralisés par dessus le marché! Quant à leur argument suprême contre cette bande: avoir étouffé l'**autonomie**, il est caractéristique de la crasse mentalité bourgeoise dans laquelle ils ont grandi et qui persiste derrière leurs attitudes creuses de réfractaires... existentiels.

La thèse exacte est en effet exactement le contraire: dans son long chemin historique vers la révolution, la classe ouvrière a besoin toujours plus de son parti politique!

Les premières formes d'organisation meurent successivement: mutuelles, coopératives; formes d'organisation syndicales (après la révolution), d'entreprise, d'Etat (soviets ou autres qui naissent **après** la révolution et dans la mesure où il y a **dictature** de classe); pendant tout ce cours le parti ne cesse par contre de se renforcer. En un sens on peut dire qu'il ne disparaît pas, même après la disparition des classes, puisqu'il devient l'organe d'étude et d'organisation de la lutte entre l'espèce humaine et les conditions naturelles.

Pour ces messieurs le parti doit au contraire périr. Seulement, tandis que les uns trouvent nécessaire de développer leur petit cénacle actuel en parti pour remplacer ceux qui sont tombés dans l'opportunisme, d'autres (badaboum!) ont déjà tonné: «*la notion de parti révolutionnaire est liée à une époque dépassée de l'histoire du prolétariat*».

Puisque le maître Sartre a introduit dans la littérature un certain vocable gaulois, qu'il nous soit permis de dire, en français existentialiste: **quelle putainade!**

DU «MANIFESTE» A «QUE FAIRE?»

En tout cas, ceux qui parlent timidement de parti

à construire (toujours acte de conscience! de volonté! de concurrence aux **Fondateurs** qui n'ont jamais rien fondé ni rien détruit!) lui assignent par rapport à la classe une tâche non pas de **direction** (pouah!), mais de simple **orientation**!

Vous souvenez-vous de ce que le bon Engels disait aux anarchistes de 1872?: «*Alors que je soumettais ces arguments aux plus furieux anti-autoritaires, ils ne surent me répondre que ceci: ah, tout cela est bien vrai! Seulement il ne s'agit pas ici d'une autorité que nous donnons à nos délégués, mais d'une mission! Ces Messieurs s'imaginent avoir changé les choses quand ils les ont appelé autrement! Voilà comment ces profonds penseurs se moquent du monde!*». Notre Frédéric pouvait-il soupçonner avant de mourir qu'en 1953, fort de 80 ans d'histoire, on découvrirait à Paris qu'il ne s'agit pas de direction, mais d'**orientation**? Si *mission* est peut-être plus impératif que *délégation*, la nouvelle trouvaille est bien plus stupide. Au lieu de dire au pilote: «cap à 135 degrés!», le capitaine se contentera de lui hurler «Proue au Sud-Est!». Et les modernisateurs auront prouvé à l'histoire l'urgence de leur apparition...

Ce n'est certainement pas la première fois que nous commentons le passage du **Manifeste** où il est dit que *les communistes se distinguent des autres partis ouvriers seulement par le fait qu'à chaque épisode de la lutte ils mettent en avant les buts finaux du mouvement général*, bien qu'il ait également proclamé qu'il était temps, en 1848, d'opposer au spectre du communisme le manifeste du **parti**. En 1848 tout parti était en soi révolutionnaire dans la mesure où il était **anti-constitutionnel** (un siècle plus tard les partis qui osent s'appeler communistes sont les partis les plus grossièrement constitutionnels). L'Etat bourgeois interdisait tout parti qui se définissait non par une opinion, mais par une division sociale: il aurait autorisé le parti **communiste**, considérant le communisme comme un simple crédo, mais jamais le parti **ouvrier**. Depuis lors nous n'avons jamais cessé d'expliquer que le communisme n'est pas un crédo, et que le parti communiste est à la fois la manifestation historique de la **doctrine** propre à une classe, et une organisation politique et l'organisation politique de ses adhérents, qui peuvent provenir de n'importe quelle classe. Cela ennuie beaucoup, nous le savons, les démagogues qui courtisent stupidement l'ouvrier et qui fondent leur succès sur l'ouvriérisme, en prenant l'air bourgeois de ne pas vouloir diriger mais **servir** (leur place est au *Rotary club* des capitaines d'industrie), mais surtout cela gêne au plus haut point la contre-révolution.

A l'époque, même la simple ligue syndicale était anti-constitutionnelle, et la Ligue des Communistes ou la Première Internationale accomplissaient un acte révolutionnaire en envoyant des contributions financières aux caisses de grève économique. Marx aimait rappeler que la révolution jacobine avait interdit les premiers syndicats ouvriers com-

me une tentative de recréer les corporations. Lettre du 30 janvier 1865 à Engels: «*Soit dit en passant, la loi prussienne contre le droit de coalition, et toutes les lois continentales de même espèce ont leur origine dans le décret du 14 juin 1791 par lequel les bourgeois français punissaient sévèrement (par exemple par la privation des droits civiques pendant un an) tout ce qui pouvait y ressembler, même de loin, y compris n'importe quelle sorte d'association ouvrière, sous le prétexte que ce serait le rétablissement des corporations (dissoutes par la Constitution de 1789), chose contraire à la liberté constitutionnelle et aux droits de l'homme*».

C'est donc pour une raison historique bien claire qu'en 1848 la vieille formule de l'organisation ouvrière regroupe tous les partis ouvriers dans le mouvement politique unique et qu'elle y fait adhérer en même temps le syndicats et les cercles politiques. Par contre, dans la phase moderne de la politique bourgeoise, c'est-à-dire de 1871 à aujourd'hui, la formule labouriste devient toujours plus conservatrice et contre-révolutionnaire. Dès lors, c'est la formule du parti politique prolétarien, entendu comme organe de la révolution et non du parlement, qui s'impose de plus en plus dans le courant radical des marxistes et qui est défendue vigoureusement contre le syndicalisme apolitique de la première décennie du siècle; et c'est dans les discussions du parti russe que la fonction du parti est illustrée en lettres de feu. Dans toute la littérature nous trouvons cette question traitée comme fonction de la «social-démocratie», à cause du nom malheureux qui, toujours sous l'influence lassalienne fut donné au parti allemand: nous lirons chaque fois à la place le mot **parti**. Marx, lettre du 16 novembre 1864: «*Mais quel drôle de titre: le Social-démocrate! Pourquoi ne pas l'appeler ouvertement Le Prolétaire?*». Lettre du 18 novembre: «*Le Social-démocrate! Mauvais titre! Mais il est mieux de ne pas gaspiller tout de suite les meilleurs titres dans des échecs possibles*».

PAUVRE LENINE

Orchestrée par un certain Chacal, si nous nous souvenons bien du nom, une véritable tempête se déchaîne à propos des «erreurs commises par Lénine» dans «**Que Faire?**». Mais la portée de la célèbre brochure dépasse les questions particulières qui se posaient alors au mouvement russe, où le parti marxiste était aux prises avec l'écrasante double tâche de la lutte contre le tsarisme d'abord, et contre la bourgeoisie ensuite. Ce texte rétablit et rappelle les positions fondamentales du marxisme; et s'il est tout entier erroné, il en va de même pour toute la construction de Marx. A des centaines d'occasions, Lénine se rapporte aux thèses classiques pour soutenir ses positions. Par exemple au Congrès d'unification de 1901, où il n'était que peu intervenu sur le programme, il s'insurgea quand on

proposa l'amendement suivant: le mécontentement, la solidarité, le nombre **et la conscience** des prolétaires augmentent. «*Ce ne serait pas un amendement, mais une aggravation*, dit-il magistralement. *Cela donnerait à penser que le développement de la conscience est un fait spontané. Mais en dehors de l'influence du parti, il n'y a pas d'activité consciente des travailleurs*». Lénine aurait-il renié cette position? Où donc et comment? C'est lui qui souligne le mot **conscience**. En effet l'**activité** vient des travailleurs, la **conscience** de leur parti seulement. L'activité, la praxis, est directe et **spontanée**; la **conscience** en est le reflet qui n'apparaît qu'avec retard; c'est seulement dans le parti qu'elle se manifeste de façon anticipée. Et c'est seulement quand ce parti existe et qu'il est à l'oeuvre, que la classe cesse d'être une froide catégorie statistique pour devenir une force opérante «à une époque de subversion» et écraser un monde ennemi sous une action ayant un but connu et voulu. Connu et voulu non par des individus, qu'ils soient troupes ou chefs, soldats ou généraux, mais par la collectivité impersonnelle du parti qui s'étend à des pays lointains et à une suite de générations; ce n'est donc pas un patrimoine fermé dans une tête: mais bien dans des textes, et nous n'avons de meilleur crible par lequel faire passer le soldat et surtout le général. Quelle banalité sans limites, par contre, que ce contraste **immanent** entre dirigeant et dirigé, la dernière *blague* insipide qui nous vient de l'autre côté des Alpes.

La droite du parti russe voulait que le membre du parti provienne de milieux d'ouvriers **de profession** ou d'usine fédérés dans le parti: en russe les syndicats ont été appelés associations professionnelles. De façon polémique Lénine a frappé cette formule historique selon laquelle le parti est avant tout une organisation de **révolutionnaires professionnels**. Elle signifie qu'on ne demande pas au membre du parti: êtes-vous ouvrier? Dans quelle profession? Mécanicien, soudeur, menuisier? Il peut être aussi bien ouvrier d'usine qu'étudiant, voire fils de noble. Il répondra: **révolutionnaire**, voilà ma profession! Seul le crétinisme stalinien pouvait donner à cette phrase le sens de révolutionnaire **de métier**, de fonctionnaire rétribué par le parti. Cette inutile formule aurait laissé le problème au même point: faut-il choisir les employés de l'appareil parmi les ouvriers ou aussi ailleurs? Mais il s'agissait de toute autre chose.

Naturellement cette thèse de Lénine revient à dire: la doctrine et la conscience du but révolutionnaire final ne doivent pas être cherchées au moyen d'une enquête parmi les prolétaires **de fait**. Elle équivaut à la phrase du Manifeste où il est dit que dans les moments de révolution certains individus désertent leur classe pour se rallier aux insurgés; elle équivaut à ce que Marx écrivit mille fois, par exemple (Notes sur Bakounine): «*Dans la période de la lutte pour la destruction de la vieille société bourgeoise, le prolétariat agit encore sur les bases de la vieille société, et par suite*

donne à son mouvement des formes qui lui correspondent plus ou moins».

Les thèses organiques et continues de Que Faire? ne sont donc pas des opinions personnelles de Marx, de Lénine, voire de nous. Nous avons montré qu'avec Lénine, lion encore rugissant, on pouvait bien discuter et émettre des désaccords au sein du parti, mais sur ce point crucial, il n'est pas permis de dévier, sous peine de passer de l'autre côté de la barricade. Ses formidables paroles vont donc nous servir à mettre en pièces la spontanéité et l'autonomie de la conscience de classe.

LA CONSCIENCE A LA MER

«*Les ouvriers, avons-nous dit, ne pouvaient pas avoir encore la conscience communiste. Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, livrés à ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques, élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels*». Brutalité toute juvénile, mais combien utile, encore aujourd'hui, pour fustiger les imbéciles!

«(cité de Kautsky). *Beaucoup de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la conscience de sa nécessité... Et cela est entièrement faux... Le socialisme et la lutte de classe surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre... la conscience est un élément importé du dehors de la lutte de classe du prolétariat, et non quelque chose qui surgit spontanément (urwüchsig)*». Cette longue citation est claire et robuste, et l'on comprend que, par exemple, elle laisse perplexe un gramscien: il faut une longue préparation dialectique pour comprendre que l'illusion de «l'autonomie spontanée de la conscience» est complètement contre-révolutionnaire.

«*Mais pourquoi, demandera le lecteur, le mouvement spontané qui va dans le sens du moindre effort, mène-t-il précisément à la domination bourgeoise? Pour cette simple raison que, chronologiquement, l'idéologie bourgeoise est bien plus ancienne que l'idéologie socialiste, qu'elle est plus achevée sous toutes ses formes et possède des moyens de diffusion incomparablement plus grands*» (voir plus haut la citation de Marx).

«*La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économi-*

que, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons (à prendre et à rapporter à la maison). Le seul domaine où l'on puisse puiser cette conscience est celui des rapports de **toutes** les classes et de toutes les couches de la population avec l'Etat et le gouvernement, le domaine des rapports réciproques de **toutes** les classes entre elles. C'est pourquoi à la question: que faire pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques? - on ne saurait se contenter de répondre: aller aux ouvriers. Pour apporter aux ouvriers les connaissances politiques, les communistes doivent aller dans toutes les classes de la population, ils doivent envoyer dans toutes les directions des détachements de leur armée». Amère médecine, mais combien nécessaire pour combattre les pires philistins, les «séducteurs du prolétariat»!

Cela suffit largement à démontrer l'enchaînement **inexorable** des positions historiques marxistes. Il n'est pas permis à des dilettantes de boulevard d'y «choisir» ce qui leur convient et d'en rejeter ce qui leur déplaît. Qu'ils nous fassent plutôt la grâce de nous abandonner tout notre tissu d'**erreurs** invétérées et de porter leurs pas ailleurs, dans les allées suggestives de la Vérité absolue dont nous leur faisons volontiers cadeau, en même temps que d'autres fétiches artistiques, les seuls dont ils soient à la hauteur.

Les passages de Marx et d'Engels sur lesquels Lénine s'appuie dans de nombreuses pages montrent déjà qu'il marche exactement sur leurs traces. Mais on peut citer encore une lettre de Marx du 25 février 1865 à propos de la fondation de la Première Internationale à Londres.: «Il s'y ajoute la circonstance suivante: les ouvriers semblent viser à exclure tout homme de lettres, ce qui est pourtant absurde, puisqu'ils ont en besoin pour la presse; mais c'est excusable, vu les trahisons continuelles des hommes de lettres. D'autre part ces derniers suspectent tout mouvement ouvrier qui ne marche pas dans leur sillage». 20 novembre 1866: «En vue de faire une manifestation contre Messieurs les Français (qui tout d'abord voulaient exclure tout le monde de l'Internationale, à l'exception des travailleurs manuels, puis s'étaient rabattus sur la suppression du droit d'être élus délégués au Congrès), les Anglais m'ont proposé hier pour la présidence du Conseil Central. Je déclarai que je ne pourrai accepter en aucun cas et proposai pour ma part Odger, qui fut élu, bien que certains aient voté pour moi en dépit de mon refus. Dupont m'a d'ailleurs donné la clef de la manoeuvre de Tolain et de Friburg. Ils veulent se présenter aux élections législatives françaises comme candidats ouvriers en 1869, en s'appuyant sur le principe que seuls des **ouvriers** peuvent représenter les **ouvriers**. Ces Messieurs avaient donc un intérêt extrême à faire proclamer ce principe par le Congrès».

Quoique vous prétendiez, dès 1866, Marx avait su tout **souçonner**, et sentir où le bât blessait. Vous aviez vraiment cru que vos stupidités de 1953 étaient des histoires nouvelles et inédites?

UNE LIGNE DROITE ET SURE

Dans les contributions que la Gauche Italienne a apportées depuis 1920 dans la question «Parti et classe», il y a déjà toute la réponse aux «conscientistes» et aux «labouristes» qui, après avoir établi qu'ils étaient incapables d'entrevoir quelque chose de précis sur le «post-capitalisme» s'en remettent pour éclairer leur lanterne à une espèce d'*enquête Gallup* parmi les travailleurs d'usine qui ont la sensation qu'on leur extorque de la plus-value! Ce qui ne les empêche pas de mettre une limite à cette conscience omnipotente qui parviendrait à revendiquer le renversement de la bourgeoisie, mais n'irait pas jusqu'à la réalisation de la société socialiste.

Si l'on regroupe toutes ces *phrases en liberté*, on ne peut en conclure qu'une seule chose: la bourgeoisie ayant été, comme ils disent, renversée en Russie, ce prolétariat ne pourra jamais plus être conscient de quoi que ce soit, et le projet de révolution anti-bureaucratique ne saura où *puiser*, de Paris, ses traits caractéristiques.

Notre théorème est exact. Non seulement c'est dans le parti seul que réside la conscience du cours futur et la volonté d'atteindre des buts déterminés et d'appliquer toutes ses forces à leur réalisation «dans l'époque historique donnée»; insurrection, gouvernement, dictature, plan économique de la classe sont donc des tâches du parti - et les remèdes contre la dégénérescence sont à chercher bien ailleurs que dans un affaiblissement du parti et une atténuation de ses rigides contours.

Mais, bien plus, la formulation exacte de ce théorème est la suivante: **la classe n'existe en tant que telle que dans la mesure où elle possède son parti**.

Encore une phrase, une seule, de Marx que l'on trouve dans une lettre du 18 février 1865 à Liebknecht, et dans laquelle il déplore l'influence posthume de Lassalle qui avait nourri l'illusion que le gouvernement féodal de Bismarck interviendrait contre la bourgeoisie et en faveur du socialisme: «La classe ouvrière est révolutionnaire, où **elle n'est rien**».

Non, une phrase encore, que nous dédions à l'héroïsme hors-saison de ceux qui au bon moment molliraient et seraient frappés d'impuissance. Cette fois, la parole est à Engels qui, le 11 juin 1866, alors que les espoirs mis dans une défaite de la Prusse semblaient s'évanouir, s'écriait: «Si on laisse passer une telle occasion sans l'utiliser et que les gens se résignent à cela, il ne nous restera plus qu'à remballer tranquillement nos projets révolutionnaires et à nous rejeter sur la haute théorie».

Question Kurde Emancipation populaire ou prolétarienne?

L'actualité des affrontements militaires et de la répression contre les insurgés Kurdes en Turquie, en Irak ou en Iran amène à poser la question: les prolétaires kurdes pourront-ils s'émanciper si l'émancipation nationale du peuple kurde ne s'est pas réalisée auparavant? La «question nationale» pour le peuple kurde (comme pour d'autres peuples: palestinien, tamoul, etc.) est-elle encore une question d'actualité pour les communistes, ou est-elle définitivement dépassée aujourd'hui pour laisser la place à la seule question prolétarienne, celle de sa lutte et de sa révolution? En un mot est-il juste ou non d'appuyer les revendications nationales des Kurdes (et d'autres peuples)?

Il ne peut y avoir **aucun doute** pour nous: la «question nationale» - qui signifie essentiellement **oppression politique, économique et militaire** de la part d'autres nations - est un problème **dramatiquement actuel** et pas du tout historiquement dépassé, pour de nombreux peuples. C'est par conséquent une **question qui regarde le prolétariat** et à laquelle les communistes **ne peuvent pas ne pas répondre**.

Mais cette réponse communiste ne consiste pas à appuyer ou non la revendication nationale en tant que telle, à appuyer ou non la lutte de tel ou tel peuple pour son indépendance nationale et encore moins à «faire sienne» la question nationale. L'attitude des communistes doit être, comme toujours d'ailleurs, éminemment **dialectique**. Avec Lénine, les communistes répètent la «*reconnaissance inconditionnelle de la lutte pour la liberté d'autodétermination*», mais en même temps ils se donnent «*pour tâche positive et principale*», la lutte pour «*l'union la plus étroite du prolétariat de toutes les nationalités*» (1).

Reconnaître le droit d'autodétermination ne signifie pas pour les marxistes appuyer automatiquement la revendication de l'indépendance nationale. Les marxistes exigent que la question soit posée non seulement sur le terrain historique en général, mais plus particulièrement sur le terrain de classe. C'est ce qu'affirme encore Lénine (2), et c'est d'autant plus important que si les conditions historiques de la revendication nationale se modifient dans le temps, le terrain de classe, sur lequel se posent toutes les questions qui intéressent le prolétariat, lui, ne se modifie pas.

En dépit du puissant développement du système capitaliste dans le monde, pour de nombreux peuples la question nationale n'a pas été résolue par le capitalisme et la bourgeoisie. L'oppression nationale ne disparaît donc pas avec l'avènement de la société bourgeoise et de la démocratie, mais persiste au contraire. Le développement inégal du capitalisme entraîne un écart croissant, sur les plans économique, politique et social, entre économies capitalistes très développées et économies au développement capitaliste retardataire. Le développement impérialiste du capitalisme, c'est-à-dire la constitution de grands trusts de capitaux, de grandes forces capitalistes très concentrées, de grandes puissances, a comme conséquence que les nations, les peuples ou les ethnies qui ont parcouru avec retard le cycle historique de l'émancipation nationale et de la liquidation de structures et modes de production archaïques, non seulement ont toutes les difficultés pour rattraper les pays «avancés», mais voient même leur retard s'accroître par rapport à ces derniers.

Le développement impérialiste du capital a en outre fait en sorte que la voie de l'émancipation nationale est, pour de nombreux peuples, historiquement barrée. Mais, comme le rappelait Lénine en 1903 à propos de la Pologne (alors divisée entre trois pays), si «*il est incontestable que la reconstitution de la Pologne avant la chute du capitalisme est extrêmement improbable*», «*on ne peut pas dire qu'elle est absolument impossible, que la bourgeoisie polonaise ne peut pas, à l'occasion de certaines combinaisons, prendre parti pour l'indépendance, etc.*» (3). Nous sommes ici

dans le domaine de l'analyse et de la prévision marxistes, chose bien différente de la phraséologie révolutionnaire abstraite; mais le plus important est la conclusion, qui a une valeur de principe: *«la social-démocratie russe (qui représentait alors le marxisme en Russie -NdLR) ne se lie pas du tout les mains. Elle tient compte de toutes les combinaisons possibles, et même de toutes les combinaisons pensables, quand elle inscrit dans son programme la reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination. Ce programme n'exclut pas du tout que le prolétariat polonais adopte comme mot d'ordre une république polonaise libre et indépendante quand bien même la probabilité de sa réalisation avant l'avènement du socialisme serait tout à fait infime. Ce programme exige seulement qu'un parti réellement socialiste ne pervertisse pas la conscience prolétarienne, n'estompe pas la lutte de classe, ne flatte pas la classe ouvrière avec des phrases démocratiques bourgeoises, ne détruise pas l'unité de la lutte politique actuelle du prolétariat. Cette condition, sans laquelle il n'est pas question pour nous de reconnaître l'autodétermination, est fondamentale (souligné par nous -NdLR)»*

L'intérêt du prolétariat aujourd'hui pour la question nationale dérive donc de la nécessité de lutter contre toute possibilité de perversion de son programme de classe, contre toute déviation de sa lutte de classe, contre toute tentative d'empêcher ou de détruire l'unité de la lutte politique du prolétariat. C'est précisément parce que le prolétariat tend à l'unification de sa classe par dessus les nationalités que le parti communiste révolutionnaire affirme la reconnaissance inconditionnelle de la lutte pour la liberté d'autodétermination d'autres peuples, tout en adressant aux prolétaires de la nation opprimée et aux prolétaires de la nation oppresseuse, l'appel à l'**unification de classe** en opposition à l'appel à l'**unification nationale** lancé par les bourgeoisies respectives. La reconnaissance du droit à l'autodétermination - et sa mise en pratique dans le cas de la victoire révolutionnaire dans des pays colonisateurs et oppresseurs comme dans le cas de la Russie - **démontre** aux prolétaires des nations opprimées que les prolétaires de la nation oppresseuse n'entendent aucunement perpétuer l'oppression et qu'ils n'y ont aucune part, et qu'ils veulent bel et bien lutter contre toute oppression et unir internationalement les rangs prolétariens pour cette lutte contre un mode de production fondé sur l'exploitation et l'oppression.

La situation des Kurdes semble présenter de grandes similarités avec celle des Tamouls: ces deux populations sont essentiellement paysannes, alors que les Palestiniens - et plus encore les Irlandais du Nord - ont une forte composante prolétarienne. Ces divers peuples où existent des

mouvements indépendantistes ne se situent donc pas au même niveau de développement économique. Si les Kurdes vivent dans des Etats capitalistes, ils connaissent cependant une situation de grande arriération due à l'oppression économique et sociale aussi bien que politique et militaire que leur font subir ces Etats. Les Kurdes irakiens, par exemple, sont maintenus dans l'état de paysans pauvres alors même que le Kurdistan irakien est riche de puits de pétrole et de mines: le régime de Bagdad y fait travailler de préférence de la main d'oeuvre arabe, utilisant ce moyen pour arabiser la région.

Du point de vue politique il est donc impératif d'établir si parmi les tâches de l'émancipation de l'oppression nationale, la tâche essentielle est celle de liquider des structures économiques pré-capitalistes pour ouvrir la voie à l'expansion du mode de production capitaliste, ou si cette étape historique a déjà été franchie. En Irlande du Nord, il ne s'agit évidemment pas du passage du féodalisme au capitalisme, et pas davantage pour les Palestiniens de Gaza et Jéricho. Pour ce qui est des Kurdes, en dépit de l'arriération économique et de l'existence de formes sociales patriarcales, il n'est pas possible de considérer que le mode de production dominant est de type féodal ou pré-féodal. Au contraire, le mode de production capitaliste est le mode de production dominant dans tous les Etats dans lesquels ils vivent (Turquie, Irak, Syrie, Iran et Russie)

LA SITUATION DES KURDES

Le peuple Kurde qui, selon les plus récentes statistiques, comprendrait de 23 à 24 millions de personnes connaît une situation économique très arriérée; il souffre de l'oppression économique et sociale exercée directement par 4 Etats - la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie - qui se sont emparés de territoires kurdes à la faveur d'événements internationaux liés aux guerres mondiales et aux rapports de force entre les nouveaux et anciens impérialismes (de l'Angleterre à l'URSS et aux Etats Unis). D'autre part il est vrai que le peuple kurde n'a jamais eu la force historique de faire sa révolution et d'instituer son Etat national. Les Kurdes étaient traditionnellement un peuple nomade, composé de pasteurs, d'éleveurs de bétail et d'agriculteurs qui s'est toujours reconnu dans un territoire aux frontières mobiles et, en raison des caractéristiques morphologiques de la région du Mont Ararat, du Tigre et de l'Euphrate, de l'anti-Taurus et des hauts plateaux persans, géographiquement mal défini. Les événements historiques qui virent la formation de structures économiques et étatiques de grande importance, comme la Turquie et l'Iran, limitèrent le nomadisme des Kurdes et les contraignirent à des formes de vie plus sédentarisées, plus contrôlables et plus imposables.

Avec le temps, ce genre de pression contribua également à des vagues d'émigration vers les pays européens (en particulier vers l'Allemagne) où les paysans kurdes étaient transformés en prolétaires. Mais cela n'a pas signifié le dépassement ou la disparition de l'organisation sociale des populations kurdes en famille patriarcale et en tribu; le retard économique-social et l'isolement entre tribus se sont maintenus, voire même renforcés, empêchant le développement d'une aspiration commune à une unité politique et économique de toute la région kurde. Au cours des événements historiques qui ont vu l'affirmation de grands Etats modernes au Moyen Orient les populations kurdes ont toujours cherché l'appui de telle ou telle puissance qui pouvait préserver localement leur structure sociale et leurs habitudes de vie séculaires. Rarement elles se sentirent poussées à lutter pour leur unification nationale; le plus souvent elles entraient en lutte pour obtenir une certaine autonomie administrative et politique mieux adaptée au maintien de leur organisation sociale et des privilèges des grandes familles. C'est pourquoi il n'est jamais apparu, ni au siècle dernier, ni au cours de ce siècle de force déterminante vers l'unification des Kurdes des montagnes et des vallées et vers la formation d'un Etat national moderne. C'est pourquoi aussi il a été possible, au prix du massacre des populations qui résistaient localement, aux Turcs et aux Iraniens en particulier de mettre la main sur des territoires kurdes qui depuis l'Antiquité étaient des voies de passage entre l'Europe, l'Asie mineure et l'Inde, et qui devenaient des sources importantes de matières premières.

Les partis politiques qui se sont formés au cours de ce siècle en s'appuyant sur les familles les plus importantes et sur les populations paysannes, ont avancé la revendication de l'autonomie et de la reconnaissance par les grandes puissances (notamment la France, la Russie et l'Angleterre) de frontières correspondant aux territoires habités ou parcourus traditionnellement par les Kurdes. Cette autonomie pouvait se réaliser par la constitution d'une République kurde, en réalité beaucoup plus semblable à une fédération de tribus et de familles qu'à un Etat républicain moderne. Ce n'est qu'en 1945-46 que fut fondé le premier parti pan-kurde: le Parti Démocratique Kurde (PDK) de Barzani et Qadi Mohammed, qui chercha à s'appuyer tantôt sur l'URSS, tantôt sur l'Angleterre. En 1979, sous la poussée des événements en Iran (chute du Shah, instauration de la République Islamique), tous les partis du Kurdistan iranien (mais en particulier le Komala - Organisation révolutionnaire des Travailleurs du Kurdistan -, le PDK et le Parti des Fedayins du Peuple) signèrent une plate-forme en 26 points. Celle-ci comprenait la revendication de l'autonomie de la région avec reconnaissance du kurde comme langue officielle, une administration

exclusivement kurde promulguant des lois, une police et des services publics kurdes, la liberté de religion, de presse, d'association, la liberté de constitution de partis et syndicats, des élections à bulletins secrets, etc. Bref, une plate-forme démocratique bourgeoise soutenue par tous, y compris par ceux qui se proclamaient hautement marxistes comme le Komala (lié au petit Parti Communiste d'Iran, à ne pas confondre avec le parti stalinien Toudeh).

Durant la guerre Irak-Iran, et en particulier à partir de 1986, les rebelles kurdes irakiens et leurs partis ont ouvertement soutenu les troupes iraniennes contre l'Irak dans l'espoir d'obtenir du gouvernement islamique de Téhéran l'autonomie régionale espérée; mais à la fin de la guerre le régime de Bagdad reprendra le contrôle du Kurdistan irakien, non seulement par ses méthodes répressives mais aussi par les élections régionales de 1989. La défaite irakienne lors de la guerre du Golfe, en 1991, donne de nouvelles ailes à la résistance kurde en Irak; un soulèvement a lieu sur un vaste territoire et certaines villes importantes comme Souleymaniyah, Kirkouk et Mossoul sont «libérées». Mais au bout d'un mois seulement les troupes irakiennes reprennent le contrôle complet de la région au prix des massacres habituels, provoqués y compris par l'usage de l'aviation, de napalm, et d'armes chimiques. En dépit de leurs proclamations bruyantes de soutien à la cause kurde, les américains et leurs alliés laissent les mains libres au régime de Bagdad pour écraser les kurdes. Des millions d'habitants fuient en désespoir les zones de combat, vers l'Iran et la Turquie. Alarmée par la perspective de voir des centaines de milliers de réfugiés kurdes irakiens venir s'installer dans ses propres régions kurdes, donnant un coup de fouet aux aspirations autonomistes locales, la Turquie envoie son armée pour fermer la frontière et fait appel à ses alliés de l'OTAN pour arrêter cet exode, faire cesser les combats et faire promettre par Bagdad la reconnaissance d'une certaine autonomie à ses kurdes. Pour la Turquie, comme pour les autres Etats de la région et pour l'impérialisme américain, l'existence d'un Etat kurde indépendant est exclu en raison du risque de contagion qu'il représenterait pour les Kurdes des autres pays. Après avoir battu à plate couture les troupes irakiennes, les alliés de la guerre du Golfe ont donc laissé en place le régime de Bagdad, lui permettant de se renforcer suffisamment pour assurer son rôle de gardien local de l'ordre contre-révolutionnaire tout en lui enlevant toute possibilité de menacer ses voisins et en le maintenant solidement en laisse.

Dans le Kurdistan irakien des accords ont été passés entre le partis kurdes et la Turquie pour empêcher que les rebelles kurdes turcs puissent s'organiser au grand jour. Il est probable que ces partis kurdes ont par avance consenti à ce que les

armées turque et/ou iranienne mènent régulièrement des actions de «nettoyage» dans cette région, pour couper les bases arrières de leurs rebelles respectifs. A l'automne 96 des affrontements meurtriers entre partis kurdes se sont soldés par la victoire du PDKI de Barzani qui avait fait appel aux troupes de Bagdad contre un parti rival soutenu par Téhéran. Les services spéciaux du régime irakien en ont profité pour liquider les opposants qui avaient trouvé refuge dans la région - y compris certains qui avaient été utilisés par la CIA, mais que les américains ont froidement laissé tomber, parce qu'à ce moment ils avaient jugé la victoire des troupes de Saddam Hussein préférable au passage du Kurdistan irakien sous influence iranienne.

Les populations kurdes seraient-elles condamnées à être éternellement la proie des intérêts rivaux des Etats de la région et la victime des compromissions de leurs notables?

L'ÉMANCIPATION VIENDRA DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE INTERNATIONALE

Les événements les plus récents viennent à l'appui de l'histoire des décennies écoulées pour conclure qu'il est très improbable que l'émancipation du peuple kurde puisse se réaliser sans la victoire de la révolution prolétarienne dans la région moyen-orientale, et en particulier en Turquie et en Iran. Sans doute, comme le faisait avec raison Lénine, on ne peut exclure que la bourgeoisie kurde trouve la force de conquérir l'indépendance nationale, dans des circonstances historiques particulières qui diminueraient la pression exercée par les grands Etats et qui ouvriraient ainsi pour la première fois la voie à une action unitaire des forces bourgeoises nationales pan-kurdes. Une situation de ce genre peut être donnée par une guerre généralisée au moyen-orient ou une guerre mondiale; mais même dans ce cas il n'y a rien d'automatique: lors des deux dernières guerres mondiales, le peuple kurde n'a pas eu la force de profiter de la situation et de conquérir cette indépendance qui lui avait été pourtant promise par les vainqueurs. Toutes ces belles promesses qui avaient été faites aux notables kurdes se sont évanouies sans qu'il puisse réagir.

L'émancipation du peuple kurde est dans les faits toujours plus liée à la lutte de classe du prolétariat non seulement kurde, mais turc, iranien, irakien, arabe, etc., bref du prolétariat de toute la région moyen-orientale. La lutte de classe est la seule lutte qui **unit** les prolétaires au delà des divisions de nationalité, de race et de religion, décuplant ainsi leurs forces au lieu de les restreindre dans d'étroites limites. La lutte de classe est la seule lutte qui peut effectivement résoudre la «question nationale» parce qu'elle implique la lutte radi-

cale contre toute oppression existant dans la société. Voilà pourquoi le problème n'est pas celui d'une émancipation «par étapes» - d'abord l'émancipation du peuple, c'est-à-dire de toutes les classes confondues, puis l'émancipation du prolétariat. Pour les marxistes, la question doit donc être posée sur le terrain **de classe** et non sur le terrain **national**.

Comme les prolétaires de la nation opprimée subissent une double oppression - celle capitaliste-salariale et celle nationale - ils peuvent être influencés de façon déterminante (et ils le sont presque toujours) par l'idéologie et la politique du nationalisme, qui sont l'idéologie et la politique de la collaboration de classe avec les classes bourgeoises de sa propre nationalité. De leur côté ces classes bourgeoises et petites bourgeoises subissent l'oppression nationale; leur lutte contre leurs oppresseurs a l'objectif de pouvoir exploiter directement et pour leur seul profit la force de travail «nationale». Mais la lutte contre les oppresseurs risque de menacer les privilèges dont jouissent malgré tout les bourgeois opprimés, lorsque entrent en lutte des forces sociales prolétariennes et paysannes pauvres qui tendent objectivement à remettre en cause ces privilèges. Les bourgeois opprimés préfèrent donc suivre la voie des négociations, des accords, des compromis même humiliants, plutôt que de se faire bousculer par le mouvement révolutionnaire des masses déshéritées. C'est ce qui est arrivé pour les Kurdes, les Palestiniens et cent autres peuples.

Et comme la lutte est organisée et dirigée par des partis, il est évident que des partis qui s'appuient sur des classes et des couches sociales non prolétariennes, qui ont des programmes de nature bourgeoise, ne peuvent avoir une action véritablement révolutionnaire et assumer des tâches prolétariennes. A notre connaissance il n'existe aucun parti ou aucune force politique définie, dans quelque région que ce soit du Kurdistan, qui ait un programme clairement prolétarien et encore moins communiste révolutionnaire. Ce n'est certainement pas le cas du PDK, mais pas non plus du Komala, ni du PKK (Parti des Travailleurs Kurdes, constitué en 1976), partis à base paysanne, plus ou moins radicaux dans la revendication d'une réforme agraire en faveur des paysans pauvres (98 % de la population vit dans les campagnes) et dans la lutte armée contre leur gouvernement respectif. Ce ne sont certainement pas ces partis qui peuvent donner l'orientation et la direction d'une lutte révolutionnaire prolétarienne. Il est beaucoup plus probable que ce sera la constitution d'un parti de classe - aujourd'hui inexistant - en Turquie ou en Iran qui attirera les éléments prolétariens kurdes et les poussera à travailler au sein des masses opprimées dans la perspective de la révolution prolétarienne. Le marxisme ne s'est jamais implanté dans la région, même à l'époque de la révolution russe, en dépit des efforts des propagandistes bolchéviques.

Après la victoire du stalinisme avec tout ce qu'elle signifiait en termes de programme politique, c'est la politique frontiste, la politique du collaborationnisme interclassiste, la politique bourgeoise et même petite-bourgeoise qui s'est diffusée comme dans beaucoup d'autres régions de même niveau de développement économique-social; les prétentions «socialiste» ou «marxistes-léninistes» des différentes formations politiques n'ont jamais été autre chose que le camouflage des orientations réformistes et nationalistes typiques de l'opportunisme stalinien ou maoïste: ces partis cachent traditionnellement leur nature populaire, anti-prolétarienne, derrière de trompeuses étiquettes «communistes», «ouvrières» ou «des travailleurs».

FAUSSES PERSPECTIVES

Ce serait donc une erreur fondamentale d'attendre de ces partis, ou d'une fraction de ces partis, la formation d'un véritable parti de classe capable d'orienter le prolétariat et les masses paysannes pauvres kurdes vers la révolution socialiste. Comme le démontrent en Palestine les partis adhérant à l'OLP, on ne peut attendre de ces formations politiques qu'une politique et une action bourgeoises, tournant le dos aux intérêts fondamentaux des masses exploitées même pour les simples revendications démocratiques.

De ce point de vue les positions soutenues par «Il Programma Comunista» dans un article intitulé: «*Quelles perspectives d'émancipation pour le peuple kurde martyr?*», paru à l'origine sur le n° de janvier 94 de ce journal, puis publié en anglais et en français en le présentant comme étant la façon marxiste correcte d'aborder la question nationale (4), sont véritablement scandaleuses, à plus forte raison venant d'un groupe qui se prétend le continuateur fidèle de notre courant.

Après avoir affirmé que «*la lutte nationale kurde - aujourd'hui personnifiée surtout par le PKK - est historiquement condamnée, en tant que lutte purement nationale*» et que «*seule une révolution anti-capitaliste étendue à tout le Moyen-Orient (et en cela question kurde et question palestinienne concordent) peut offrir une solution réelle à ce drame historique*», l'article avance en effet une perspective ahurissante: «*les communistes doivent oeuvrer, dans la mesure du possible, afin qu'une pointe avancée de l'unique force politique kurde qui se bat de façon conséquente contre l'opresseur - le PKK - se libère et, dépassant les limites de la lutte de résistance nationale, se place à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire prolétarienne et communiste pour le renversement de tout l'appareil bourgeois de domination dans l'ensemble du Moyen-Orient*».

Il y a plus; «Programma Comunista» estime en

outre que ce processus doit se développer au plus vite: «*L'occasion historique qui s'ouvre à l'avant-garde prolétarienne tant du peuple kurde que - dans d'autres conditions mais sur la même base objective - du peuple palestinien possible-ment unis par delà toutes les barrières ethniques, ne peut et ne doit pas être laissée passer: de la révolte contre l'opresseur national (et même contre la Sainte Alliance des oppresseurs nationaux), il est urgent et nécessaire de passer à la lutte contre la racine de toutes les oppressions, au Moyen-Orient comme partout: le capitalisme*». Naturellement la conclusion ne pouvait être que la suivante: «*Si ce saut qualitatif ne se produit pas (et pour qu'il se produise, l'action conjointe des prolétaires et des communistes surtout de l'Occident capitalistiquement développé, est nécessaire), l'indigne exploitation des peuples kurdes et palestiniens continuera à s'aggraver d'année en année, (...) la chaîne des martyrologues nationaux se prolongera à l'infini*».

Dans ces extraits il y a plusieurs éléments à notre avis profondément erronés. D'abord, sur quoi se base «Programma Comunista» pour affirmer que le PKK est la seule force politique kurde à se battre de façon conséquente contre l'opresseur? Dans l'article il n'y a aucun fait ni aucun argument pour démontrer que le PKK est bien ce qu'il affirme être. Notre parti, dont «Programma» se réclame, hier n'a jamais songé à accorder un tel brevet de lutteur conséquent ni au FLN algérien, ni au FNL vietnamien, ni à l'OLP, ni à aucune autre organisation à la tête des luttes à l'époque de la grande vague des révolutions anti-coloniales et des luttes d'indépendance nationale. Nous ne connaissons pas en vérité de façon un peu approfondie le PKK et son programme. Cependant le fait que les parlementaires proches du PKK aient voté la confiance au gouvernement de Ciller (ce qui n'a pas empêché au bout de quelques semaines à peine le renforcement des opérations de répression contre les kurdes, y compris en Irak, par l'armée et la police turque, et l'emprisonnement de ces mêmes parlementaires), le fait que le PKK ait officiellement renié le marxisme et embrassé l'islamisme ou le fait qu'il appelle au dialogue et au compromis avec les autorités turques, nous font douter qu'il lutte de façon vraiment conséquente contre l'oppression.

Ensuite que veut dire oeuvrer pour qu'une «pointe avancée» du PKK «se libère» et se mette «à l'avant-garde de lutte prolétarienne et communiste pour le renversement de tout l'appareil bourgeois de domination dans l'ensemble du Moyen-Orient»? Doit-on en déduire qu'existe déjà au Moyen-Orient et au Kurdistan un grand mouvement de lutte prolétarienne qui ait besoin que se forme au plus vite un parti révolutionnaire

prolétarien pour se lancer à l'attaque de tous les Etats bourgeois? Qu'un tel mouvement ne puisse pas se maintenir longtemps sans qu'un parti à la hauteur des tâches historiques révolutionnaires en prenne la direction et l'oriente sûrement vers la révolution communiste internationale? Mais un parti communiste, un parti de classe basé sur la théorie marxiste et sur les enseignements politiques du mouvement communiste international, peut-il naître à partir d'un parti politiquement bourgeois, même de gauche, comme le PKK? Est-ce vraiment là la voie de la formation du parti de classe?

Si c'est bien cette indication que «Programma» donne aux «*communistes*», elle est en contradiction totale avec les orientations de la Gauche communiste et de notre parti depuis sa constitution. Notre courant a toujours affirmé que le parti de classe doit se constituer sur la base unique et intégrale du marxisme; il a toujours combattu les orientations éclectiques et manoeuvrières qui prétendaient que pouvaient participer à la constitution du parti des courants constitués sur d'autres bases politiques, comme par exemple le nationalisme révolutionnaire. Ce ne sont pas des pointes avancées de partis révolutionnaires bourgeois qui peuvent prendre en charge la formation du parti communiste révolutionnaire; ce sont au contraire les éléments que les heurts entre les classes ont poussé de façon déterministe vers la solution classiste de l'antagonisme social, qui se placent sur le terrain de la formation du parti communiste et qui se relient aux forces qui existent déjà internationalement sur ce terrain et qui le démontrent, non seulement en paroles mais dans les faits, non seulement sur le plan du programme général mais sur le plan de l'attitude politique et pratique jusque dans les questions les plus délicates - comme la question nationale.

C'est une pure fantaisie de s'imaginer que la situation au Moyen-Orient en soit à poser objectivement la question du renversement de tous les Etats bourgeois, c'est-à-dire qu'existe une situation pré-révolutionnaire; cette fantaisie rappelle les illusions dans lesquelles tombèrent de nombreux camarades y compris du centre international du parti à l'époque de l'invasion du Liban en 82, et qui servirent de déclencheur de la crise qui fit voler en éclats notre organisation. Aujourd'hui comme hier, «Programma» succombe à l'illusion que le mouvement national possède en lui-même une force telle qu'il puisse servir de tremplin pour le mouvement prolétarien, à la condition de trouver une avant-garde capable de lui faire accomplir ce saut qualitatif. C'est comme si le problème n'était pas la constitution du mouvement prolétarien en tant que tel, capable ne serait-ce que de lutter sur le terrain immédiat avec des organisations classistes adéquates, mais seulement la formation de la **direction** d'un mouvement déjà existant; ou comme si

tout était déjà prêt pour la révolution, l'**occasion historique** se présentant enfin, au moins pour les Kurdes et les Palestiniens, et il n'y aurait plus qu'à constituer au plus vite cette nécessaire avant-garde de la lutte prolétarienne et communiste pour que les jeux soient faits. Et puisqu'il ne faut pas perdre de temps, on doit chercher cette avant-garde parmi les partis qui occupent le devant de la scène, même s'ils ne sont ni prolétariens ni communistes: aujourd'hui le PKK, hier l'OLP. «Programma» en arrive ainsi à retomber dans la même faute commise hier par les **liquidateurs** de notre parti, «El Oumami» ou «Combat». Peut-être que s'il avait consenti à faire un bilan sérieux de la crise du parti et de ses causes au lieu de se réfugier dans la croyance d'avoir toujours raison, «Programma» aurait pu avoir l'occasion historique de faire un saut qualitatif véritable: surmonter sa désorientation théorique, politique et pratique pour retrouver l'orientation correcte, et pareille mésaventure ne lui serait pas arrivée...

Toujours dans le même article de «Programma» il se trouve un autre passage qui peut aider à deviner quelle est la perspective fautive qui se trouve derrière les orientations erronées de l'article. Après avoir cité Lénine, le même Lénine que nous avons cité plus haut, «Programma» écrit que les communistes se solidarisent avec un peuple opprimé *«victime d'une oppression qui ne peut qu'agir en sens inverse de ce processus de rapprochement de toutes les ethnies que, d'un côté, le capitalisme lui-même favorise dans certaines limites, et qui, de l'autre, constitue la base matérielle de la révolution communiste internationale»*.

Nous ne croyons pas du tout que la base matérielle (!) de la révolution communiste soit un processus de rapprochement de toutes les ethnies, et nous doutons fortement que le capitalisme favorise, ne serait-ce que dans certaines limites, ce rapprochement entre ethnies. Sans doute le capitalisme met en relation les ethnies, mais selon les rapports de force qui, à travers les guerres, soumettent les ethnies et les nations les plus faibles aux ethnies et nations les plus fortes. Le capitalisme tend à éloigner les ethnies, à les dresser les unes contre les autres, selon la vieille règle du «diviser pour régner», au profit des plus forts. Mais le capitalisme, qui enserme tous les peuples et toutes les ethnies de la planète dans les filets du marché mondial, brisant sans doute leur isolement parfois séculaire, mais pour les jeter dans les tourbillons de la concurrence, des affrontements, des guerres, détruit les anciennes solidarités et communautés ethniques et populaires pour créer partout une nouvelle classe, subissant partout les mêmes conditions fondamentales de vie et de travail: la classe des travailleurs salariés ne possédant rien d'autre que leurs chaînes, la classe ouvrière. Et c'est cette

classe qui peut seule rapprocher les ethnies, non seulement parce qu'elle est constituée d'éléments issus de toutes les ethnies, de tous les peuples et de toutes les races, jetés par le capitalisme sur les routes de l'exil pour gagner de quoi vivre (que cette migration soit ou non interne à un Etat), mais parce que sa lutte ne peut que tendre à la rupture définitive de toute économie nationale, à la fin du marché, à la fin des Etats et donc de tous les affrontements nationaux et inter-étatiques.

La base matérielle de la révolution communiste n'est pas le rapprochement des ethnies; ce rapprochement ne pourra qu'être la conséquence de la révolution communiste. La base de la révolution communiste est constituée par les antagonismes de classes provoqués par les rapports de production capitalistes, rapports qui agissent de la même façon dans le monde entier, **rapprochant les prolétaires** du monde entier et tendant à unifier leur lutte.

«Programma Comunista» a tout simplement remplacé les prolétaires de tous les pays, par les ethnies de tous les pays! C'est peut-être pourquoi, après avoir fait mine d'être en règle avec les principes en citant Lénine, elle l'oublie tout de suite après pour se mettre à avancer des perspectives similaires à celles du trotskysme ou du révolutionnarisme bourgeois, mais pas à celles du marxisme.

aucune arrière pensée. Le temps est passé où la révolution bourgeoise pouvait créer une Pologne libre; à l'heure actuelle, la renaissance de la Pologne n'est possible que par la révolution sociale, lorsque le prolétariat contemporain aura brisé ses chaînes». Lénine affirme être entièrement d'accord avec cette conclusion, tout en précisant: «*Mais cette situation actuelle ne peut être considérée comme éternelle*» et il ajoute: «*Il est incontestable que l'antagonisme de classe a rejeté maintenant très loin à l'arrière plan les questions nationales, mais on ne peut affirmer catégoriquement, sans risquer de tomber dans le dogmatisme, que l'apparition provisoire au premier plan du drame politique de telle ou telle question nationale est impossible*». On peut en déduire réciproquement que dans la mesure où la lutte de classe (l'antagonisme de classe) a été rejetée très loin, comme c'est malheureusement le cas depuis des décennies, ce sont les questions nationales, d'ethnies ou même de clochers, qui passent au premier plan et qui s'emparent des énergies et des pensées du prolétariat.

(4) cf «*Internationalist Papers*» n°3 (juin 94) et «*Cahiers Internationalistes*», nouvelle série, n°1 (printemps 94).

(1) cf Lénine «*La question nationale dans notre programme*» (1903), Oeuvres, tome 6, p. 475.

(2) Ibidem, p. 478.

(3) Ibid., p. 481. Quelques lignes plus haut, Lénine cite Mehring qui, en conclusion d'une étude sur la Pologne, écrivait: «*Si le prolétariat polonais voulait prôner la restauration d'un Etat de classe polonais, dont même les classes dominantes ne veulent pas entendre parler, il jouerait un carnaval historique: ce genre de mésaventure peut arriver aux classes possédantes (comme par exemple à la noblesse polonaise en 1791), mais la classe ouvrière ne doit pas s'abaisser jusque là. Si cette utopie réactionnaire est ramenée à la lumière dans le but [de gagner à] l'agitation prolétarienne les couches de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie parmi lesquelles l'agitation nationale trouve encore un certain écho, alors cette utopie méritée doublement d'être condamnée, comme manifestation de cet opportunisme indigne qui sacrifie à des succès faciles et sans importance les intérêts profonds de la classe ouvrière.*

Ces intérêts commandent catégoriquement que les ouvriers polonais, dans les trois Etats qui se partagent la Pologne, luttent au coude à coude avec leurs camarades de classe, sans

Sommaires des derniers «Prolétaire»

n° 439 (Janv.-Fév._Mars 1997)

- Sans-papiers, Lois Debré: le besoin de l'action de classe. - Renault: déclaration de guerre aux travailleurs. - En marge du centenaire de la mort d'Engels. Pour la défense du marxisme (fin). - Dans les chasses gardées de l'impérialisme français. - Enième victoire de l'anti-fascisme démocratique à Vitrolles. - Non à une intervention impérialiste en Albanie! - Incessante progression du chômage. - Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne (2) - La mutation du PCF. - Nouvelles des luttes ouvrières: Iran

n° 438 (Oct.-Nov.Déc. 1996)

- Après l'attentat du RER: Pas d'Union nationale avec la bourgeoisie et son Etat! - Les routiers ont montré la voie. - Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne (1). - Derrière le tapage «humanitaire», affrontements bourgeois et appétits impérialistes au Zaïre. - La LCR pose sa candidature à une nouvelle union de la gauche. - En marge du centenaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme (5). - Un commentaire d'Engels sur les dernières élections américaines. - Bordiga n'a pas besoin des prétendus défenseurs de l'honneur de la Gauche Communiste. - Correspondance: Les prolétaires de Moulinex à la moulinette. - Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde: Russie.

Mysticisme florentin

Lorsqu'au début des années soixante-dix nous nous sommes séparés d'un groupe de militants de la section de Florence du parti, ce n'était pas fondamentalement parce qu'ils défendaient des positions erronées sur la question syndicale, en plaquant mécaniquement les directives du PC d'Italie des années vingt à une situation qui ne le permettait plus, ce qui les amenait à prendre la CGIL pour un syndicat de classe. Mais c'est bien plutôt parce que cette erreur se révéla n'être que la manifestation des graves déviations, à fond idéaliste, auxquelles ils avaient succombé et qui touchaient des questions bien plus générales, comme la conception du parti ou de la lutte prolétarienne, en dépit de leurs proclamations ostentatoires de fidélité absolue à l'orthodoxie marxiste.

Un quart de siècle plus tard, les proclamations sont toujours là, les florentins prétendent toujours être les véritables et les seuls continuateurs du parti, mais ils ne prennent plus la peine de dissimuler leur idéalisme. Mieux - ou pire! - ils s'affirment maintenant... mystiques!

«Il Partito Comunista» n° 243 (oct.-nov. 96) rend compte de leur Réunion Générale de l'automne dernier; si la fidélité formelle avec la dénomination des réunions traditionnelles du parti paraît respectée, nous allons voir que le moins qu'on puisse dire est que leur **contenu** en est profondément bouleversé. Après avoir lu que les florentins ont commencé leur concile - pardon! leur R.G. - par une condamnation comme hérétique de la théorie mathématique dite «du chaos» (1), nous apprenons qu'ils l'ont conclu par un rapport «sur le thème du communisme» dont le résumé est publié sous le titre «Le rêve-besoin du communisme». Citons-en quelques passages, en priant toutefois le lecteur de retenir son souffle devant la profondeur des concepts:

«Le noyau de la Mystique, de toute Mystique, consiste dans l'intuition d'une totalité originelle dans laquelle ne se sont pas encore différenciés un «sujet» et un «objet».

Certains voient dans ce type de réalité une expression «primitive» à oublier et à exorciser parce que ferment de chaos et d'absence de ces distinctions fondamentales qui sont jugées essentielles pour la «civilisation»; d'autres la reconnaissent au contraire comme une appartenance enveloppante et rassurante (...).

*La confrontation entre «expériences mystiques» diverses par leur provenance culturelle et leur aire géographique aboutit quoi qu'il en soit à une revendication d'un **noyau de forces de liaison**, comme celle d'une particule élémentaire de Matière, capable de libérer une énergie sociale immense, comme l'histoire l'atteste dans sa dialectique concrète.*

Le communisme scientifique ne craint pas de revendiquer comme son prédécesseur le «communisme grossier et primitif», non pour en exalter l'hypostatique valeur, mais pour reconnaître que la «fin» qu'il vise est justifiée et nécessaire.

*La communauté d'espèce comportera en effet une appartenance commune dans laquelle les individualités ne ressentiront pas leurs liens comme une force contraignante, mais comme une expression naturelle et libre. Dans la vision qui nous intéresse, la Mystique n'est donc pas «cette nuit où toutes les vaches sont noires», mais la fin des fermetures de caste et de classe, où l'être «individu» est le contraire d'un atome indépendant, et, comme cela signifie littéralement, est **une unité en harmonie avec le macrocosme**, image symétrique et fidèle de la totalité.*

*(...) Notre digression entend toucher les points saillants de la tradition communiste, jusqu'à l'affirmation du «Chronotope» (Voir: A la mémoire d'Einstein, 1955, Programma Comunista) (2), qui n'est pas une énonciation théorique, mais le point d'arrivée de la connaissance physique de Riemann à Einstein, comme preuve que nous ne soutenons pas une «pensée» exclusivement nôtre, mais le **résultat** des humains les plus conscients, ouverts, dans le domaine de la Science, mais surtout au sentiment de l'appartenance à l'Espèce commune, sans fermeture pré-conçue de type idéologique et discriminatoire. La preuve en est, dans notre façon de comprendre l'organisation, l'adhésion au programme, et non des rituels ou des examens particuliers imposés par un synode de sacerdotés».*

Dans un compte-rendu d'une RG précédente («Il Partito Comunista» n°220, mai 94), les florentins écrivaient:

«Notre «mystique» conçoit une synthèse qui exclut la contradiction typiquement bourgeoise

entre utopie et science. Quand notre parti et notre tradition ont soutenu que le communisme n'est pas simplement un «rêve» utopique, mais une science, il n'a jamais voulu dire que notre science s'aplatit sur celle conçue par les philosophes et les théoriciens bourgeois (...). Nous avons toujours revendiqué notre capacité de «comprendre» et de dépasser les mythes, les religions et les personnalités charismatiques (...).

Et quelques années encore auparavant, ils écrivaient dans leur revue théorique («Comunismo» n° 28, janvier-juin 90, «Nature et révolution communiste»):

«(...)3. Corps mystique.

D'autre part les préfigurations des sociétés communistes (de classe!), du passé sont une expression idéologiquement renversée du besoin du communisme. L'allusion au «corps mystique», au delà de la lecture spiritualiste des classes dominantes, est l'indice de l'exigence, jamais satisfaite, du manger ensemble de l'espèce selon la formule communiste «de chacun selon ses capacités de travail à chacun selon ses besoins». (...) Dans les sociétés de classe, il est possible tout au plus de faire l'hypothèse de la cène commune symbolique, et non la réalité effective, physiologique, du Corps Mystique, qui signifie littéralement corps qui voit bien qu'il n'ait pas d'yeux, comme le Mystès grec, devin qui voit mieux que les voyants ordinaires.

4. La mystique communiste.

Il découle de cela que la seule société capable de Mystique est le Communisme.

Mais loin de signifier ce que va imaginer la pensée analytique bourgeoise, cela ne signifie pas confusion, indifférenciation, mais plutôt *Gemeinwesen*, c'est-à-dire ordre existant (c'est-à-dire non ordre abstrait), réalité d'espèce réalisée et en expansion dans laquelle la vie est capable effectivement de se produire et de se reproduire selon un plan qui n'est pas une fin, mais un mode de vivre effectif. L'Espèce est mystique parce qu'elle sait se voir elle-même sans contradiction entre l'hic et nunc, compris presque toujours comme survivance de la société de classe, et son futur, non plus compris comme soleil de l'avenir, mais développement «naturel» de ses prémisses.

Nous avons toujours revendiqué que la seule réalité qui sait vivre (et qui nous le prouve) ce type de vie durant la domination de la société de classe est le Parti.

C'est donc en ce sens que le Parti a sa «mystique», au sens qu'il sait voir... les yeux fermés, qu'il sait voir plus que les yeux individuels de ses militants, qu'il sait vivre dans ses rapports internes ce mode de vie (...).

Et cet article vraiment transcendant se termi-

nait par une bien édifiante conclusion:

«La société capitaliste s'est démontrée incapable de concevoir une grande économie, non seulement en ne sachant pas la réaliser, mais en ne réussissant pas non plus à en distinguer les lois dialectiques; aussi elle dit une énormité quand elle feint d'esquisser un dessein de grande Ecologie, avec la prétention d'une Pause, d'une grande Pause rythmique qui devait coïncider avec le sanscrit *Etre = Respirer = Etre vivant qui respire, à pleins poumons. Ce n'est que dans le Communisme que la Grande Philosophie coïncide avec l'être dans un circuit organique entre l'action de manger (aujourd'hui conçue comme triviale et indigne de l'esprit) et l'action de respirer de l'Esprit, conçu sublimement comme vraiment digne de l'être complet, c'est-à-dire Dieu* (3).

Ce n'est pas pour rien que Dieu étymologiquement équivaut à **Etre vivant, c'est-à-dire qui respire éternellement**.

Amen! Ces citations choisies à quelques années d'intervalle montrent que nous ne sommes pas en présence de quelque aberration soudaine mais passagère ou limitée à l'un de leurs adeptes novices, mais bien à une position enracinée et désormais caractéristique des florentins.

MATÉRIALISME ET IDÉALISME

Selon le dictionnaire la Mystique est une doctrine ou une pratique religieuse qui prétend permettre un contact direct avec le monde divin ou avec une réalité surnaturelle. De longues explications ne sont pas nécessaires pour réfuter cette monstruosité que constitue l'association du mysticisme avec le communisme. Dans un des passages les plus connus du **Capital**, dans son premier volume, première section, Marx écrit: «Le monde religieux est le reflet du monde réel. Une société où le produit du travail prend généralement la forme de la marchandise et où, par conséquent, le rapport le plus général entre les producteurs consiste à comparer la valeur de leur produit, et sous cette enveloppe des choses, à comparer les uns aux autres leurs travaux privés à titre de travail humain égal, une telle société trouve dans le christianisme avec son culte de l'homme abstrait, et surtout dans les types bourgeois, protestantisme, déisme, etc., le complément religieux le plus convenable» (4). Et, comme s'il avait pressenti les futures élucubrations florentines, il ajoute:

«La vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base, ne sera dégagé du nuage mystique qui en voile l'aspect, que le jour où s'y manifestera l'oeuvre d'hommes librement associés, agissant consciemment et maîtres de leur propre

mouvement social». C'était ce qu'il écrivait déjà en 1845 dans ses **Thèses sur Feuerbach**:

«La vie sociale est essentiellement pratique. Tous les mystères qui détournent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans la pratique humaine et dans la compréhension de cette pratique».

Le parti florentin des yeux fermés a sans aucun doute de grandes difficultés à comprendre la réalité, comme nous avons déjà eu déjà l'occasion de le signaler (voir notre critique de leur analyse du fascisme). En tout cas sur le plan «philosophique», c'est-à-dire ce qui constitue le cœur et l'âme (pour rester dans le registre religieux de nos mystiques) d'un système de pensée, ils ont abandonné le matérialisme historique - le marxisme - et même le matérialisme tout court, pour s'agenouiller devant l'idéalisme, la religion et le bon Dieu, bref des idéologies crassement bourgeoises et réactionnaires. D'ailleurs, après avoir cité le philosophe américain Putman en appui de leurs conceptions, ils s'écrient naïvement: *«Quand les philosophes et les théoriciens du régime raisonnent», sans le savoir ils donnent raison à notre point de vue*» (5), admettant ainsi sans s'en apercevoir que leur point de vue est similaire aux raisonnements des «philosophes et des théoriciens du régime» bourgeois!

La société bourgeoise dans laquelle la vie et le destin des individus semblent soumis aux caprices de forces obscures et incompréhensibles, alimente en permanence dans les masses les tendances irrationnelles, les superstitions, les croyances les plus absurdes, les religions (Lénine: *«la situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles qui causent chaque jour et à chaque heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs que les événements exceptionnels tels que les guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut chercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion»*) (6). Engels soulignait que les scientifiques eux-mêmes, s'ils étaient contraints dans leurs travaux de se comporter en matérialistes, tombaient la plupart du temps dans tous les pièges idéalistes de l'idéologie dominante dès qu'ils s'avisent de raisonner en dehors de leur domaine (y compris en tombant dans le mysticisme) (7). La bourgeoisie qui avait été matérialiste et anti-religieuse dans sa période révolutionnaire, lorsqu'il s'agissait de renverser l'Ancien régime et de combattre ses justifications idéologiques, répudia en effet le matérialisme, devint idéaliste et même cléricale lorsqu'elle se rendit compte qu'il lui fallait défendre son régime contre la menace d'une nouvelle révolution. Alors même que l'énorme croissance de la production matérielle n'était possible que par la victoire définitive des

principes matérialistes appliqués à la recherche scientifique et technique, la classe dominante réinstalla les vieux systèmes idéalistes et religieux comme fondement de la vie sociale et intellectuelle.

Le marxisme, et notre courant en particulier, ont combattu l'idéologie scientiste héritière du vieux matérialisme bourgeois, pour qui la Science est une espèce d'activité autonome, au dessus des classes, mue par le seul désir d'accroître sans fin les connaissances humaines, et qui, dissipant peu à peu les ténèbres de l'ignorance dans sa marche triomphale, réalise l'émancipation des hommes ou, au moins, crée les conditions nécessaires et suffisantes de cette émancipation. En réalité l'émancipation de l'humanité ne dépend pas de la Science ou de la Culture comme voudrait le faire croire le réformisme; elle dépend de la lutte de la **classe** la plus opprimée, le prolétariat, classe la plus **inculte** mais qui produit cependant toutes les richesses et que les contradictions internes du capitalisme poussent inéluctablement à un certain moment à se révolter. La victoire du prolétariat, l'instauration de sa **dictature**, moment indispensable pour permettre l'avènement du socialisme, briseront toutes les entraves que le mode de production capitaliste mettait au développement des potentialités humaines. Dialectiquement, grâce à la victoire de la classe la moins cultivée, tous les hommes pourront enfin avoir accès à la culture, au savoir, à la connaissance; la marche de la science pourra enfin être orientée fondamentalement vers l'amélioration du sort de l'humanité, et non comme aujourd'hui en direction de gains mercantiles ou de renforcements militaires des Etats bourgeois.

Mais combattre l'idéologie scientiste bourgeoise n'a jamais signifié cesser, même un moment, de lutter contre les tendances idéalistes, irrationnelles, religieuses répandues en permanence par les institutions culturelles et les organes de propagande bourgeois et toujours plus présentes chez les théoriciens et philosophes, et encore moins de chercher un accommodement avec les plus obscurantistes et réactionnaires d'entre elles! Dans la dure lutte pour l'émancipation prolétarienne et le triomphe du communisme, il est indispensable que se dissipent tous les nuages idéologiques, toutes les illusions religieuses, tous les rêves utopiques qui obscurcissent la claire vision de la voie à suivre et des moyens à employer, non parmi les masses dans leur ensemble - cela ne sera possible qu'**après** la victoire du communisme - mais parmi l'avant-garde, parmi l'organe dirigeant de la lutte, le parti de classe qui a un besoin vital de garder les yeux bien ouverts.

INVARIANCE DE L'OPPORTUNISME

Si les florentins ne peuvent donc revendiquer une quelconque continuité avec le marxisme et le

courant de la Gauche communiste sur ce terrain, ils s'inscrivent cependant bel et bien dans une continuité: la continuité avec tous ceux qui ont essayé d'introduire l'idéalisme, le fidéisme, la croyance au bon dieu dans le mouvement organisé pour l'émancipation du prolétariat.

Le philosophe Putnam, si apprécié par les florentins, ne se dit pas matérialiste - horreur! - mais «réaliste pragmatique» et dans son dernier ouvrage (8) il se reconnaît disciple du philosophe Kant; celui-ci, tout en reconnaissant l'existence d'une réalité indépendante de l'esprit humain (la «chose en soi»), prétendait qu'il était impossible à l'homme de connaître cette réalité en utilisant sa raison et ses sens. Pour l'auteur de la «*Critique de la raison pure*», le monde des «phénomènes» que nous révèle nos sens était une sorte de réalité superficielle dont les lois et les catégories (causalité, temps, étendue, etc.) ne sont que des lois et catégories de notre esprit. Et Kant disait aussi que l'homme a la possibilité d'accéder à la réalité supérieure du monde incorruptible, au dessus du temps, de l'espace et de la causalité, des *choses en soi*, par des moyens mystiques: le sentiment religieux, la foi en la divinité. A la fin du siècle dernier et au début de ce siècle le *kantisme* et ses dérivés étaient à la mode parmi les «théoriciens et philosophes» bourgeois, y compris scientifiques de profession, car cette doctrine réconciliait la pratique du matérialisme dans les sciences naturelles avec l'idéalisme et le *fidéisme* (prééminence de la foi religieuse) si utiles à la préservation de l'ordre établi parce qu'ils constituent un bouclier contre l'application du matérialisme - et surtout du matérialisme marxiste - au plan social et politique. A la suite de cet engouement dans le monde intellectuel et universitaire, de nombreux socialistes tombèrent sous l'influence de ce courant philosophique, déterminant les théoriciens marxistes à livrer une lutte d'importance historique sans concession au kantisme et *néo-kantisme*.

A Kautsky, le théoricien le plus en vue du mouvement socialiste, qui rechignait à ouvrir sur les colonnes de sa revue une polémique contre les néo-kantistes, d'une part parce que selon lui ces questions philosophiques n'intéressaient personne et d'autre part parce qu'il estimait qu'un peu de néo-kantisme ne pouvait guère faire de mal, le marxiste russe Plékhanov répliquait que les progrès du néo-kantisme dans les rangs socialistes se faisaient au détriment du marxisme; ils relevaient du même phénomène que les progrès de l'**opportunisme** et du **révisionnisme**: la soumission de certains socialistes à l'idéologie bourgeoise et au système capitaliste. La lutte pour la défense du mouvement socialiste révolutionnaire contre les orientations opportunistes ne pouvait pas être victorieuse si elle n'était pas menée à fond sur le plan théorique - pour soutenir le matérialisme historique et combattre

l'idéalisme sous toutes ses formes.

En Russie il existait parmi les socialistes un courant qui s'appuyait sur ces philosophies à la mode et qui, tout en se prétendant marxiste et même plus à gauche que les bolchéviks dont il venait de scissionner, voulait «dépasser» la contradiction entre matérialisme et idéalisme, voulait non seulement «comprendre les religions et les mythes», mais, pour certains éléments, aller même plus loin, vers la constitution d'une «religion humaine»: le courant dit des «*constructeurs de Dieu*». Bien avant eux nombre de précurseurs du socialisme en France, en Angleterre ou en Allemagne avaient tenté d'associer lutte d'émancipation sociale et mysticisme ou religion. Marx et Engels durent ainsi lutter contre le «communiste» Kriege qui, tout en se prétendant athée, entendait fixer des buts d'essence religieuse au communisme, ou contre le «socialisme vrai» de Grün; de même Lénine, pour maintenir la cohésion et la fermeté politique du courant bolchevik, dut lutter contre les «constructeurs de dieu» et les partisans des philosophies idéalistes, tant il est vrai qu'à l'**invariance du marxisme** correspond l'**invariance de l'opportunisme**.

Lénine écrivit un ouvrage - *Matérialisme et empiriocriticisme* - entièrement consacré à faire la critique des nouvelles écoles philosophiques idéalistes nées chez les scientifiques (réglant, en passant, leur compte aux *réalistes* et aux *pragmatistes*, et par anticipation à leur descendant Putnam) et à défendre le matérialisme dialectique contre les attaques, insidieuses ou ouvertes, que lui portaient certains «marxistes» prétendus. Même si les noms des auteurs pris à partie par Lénine sont souvent bien oubliés de nos jours, cet ouvrage n'a rien perdu de son efficacité pour combattre les déviations idéalistes quelle que soit la forme sous laquelle elles se présentent.

Il se concluait ainsi:

«*La philosophie moderne est tout aussi imprégnée de l'esprit de parti que celle d'il y a 2000 ans. Quelles que soient les nouvelles étiquettes ou la médiocre impartialité dont usent les pédants et les charlatans pour dissimuler le fond de la question, le matérialisme et l'idéalisme sont bien des partis aux prises. L'idéalisme n'est qu'une forme subtile et raffinée du fidéisme qui, demeuré dans sa toute-puissance, dispose de très vastes organisations et, tirant profit des moindres flottements de la pensée philosophique, continue inlassablement son action sur les masses. Le rôle objectif, le rôle de classe de l'empiriocriticisme se réduit entièrement à servir les fidéistes dans leur lutte contre le matérialisme en général et contre le matérialisme historique en particulier.*

L'«*empiriocriticisme*» n'existe plus sous ce nom; mais sous des étiquettes différentes (relati-

visme, déconstructionnisme, post-modernisme, etc.), des philosophes et intellectuels qui se disent «de gauche» voire «marxistes» (!), continuent la même sale besogne de diffusion de l'idéologie bourgeoise parallèlement aux institutions réactionnaires et aux grands moyens de communication.

Comme hier un Bogdanov ou un Lounatcharsky, bolchéviques déboussolés par les reculs de la lutte prolétarienne, les florentins se sont laissés emporter par ce puissant courant dominant; et, tout comme eux, ils «nous offrent, sous couleur de marxisme, quelque chose d'incroyablement incohérent, confus et réactionnaire». Ces gens qui ont donné à leur journal le nom de «Parti Communiste» avouent avoir renoncé à l'«esprit de parti» pour adopter une «pensée» «résultat des humains les plus conscients», sans «fermeture idéologique pré-conçue» - et ce à propos d'un rapport sur rien moins que... «le thème du communisme»!

Abandonner les «fermetures idéologiques pré-conçues» signifie s'**ouvrir** aux influences idéologiques de la classe ennemie. Ce passage de l'**autre côté** de la barricade dans la lutte théorico-philosophique est l'annonce du passage, tôt ou tard mais inévitablement, de l'autre côté de la barricade dans l'affrontement social.

La lutte pour la reconstitution du parti de classe a un besoin impérieux de la **fermeture** aux influences de l'adversaire, la défense intransigeante du programme communiste et de ce qui en constitue le moyau, le matérialisme historique. L'adhésion au parti, le militantisme en son sein - comme d'ailleurs plus généralement l'action militante à quelque niveau que ce soit en faveur des intérêts prolétariens - sont impossibles sans enthousiasme, sans volonté d'engagement, sans **conviction** inébranlable dans la justesse et la nécessité du combat de classe. Mais le parti de classe, parce qu'il a vocation à devenir l'**organe** du prolétariat, son **état-major** de combat, fonctionnant avec la plus grande organicité, analysant avec le maximum de lucidité les situations et dirigeant avec le maximum de précision son action dans les moments les plus périlleux, ne doit laisser aucune place dans son fonctionnement et sa vie internes à l'idéalisme, au mysticisme, au culte du chef ou des autorités supérieures, comme c'est le cas dans les partis en train de dégénérer et de passer à la contre-révolution. La solidité et l'efficacité du parti révolutionnaire ne peut reposer que sur la **compréhension** par tous les militants du sens de son activité et de la cohérence totale entre son but, ses principes, son programme, ses normes d'organisation et son action du moment, donc sur la **clarté** la plus grande et non sur une foi aveugle ou sur une discipline artificielle (les deux choses allant en fait de pair, comme chez les ordres jésuites dont la devise était: *obéir comme un cadavre*).

Ce n'est qu'**après** la victoire du prolétariat dans

la guerre implacable entre les **classes**, **après** l'instauration de sa **dictature** irremplaçable pour entamer l'oeuvre de transformation sociale radicale, ce n'est qu'**après** la disparition complète des derniers vestiges capitalistes, dans le socialisme donc, que les «fermetures de caste et de classe» auront disparu et que les phrases sur l'«appartenance à l'Espèce commune» auront cessé d'être des **mystifications doucereuses** pour devenir une réalité concrète. L'humanité pourra enfin prendre en main son destin et décider **consciemment** ce qu'elle fait. Et alors disparaîtront pour toujours les religions, les superstitions, les mythes, tous les prophètes et tous les mystiques.

(1) Les florentins font un contresens grossier en voyant dans cette théorie la volonté de la bourgeoisie d'«étendre au monde macroscopique le principe d'indéterminisme». En réalité cette théorie, dont le nom exact est *théorie du chaos déterministe*, cherche à mettre en évidence l'existence de facteurs d'instabilité dans des systèmes en apparences stables et réguliers, essayant de donner une base mathématique aux changements dits «catastrophiques» qui affectent ces systèmes: c'est pourquoi elle est aussi appelée «théorie des catastrophes».

(2) Il s'agit du «Fil du temps» «*Relativité et déterminisme. A propos de la mort d'Einstein*», Il P.C. n° 9/1955. Le «Chronotope» était une appellation alors répandue de l'espace-temps. Tout l'article est une défense du matérialisme et il faut une sacrée dose de confusion mentale pour le citer en appui du mysticisme!

(3) Ce passage obscur est probablement une référence voilée au sacrement catholique de l'*eucharistie* au cours duquel les fidèles mangent mystiquement le corps de Jésus, et qui était au départ un repas commun. cf Engels «*Contribution à l'histoire du Christianisme primitif*» (1894) (in: Marx Engels, «Sur la religion», Editions Sociales), article dans lequel il dit aussi «*Ce fut un temps (la naissance du christianisme-NdlR) où (...) un mélange absolument hasardeux des plus crasses superstitions des peuples les plus divers était accepté sans examen et complété par de pieuses fraudes et un charlatanisme direct, où les miracles, les extases, les visions, la divination, l'alchimie, la cabale et autres sorcelleries tenaient le premier rôle*». Apparemment Engels ne voyait pas la «réalité» des «*expériences mystiques*» avec autant de ferveur que les florentins...

(4) cf Le Capital, Livre 1, Chapitre 1, § 4 («*Le caractère fétiche de la marchandise et son secret*»).

(5) cf «Il Partito Comunista» n° 220. Ils citent

une phrase de Putnam comme étant la reconnaissance indirecte de «*ce que nous soutenons au niveau militant*»: «*Il faut considérer que les choses du futur sont réelles même si elles n'existent pas encore, et que les choses du passé sont réelles, mêmes si elles n'existent plus*». Cette affirmation peut sans aucun doute en mettre plein la vue, mais elle n'a rien à voir avec le marxisme ou le matérialisme. Selon la juste conception marxiste, le parti communiste, solidement appuyé sur les leçons du **passé**, défend dans le **présent** les perspectives du **futur**. Il ne le fait pas parce qu'il aurait, de façon mystique, accès à des réalités qui n'existent pas pour les pauvres mortels, mais, de façon **matérialiste**, d'une part parce que «le passé» comme «le futur» dont il s'agit **existent** dans le présent (le «passé» existe sous forme des conséquences qui conditionnent, à des degrés divers, le mouvement présent; le «futur» existe sous forme de potentialités présentes réellement), d'autre part parce qu'il peut identifier les **trajectoires** historiques, les **dynamiques** en acte, qui produiront demain de façon déterministe, suivant les lois objectives découvertes dans la société, les conséquences et les résultats prévus. Si nous parlons du communisme et que nous militons pour sa réalisation, c'est parce que l'état actuel effectif de développement des forces productives le rend **possible** et **nécessaire** et non parce qu'il s'agit d'un «rêve». Ou, pour reprendre Marx: «*L'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir*» (Préface à la «Critique de l'Economie Politique»). Et c'est parce qu'il est matérialiste que le marxisme s'est toujours refusé d'exposer, à la façon des utopistes, des **plans détaillés** de la société de l'avenir, alors même que, sur la base de l'analyse **scientifique** de la société actuelle, il a pu décrire les traits fondamentaux de la société future qui est en gestation en son sein, et indiquer les conditions qui lui permettront de naître. Dans les époques antérieures au contraire il ne pouvait être question que de *rêve de «communisme»* - soit comme regret de la période disparue de société collective, soit comme protestation contre les souffrances infligées par la société existante - prenant la forme mystifiée de religions, mythes, etc.

Pour ce qui est du «réalisme» de Putnam, voir la note 8.

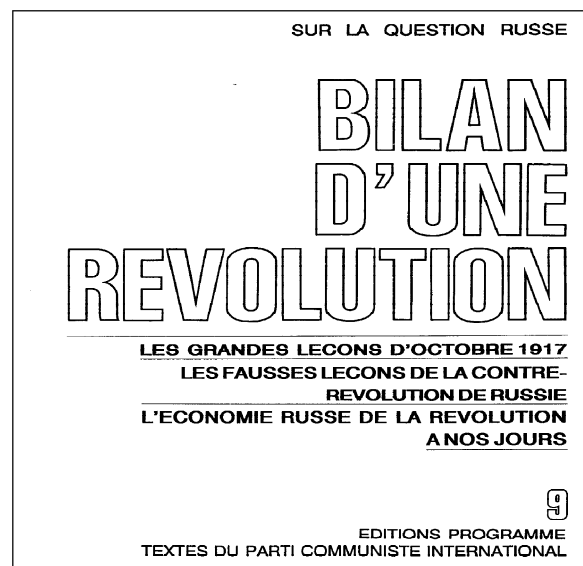
(6) cf «*De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion*», Oeuvres, tome 15, p.436.

(7) cf l'introduction à «*Dialectique de la nature*»; en parlant des scientifiques Engels disait que «*le plus sûr chemin des sciences de la nature au mysticisme est l'empirisme le plus plat*».

(8) cf «*Realism with a human face*» (1990)

(«Un réalisme à visage humain»). Le «réalisme» philosophique de Putnam ne doit pas induire en erreur. Putnam (qui, en bon pragmatiste, croit au bon Dieu) admet l'existence d'une réalité indépendante de l'homme, mais doute de la possibilité d'une connaissance objective de celle-ci. Sans pouvoir faire ici ni une critique ni un exposé de son «réalisme modéré», nous pensons qu'il répond parfaitement au jugement lapidaire de Lénine: «*Engels considérait, dans le meilleur des cas, le «positivisme» et le «réalisme», qui séduisaient et séduisent encore quantité de brouillons, comme un procédé de philistin consistant à introduire subrepticement le matérialisme, tout en le vilipendant et le reniant!*» (*Matérialisme et empiriocriticisme*, ch. 6, §2. Oeuvres, tome 14, p.353).

Aux Editions Programme
«Dialogue avec Staline»
 64 pages, 30 FF
«Bilan d'une Révolution»
 192 pages, 60 FF



Ouvrages reçus à la rédaction

Revolutionary History vol.5, n°4. «Through fascism, war and revolution: Trotskyism and Left Communism in Italy»

(«A travers le fascisme, la guerre et la
révolution: Trotskysme et Communisme de
gauche en Italie») Socialist platform Ltd, BCM
7646, London WC1N 3XX

* * *

«*Revolutionary History*» est une revue britannique consacrée à l'histoire du mouvement révolutionnaire - et surtout du mouvement trotskyste - dans le monde. C'est ainsi qu'elle a publié des n° consacrés au «Trotskysme en Argentine et en Scandinavie» (vol.2, n°2), au «Trotskysme au Vietnam» (vol.3, n°2), au «Trotskysme en Grèce» (vol.3, n°3), au «Trotskysme et seconde guerre mondiale» (vol.3, n°4) ou à des thèmes plus larges comme la «Guerre civile en Espagne» (vol.4, n°1-2), ou le mouvement ouvrier en Allemagne (vol.5, n°1 et n°2), etc.

Les éditeurs affirment que le but de ce dernier n° de leur revue était de donner un aperçu de la Gauche communiste italienne, à peu près complètement inconnue au public de langue anglaise pour qui Gramsci incarne le meilleur de la tradition révolutionnaire du mouvement prolétarien de ce pays... Si telles étaient réellement les intentions, le moins qu'on puisse dire est que le résultat n'est pas à la hauteur! En effet sur 186 pages consacrées au thème central du n°, 150 sont dédiées aux avatars du trotskysme (1), bien que pendant toute cette période le trotskysme n'ait joué qu'un rôle tout à fait marginal dans le mouvement révolutionnaire italien. Seul un article d'Arturo Peregalli sur «*L'opposition de gauche en It*

- nazionalista (fondé en 1943 sur la base des positions générales de la Gauche communiste) la place qui lui revient. Mais c'est évidemment tout à fait insuffisant, non pour rétablir un «équilibre» abstrait entre trotskysme et communisme révolutionnaire, mais pour éviter que le lecteur néophyte se fasse une idée fautive sur l'importance du trotskysme, et surtout pour qu'il puisse comprendre la valeur des orientations et des analyses du courant qui entendait travailler conformément la tradition de la Gauche communiste.

Le titre de la revue et la plupart des articles prétendent contre l'évidence (comme le titre lui-

même du n°) qu'il existait une situation révolutionnaire (2) à la fin de la guerre. L'éditorial écrit ainsi: «*l'étude de l'ensemble des faits suggère que de réelles potentialités révolutionnaires existaient en 1943-45, et qu'elles ne furent pas mises à profit autant qu'elles auraient pu l'être. Une fois encore a été enseignée la leçon selon laquelle il n'y a pas grand intérêt à combattre le pouvoir d'Etat si, lorsqu'il tombe, vous n'avez rien entre les mains pour le remplacer*». Ceci se veut probablement une critique du PC Italien qui n'aurait pas su par quoi remplacer le pouvoir d'Etat qu'il avait combattu. Mais cette critique typiquement trotskyste est plus qu'insuffisante, elle est fautive de A à Z. Le PCI ne combattait pas le «pouvoir d'Etat» bourgeois, mais le **régime** fasciste. Lorsque ce régime s'est effondré **sous les coups des armées alliées**, le PCI n'a pas été pris au dépourvu; il n'a pas aidé de toutes ses forces à maintenir et à renforcer le pouvoir d'Etat bourgeois par aveuglement, par hasard ou parce qu'il ne savait que faire. Au sein des Comités de Libération Nationale qui réunissaient dans la collaboration de classes tous les partis de l'anti-fascisme démocratique (y compris les anarchistes), il était en parfaite continuité avec toute l'orientation de son combat antérieur, non prolétarien et communiste, mais **populaire**, c'est-à-dire multi-classiste et pro-bourgeois: «*Nous combattons en parfaite concordance avec la droite chrétienne, organisation démocratique des couches progressistes catholiques, et avec les glorieuses forces du libéralisme qui ont créé l'Italie*» pouvait déclarer fièrement le chef du PC, Togliatti (3).

A l'inverse les internationalistes appelaient les prolétaires à lutter contre les deux fronts bourgeois de la guerre impérialiste en cours. Contre la politique petite-bourgeoise des *partisans* qui entraînait vers les montagnes des centaines de jeunes ouvriers, ils affirmaient la nécessité que le prolétariat mène dans les usines sa bataille contre l'ennemi capitaliste. Malgré toutes les difficultés du moment qui restreignaient drastiquement la portée de leur propagande et de leur action, ils combattaient les illusions envers les démocrates qui se préparaient à assurer la relève à la tête de l'Etat bourgeois et propageaient les mots d'ordre de classe: «*Contre le fascisme qui veut la continuation de la guerre allemande et contre le Front Unique des 6 partis qui sont pour le massacre démocratique, les ouvriers s'organisent sur leur lieu de travail en un front unique prolétarien pour défendre leurs intérêts propres et pour la lutte décisive contre la guerre*» (4).

Cette propagande ne pouvait avoir qu'un écho

très faible dans une classe ouvrière encore sous le choc d'années de contre-révolution fasciste et qui était encline à se laisser séduire par la perspective démocratique bourgeoise soutenue par les forces conjuguées des impérialismes anglo-américain et soviétique. C'est, 50 ans plus tard, ce que ne peuvent toujours pas comprendre les trotskystes. Après avoir écrit qu'en Italie, à la différence de la France, les opposants au PC avaient pu jouir d'une présence petite mais réelle au sein de la classe, l'historien trotskyste français Broué affirme ainsi dans son article: *«pourtant il n'y eut jamais une faillite plus complète qu'en Italie. Des bordiguistes comme Bordiga (sic!), des anciens bordiguistes comme Enrico Russo, des communistes oppositionnels comme Libero Villone, des vieux trotskystes qui étaient entrés dans le parti socialiste comme Di Bartolomeo, des trotskystes intransigeants comme Nardini, tous en arrivèrent à la même conclusion, totalement négative par rapport à la construction du «parti révolutionnaire» qu'ils voulaient opposer au PC Italien. Aucun d'entre eux ne fut capable, même au moindre degré, de fournir une explication de l'Union Soviétique et de la politique stalinienne qui, sans faire de leurs interlocuteurs des ennemis de l'URSS elle-même, les aurait empêché de prendre au mot les chefs de celle-ci, ou de faire de l'attitude à l'égard du premier pays à entrer dans la révolution, la pierre de touche de la juste politique»* (p. 117-118).

Sans s'en rendre compte, et tout en voulant englober les «bordiguistes» dans la faillite complète des trotskystes, Broué constate ici l'incompatibilité entre la défense de l'URSS prônée jusqu'au bout par Trotsky et ses disciples, et la rupture avec la politique stalinienne contre-révolutionnaire, justifiant ainsi les conclusions de notre courant! Quant au parti révolutionnaire il ne se «construit» pas à coup d'explications habiles ou de savantes manoeuvres qui ne peuvent qu'accroître la confusion et entraver le processus de clarification et décantation politique. Il se constitue ou se reconstitue dans la bataille politique pour se rattacher au programme communiste, en liaison avec la classe ouvrière et ses luttes: dans les périodes contre-révolutionnaires où la classe est sous la domination écrasante des agents de la bourgeoisie, il n'existe pas de formules magiques qui permettraient aux révolutionnaires de ne plus être isolés et à contre-courant.

* * *

Dans le comité de rédaction de «R.H.» figurent des représentants de pratiquement tous les groupes trotskystes de langue anglaise, *«des kautskystes aux oehleristes* (partisans d'Oehler, trotskyste d'extrême gauche exclu de l'organisation trotskyste américaine en 1935 en raison de son opposition à la tactique de l'«entrisme» dans la social-démocratie)», selon les propres dires des rédacteurs. La revue cultive en outre des liens étroits avec des revues ou des «Cen-

tres d'Etudes» trotskystes dans d'autres pays, comme l'«*Institut Léon Trotsky*» en France ou le «*Centro Studi Pietro Tresso*» en Italie qui ont fourni la matière de ce n°. Faut-il s'étonner alors qu'au delà de la sincérité de tel ou tel, un pareil pot pourri soit par nature incapable de fournir une présentation objective de la Gauche communiste? Pour le coup, c'est le contraire qui aurait été surprenant!

La diffusion des positions de la Gauche communiste dans le monde anglophone est une tâche d'une importance cruciale pour la reconstitution du Parti de classe international. «*Revolutionary History*» nous rappelle que, même sous couvert d'études historiques, cette diffusion ne pourra jamais être l'oeuvre de courants politiques qui ont rompu avec le communisme révolutionnaire et sacrifié la théorie afin de conserver un lien... a

(1) Il s'y trouve aussi une recension de l'ouvrage du CCI sur «*La Gauche communiste d'Italie, 1927-1945*». Elle arrive à la conclusion que cette histoire de la Gauche est un «*terrible avertissement contre la séparation de la théorie et de la pratique*» et que si «*l'irréalité croissante de la politique de la Gauche italienne à l'étranger était le résultat de longues années d'émigration forcée, que dire de ceux qui aujourd'hui insistent pour être émigrés de leur classe tout en coexistant avec elle dans le même pays dans des conditions de légalité bourgeoise? Ce livre devrait être au chevet de tout révolutionnaire, ne serait-ce que pour rappeler la logique d'une telle position*» (p. 200). Cette critique pourrait paraître concerner le CCI qui ne reprend et ne défend que les positions les plus erronées de la *Fraction à l'étranger*, et qui par ailleurs est présent en Grande Bretagne; mais elle vise en fait aussi les orientations politiques et théoriques fondamentales de la Gauche communiste.

(2) ou «*pré-révolutionnaire*». Voir l'article de Paolo Casciola «*Trotskyism and revolution in It -44*». Il en ressort que le trotskysme était politiquement inexistant en Italie pendant presque toute cette période, les trotskystes ayant adhéré au Parti Socialiste. Cependant un groupe trotskyste - qui prendra le nom de Partito Operaio Comunista en 1945 puis sera exclu de la IVe Internationale pour cause de «*bordiguisme*» en 1948 - était actif dans la région des Pouilles en octobre 1944, date où il publia un appel à la formation d'un gouvernement PS-PC, au nom de... la «*clarification politique*», les masses ayant confiance en ces partis! Une telle tactique cadre mal avec une situation révolutionnaire, c'est le moins qu'on puisse dire, et c'est peut-être pourquoi Casciola préfère finalement parler d'une «*situation pré-révolutionnaire prolongée*»...

(3) cité dans «*Il proletariato e la seconda guerra mondiale*», Reprint «*Il Comunista*» 1994.

(4) *ibid.*

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS

Série «Les textes du Parti Communiste International»

1. Communisme et fascisme	épuisé
2. Parti et classe	20F
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste	épuisé
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	50F
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS)	30F
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	60F

Brochures « le prolétaire »

5. Question féminine et lutte de classe	6F
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	6F
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	6F
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	6F
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	6F
11. Auschwitz ou le grand alibi	6F
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	6F
13. Le marxisme et l'Iran	6F
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	6F
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	6F
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	10F
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	6F
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	6F
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	3F
21. Lénine sur le chemin de la révolution	10F

Suppléments au « prolétaire »

- Mouvements revendicatifs et socialisme	6F
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition!	6F
- Pour un anti-racisme prolétarien	6F
- Révolution et contre-révolution en Russie	6F
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	3F

Série «Les cahiers d'el-Oumami»

1. Le syndicalisme en Algérie	6F
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires	6F
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	6F

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	15 à 20F le numéro
- Numéros 51 à 57	15F
- Numéro 58 (112 pages)	25F
- Numéros 59 à 88	15F
- Numéro 89	20F
- Numéros 90 à 94	25F

Série des éditions Prométhée

- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	50F
--	-----

EN ITALIEN

- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	100F
vol. I bis (racolta di scritti 1912-1919)	30F
vol. II (1919-1920)	120F
vol. III (1920-1921)	épuisé
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	150F
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	10F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé
I testi del partito comunista internazionale	
1. Tracciato d'impostazione.	
1. Fondamenti del comunismo rivoluzionario	15F
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé
3. Elementi dell'economia marxista	
- Sul metodo dialettico	épuisé
4. Partito e classe	15F
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	15F
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé
7. Lezioni delle controrivoluzioni	15F
Quaderni del Programma Comunista	
- Il mito della pianificazione socialista in Russia	10F
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo.	
Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	10F
- Il proletariato e la guerra	10F
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	10F
Reprint « il comunista »	
- Marxismo e scienza borghese	15F
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	10F
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	40F
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre.	
Insegnamenti della Comune	30F
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	15F
- Abaco della economia marxista	15F
- Lotta di classe e questione femminile	15F
- La teoria marxista della moneta	15F
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	10F
- Antimilitarismo di classe e guerra	25F
Altri opuscoli	
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	10F
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	10F
- Il marxismo e l'Iran (1980)	10F
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	15F
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	10F
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	10F
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	10F
EN ANGLAIS	
- The fundamentals of Revolutionary Communism	30F
- Party and Class	30F
Communist Program Ns 1 to 7	20F
The Party's Programme	10F
EN ESPAGNOL	
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	25F
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	25F
3. Partido y clase	épuisé
El Programa Comunista	
- n°1 à 38, n°40	15F
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolucion comunista mundial)	25F
- n° 41, 42	20F
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	10F
EN ALLEMAND	
1. Die Frage der revolutionären Partei	20F
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	20F
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen	

Revisionismus	15F	- Parti et classe	20F
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	20F	EN DANOIS / SUEDOIS	
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	25F	1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristike teser	20F
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	20F	2. Vad är och vad vill det	
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	20F	Internationella Kommunistika Partiet	20F
EN ARABE		AUX EDITIONS «ISKRA»	
- Pour le parti ouvrier indépendant	5F	Amadeo Bordiga:	
- Thèses caractéristiques du parti	10F	- Economia marxista	
- Les communistes et la question de la liberté politique	10F	ed economia controrivoluzionaria (263 p.)	60F
- Manifeste du P.C. International	15F	- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.)	40F
- Ce qui distingue notre parti	5F	- Imprese economiche di pantalone (153 p.)	40F
EN PORTUGUAIS		- Proprietà e capitale (202 p.)	40F
1. Teses características do partido	10F	- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.)	60F
2. Lições das contra-revoluções	10F	- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	40F
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	10F	- Plechanov: Contributi alla storia del materialismo (198 p.)	40F
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	10F	- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	60F
ENTURC		- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	40F
- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	10F	- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	60F
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	5F	AUX «EDIZIONI SOCIALI»	
- Bulletin Enternationalist Proleter (3 nos parus)	5F	- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	30F
EN HOLLANDAIS		- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- Het demokratisk principe	5F	- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
EN POLONAIS		- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	50F
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	10F		
EN PERSE-			
- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	10F		
- Les fedayins et la question de l'Etat	5F		
EN GREC			

PROGRAMME COMMUNISTE

(Revue théorique du parti communiste international)

Sommaire des numéros parus

No 1 (octobre-décembre 1957)

Présentation de la revue / **Les fondements du communisme révolutionnaire** / Les grands tournants du capitalisme russe / En mémoire d'Ottorino Perrone.

No 2 (janvier-mars 1958)

La paix des spoutnicks / **Le marxisme devant la Russie** / Physionomie sociale des révolutions coloniales / Triviale résurrection de l'illuminisme / L'Est européen dans la perspective révolutionnaire / **Eléments de l'économie marxiste.**

No 3 (avril-juin 1958)

En marge de notre appel / **Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste** / A propos de Marcel Cachin / **Eléments de l'économie marxiste (2) / Le principe démocratique.**

No 4 (juillet-sept. 1958)

L'enfant légitime de la démocratie / **Les causes historiques du séparatisme arabe** / La question nationale: un premier bilan / La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (1) / Chronique syndicale: réponses à certains confusionnistes / «L'expérience polonaise» des conseils ouvriers / La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929? / **Eléments de l'économie marxiste (3).**

No 5 (octobre-décembre 1958)

Le capitalisme français au tournant / La question algérienne / Le rôle du parti dans la révolution russe (1) / **Eléments de l'économie marxiste (4) / Notes d'actualité.**

No 6 (janvier-mars 1959)

Editorial / La déchéance du parlementarisme / A propos de la polémique russo-yougoslave / Le rôle du parti dans la révolution russe (2) / Notes d'actualités.

No 7 (avril-juin 1959)

Edito / Droit au travail? pouvoir sur le capital! / Particularités de l'évolution historique chinoise / Le rôle du parti dans la révolution russe (3) / **Eléments de l'économie marxiste (5) / Notes d'actualités** (Aspects de la révolution africaine / Sidérurgie, pétrole et sous-développement / etc) / Notes de lecture

No 8 (juillet- septembre 1959)

Dialogue avec Staline

No 9 (octobre-décembre 1959)

Edito / Qui fait les frais de la grandeur nationale? / Remarques sur

la question nationale / Le rôle du parti dans la révolution russe (4) / **Sur la méthode dialectique** / Notes d'actualités.

No 10 (janvier-mars 1960)

Edito / Antagonisme dans les rapports de classe en Russie (1) / **Formulaire économique** / La longue impasse algérienne / Notes d'actualités

No 11 (avril-juin 1960)

Edito / Paix sociale et guerre impérialiste / Le communisme et les partis algériens (1) / Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (2) / **Les 3 phases du capitalisme** / Notes d'actualités

No 12 (juillet-septembre 1960)

Edito / **Lénine sur le chemin de la révolution** / Les staliniens et la religion / Le communisme et les partis algériens (2) / Notes d'actualité / Notes de lecture.

No 13 (octobre-décembre 1960)

L'Afrique devant l'ONU / La vocation politique du pacifisme anticolonialiste / Le communisme et les partis algériens (3) / La dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme / **Cours historique du mouvement prolétarien** / Notes d'actualité / Notes de lecture.

No 14 (janvier-mars 1961)

L'équivoque / Bien creusé, vieille taupe! Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat? Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques / Notes d'actualité / Notes de lectures.

No 15 (avril-juin 1961)

Retour à la légalité, victoire du capital (Belgique) / **Mouvements revendicatifs et socialisme** / Le marxisme contre l'utopie / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (1) / Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien / Notes d'actualité.**

No 16 (juin-septembre 1961)

Victoire et misère de l'opportunisme / A bas le programme de l'opportunisme / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (2) / Notes d'actualité.**

No 17 (octobre-décembre 1961)

Tous fils: de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital / Quand nos «communistes» défendent la petite propriété / La société communiste / **La tactique du parti communiste (Thèses de Rome) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (3) / Notes d'actualité**

No 18 (janvier-mars 1962)

«C'est généreux la France» / Au XXII^e congrès les fossoyeurs du communisme avouent / Tous contre les monopoles / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (4) / Notes d'actualité.**

No 19 (avril-juin 1962)

La Paix? / La galère / Marché commun et «Europe unie» / Le néo-

capitalisme n'a rien de neuf / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (5)** / Notes d'actualité.

No 20 (juillet-septembre 1962)

Prolétariat et expansion / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (6)** / La révolution algérienne est-elle une révolution? / Révolution et contre-révolution en Chine / A propos de l'Europe unie / Notes d'actualité.

No 21 (octobre-décembre 1962)

Il n'y aura pas de désarmement / La révolution algérienne est-elle une révolution? (2) / Le développement historique de la production capitaliste / Notes d'actualité.

No 22 (janvier-mars 1963)

Kennedy est grand et Krouchev est son prophète / Petits contre gros / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1) / **L'économie soviétique d'octobre à nos jours (7)** / Notes d'actualité.

No 23 (avril-juin 1963)

La grève des mineurs / **Le principe démocratique / Dictature prolétarienne et parti de classe / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (8)** / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (2) / Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes?

No 24 (juillet-septembre 1963)

La grande idylle Kremlin-Vatican / Thorez invoque Lénine et imite Kautsky / La planification démocratique / «Compétition pacifique» et pays sous-développés / Gaspillage capitaliste et communisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (3) / Notes d'actualité / Nos tracts.

No 25 (octobre-décembre 1963)

Communistes des temps meilleurs / **Bases pour l'adhésion au Parti communiste internationaliste (programme communiste)** / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (4) / Notes de lecture / Notes d'actualité.

No 26 (janvier-mars 1964)

Mort au service du capital / «La Chine fara' da se» / **La légende du Piave** / Invariance de l'opportunisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (5) / Notes d'actualité.

No 27 (avril-juin 1964)

Le marxisme n'est pas à vendre / **Le mouvement social en Chine (1)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Eléments d'orientation marxiste** / Invariance de l'opportunisme (2).

No 28 (juillet-septembre)

La croissance économique, pourquoi faire? / **Le mouvement social en Chine (2)** / Les leçons de la polémique russo-chinoise / Textes du marxisme révolutionnaire: **Parti et classe / Histoire de la gauche communiste** / Alfred Rosmer.

No 29 (octobre-décembre 1964)

Un siècle après / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (2)** / Textes du marxisme révolutionnaire: **Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière / Histoire de la gauche communiste (2)** / A propos d'une brochure sur la «naissance du parti communiste français».

No 30 (janvier-mars 1965)

L'Inde bourgeois, poudrière de l'Asie / **Le mouvement social en Chine (3)** / **Les leçons de la polémique russo-chinoise (3)**.

No 31 (avril-juin 1965)

Bilan de faillite du «socialisme au détail» / **Le mouvement social en Chine (4)** / Hegel, Staline et ... les machines à coudre / **Organisation et discipline communiste / Histoire de la gauche communiste (3)** / Enseignements de la scission de Tours.

No 32 (juillet-septembre 1965)

Textes du marxisme révolutionnaire: **Force, violence et dictature dans la lutte de classe** / A bas l'anti-impérialisme bourgeois! (Thèses sur la question chinoise) / **Histoire de la gauche communiste (4)** / Le 35^e congrès de la CGT: les dernières coquetteries de la «vienne dame».

No 33 (octobre-décembre 1965)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste / **Le mouvement social en Chine (5)** / **Histoire de la gauche communiste (5)**.

No 34 (janvier-mars 1966)

Le parti, sa nature, sa fonction, son organisation.

No 35 (avril-juin 1966)

La philosophie du «dialogue» / Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (copie de la «Charte du travail» fasciste) / **Le mouvement social en Chine (6)** / **Sur un autre chapitre inédit du «Capital»** / Le XXIII^e congrès du PC russe.

No 36 (juillet-septembre 1966)

L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la Révolution mondiale et de la guerre / **Questions de l'impérialisme / Matérialisme ou idéalisme?** (A propos de la «Critique de la raison dialectique» de J.-P. Sartre).

No 37 (octobre-décembre 1966)

Wall Street-Moscou, via Turin / Socialisme ou proudhonneries? / **L'impérialisme dans la critique marxiste / Le mouvement social en Chine (fin)**.

No 38 (avril-juin 1967)

L'impérialisme et le Vietnam / Impérialisme et militarisme /

Comment ils fêteront le 50^e anniversaire d'Octobre 17 / **Thèses de la Gauche au III^e congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926)** / Vie du parti.

No 39 (juillet-septembre 1967)

Mensonges progressistes et réalité capitaliste / **Révolution culturelle: révolution bourgeoise** / Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie / Vie du parti / A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de «Che» Guevarra / Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? / Du droit démocratique à l'inconséquence.

No 40-41-42 (octobre 1967-juin 1968)

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917, **BILAN D'UNE REVOLUTION.**

No 43-44 (janvier-juin 1969)

Le «parti de la peur» / Le «gauchisme» n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit frères: «le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme») / **Théorie marxiste de la monnaie** / Marxisme et science bourgeoise / **Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste.**

No 45 (juillet-septembre 1969)

Luttes partielles et lutte générale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (1)** / **Théorie marxiste de la monnaie.**

No 46 (octobre-décembre 1969)

Parti et organisation de classe dans la tradition de la gauche communiste / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (2)** / La méthode du «Capital».

No 47 (juillet-septembre 1969)

Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte / Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM Baran et Sweezy) / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (3)** / Bilan de l'automne chaud en Italie.

No 48-49 (avril-septembre 1970)

A bas la démocratie salariale et hiérarchique! / L'opportunisme à l'épreuve des luttes / Bilan politique du gauchisme / Impérialisme et sous-développement / **Economie marxiste: principaux résultats du Livre I du «Capital»** / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (4)** / Le stalinisme, cet anti-communisme / Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution.

No 50 (octobre 1970-mars 1971)

Guerre impérialiste ou révolution mondiale / **Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (5)** / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (1)**.

No 51-52 (avril-septembre 1971)

La Commune a été grande par ce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses partisans ont voulu qu'elle soit / Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes / En Angleterre aussi, le capital veut faire porter au prolétariat le poids de la crise / Trotsky et la Gauche italienne / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (2)**.

No 53-54 (octobre 1971-mars 1972)

Textes de la gauche: **Invariance historique du marxisme / Fausse ressource de l'activisme / Le parti devant la question syndicale** / Marxisme et sous-développement / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (3)** / Gorter, Lénine et la Gauche.

No 55 (avril 1972)

Textes de la gauche: **Pour mettre les points sur les i** / Marxisme et classes moyennes / M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution (4)** / A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne

No 56 (juillet 1972)

L'antifascisme démocratique: un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves / Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes / **En mémoire d'Amadeo Bordiga: la gauche sur le chemin de la révolution (5)**.

No 58 (avril 1973)

La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme / Sur «Le hasard et la nécessité»: comment M. Monod terrasse la dialectique / **Histoire de la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (6)**.

No 59 (juin 1973)

Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats / **Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'Internationale communiste: un sommet et une croisée des chemins (7)**.

No 60 (septembre 1973)

Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'Internationale communiste: un sommet et une croisée des chemins (8) / Sur Paul Mattick: l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

No 61 (décembre 1973)

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (1) / **Cours de l'impérialisme mondial (1)** / Note de lecture: les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

No 62 (mars 1974)

Crise et révolution / La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (2) / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (1) / **La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.**

No 63 (juin 1974)

Trajectoire du travaillisme / **Leçons des contre-révolutions** / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (2) / Les «réformes agraires» des jeunes bourgeoisies ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne / Inflation, profits et salaires.

No 64 (octobre 1974)

L'heure des petits-fils de Staline / The historical path of british Labourism / Cours de l'impérialisme mondial (1) / **Marx - british Commerce / Marx - Le commerce britannique / Sur le fil du temps: Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes** / Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres / The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.

No 65 (décembre 1974)

A bas l'ancien et le nouveau contrat social. / Party and Class / **Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne** / Le long du fil de l'histoire: sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations / Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 1. La question de l'autodétermination / The conditions of admission to the Communist International Party / **Cours de l'impérialisme mondial: les développements de la concentration capitaliste (2).**

No 66 (avril 1975)

Encore sur crise et révolution / «Proletarian Dictatorship» and «Socialist Society» in the new chinese Constitution / Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 2. Guerres impérialistes et guerres nationales / Parler le langage du second Congrès of the Comintern / Inde: la révolution verte annonce la couleur / Note de lecture: Gramsci, Bordiga et ... «Lotta Continua»

No 67 (juillet 1975)

Cours de l'impérialisme mondial (3) / Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922 / Portugal: du 25 avril à l'austérité / Mise au point à propos de certains «dépassés du marxisme».

No 68 (octobre 1975)

Le mythe portugais du double pouvoir / Le marxisme et la Russie / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1): Introduction; lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926), etc.** / La «relance de la consommation populaire» ou l'élixir du Dct. Marchais.

No 69-70 (mai 1976)

1926-1976: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous / La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (2); Le VI exécutif élargi de l'IC: Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926)** / En marge du Xè plan quinquennal. Le mythe de la «planification socialiste» en Russie.

No 71 (septembre 1976)

Après les élections italiennes: polarisation ou convergence? / La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (1)** / Vérité et mensonges dans la constitution cubaine

No 72 (décembre 1976)

Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (2) / Cours de l'impérialisme mondial (4).**

No 73 (avril 1977)

Shanghaï, avril 1927: le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (3)** / Idole de la «compétitivité», religion du taux de profit.

No 74 (septembre 1977)

La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4) / Gramsci, «L'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3)** / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?

No 75 (décembre 1977)

L'internationale des flics au travail / **Sur le fil du temps: Espace contre ciment** / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevarra / Note de

lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No 76 (mars 1978)

Sur la voie du parti compact et puissant de demain / L'Afrique, proie des impérialismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie- l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 (juillet 1978)

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / **L'Afrique, proie des impérialismes (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6)** / Sur la révolution en Amérique latine

No 78 (décembre 1978)

Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / **La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7) / Cours de l'impérialisme mondial (5)** / Parole du trotskisme dégénéré: la IVè Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No 79 (avril 1978)

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8) / L'Afrique, proie des impérialismes (3)** / Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No 80 (juillet 1979)

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale / **Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires** / La paix israélo-égyptienne et la nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / **Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne- Le roman de la guerre sainte. Etat prolétarien et guerre.**

No 81 (décembre 1979)

Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) / **L'Afrique, proie des impérialismes (4)** / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratisme / Marcuse, prophète du bon vieux temps

No 82 (avril 1980)

L'ère des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / **L'Afrique, proie des impérialismes (5)** / L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No 83 (juillet 1980)

La lutte de classe est plus vivante que jamais! / **La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au Vè congrès de l'IC)** / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / **La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde»** / Note de lecture; Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.

No 84-85 (mars 1981)

La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti / **Les perspectives de l'après-guerre** / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.

No 86 (août 1981)

Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / **Cours de l'impérialisme mondial (6)** / Les bases du militantisme communiste / **Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA)** / Les «trotskistes» contre Trotsky.

No 87 (décembre 1981)

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / **Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF)** / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

No 88 (mai 1982)

Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragique nécessité / Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.

No 89 (mai 1987)

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / **Rapport du centre**

international à la Réunion Générale de juillet 1982 / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 (septembre 1988)

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1)** / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

No 91 (juin 1990)

A l'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / **Cours de l'impérialisme mondial (7)** / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2)** / **Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.**

No 92 (novembre 1991)

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise / **Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1)** / **La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (3).**

No 93 (mars 1993)

Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / **Le capitalisme soviétique en crise (2)** / **Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2)** / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

No 94 (mai 1995)

Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale / **Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1)** / **La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1)** / **Le capitalisme soviétique en crise (Fin)** / C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire / A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador / Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

PAIEMENT: Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: **Editions Programme**
3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)
FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)
AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISES OU EN VOIE D'EPUISEMENT NE PEUVENT ETRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

Auschwitz OU LE GRAND ALIBI

Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur

mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).

Cette petite brochure reproduit le texte d'un article publié pour la première fois par «Programme Communiste» en 1960, en réponse à une des campagnes «anti-antisémites» que la bourgeoisie française, conformément à son idéologie officielle basée sur le mythe de la «France Résistante et anti-fasciste», s'est faite une spécialité d'organiser périodiquement pour vanter les bienfaits de la démocratie et appeler à l'union interclassiste autour de l'Etat bourgeois. L'antisémitisme dénoncé à grand bruit dans ces campagnes est en effet tout-à-fait marginal dans la France contemporaine, alors que le racisme omni-présent et nourri en permanence par les institutions bourgeoises, est le racisme anti-arabe et plus généralement la xénophobie qui visent la fraction immigrée du prolétariat.

A l'occasion d'une nouvelle campagne de presse anti-antisémite au printemps - été 96, notre article se trouva au centre d'une furieuse polémique qui retentit jusque dans les colonnes de la «grande» presse: cette fois-ci le danger fasciste était représenté par le «négationnisme» (négation de la réalité de l'extermination des juifs) dont «Auschwitz ou le grand alibi» aurait été le «texte fondateur». Pour nos adversaires (qui allaient, entre autres, de l'écrivain de romans policiers Daeninckx au «nouveau philosophe» Finkelkraut, en passant par les trotskystes de la LCR), l'«idéologie bordiguiste», en raison de son anti-démocratie et de son marxisme «économiste», conduirait nécessairement à un rapprochement avec l'extrême droite fasciste!

Argument usé jusqu'à la corde à force d'avoir été utilisé au cours de l'histoire, surtout par les staliniens et leurs séides, contre tous ceux qui se montraient rétifs à l'interclassisme anti-fasciste, mais qui produit encore son effet.

Nous avons analysé cette polémique (et ses procédés de basse police politique) et reproduit le tract que nous avons diffusé à cette occasion («Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons») dans «Le Prolétaire» n° 437.

Brochure «Le Prolétaire» n°11 - 6 FF.

L'ANTI-FASCISME DÉMOCRATIQUE: UN MOT D'ORDRE ANTI-PROLÉTARIEN QUI A FAIT SES PREUVES

Sous ce titre est réédité un article de notre revue théorique «Programme Communiste» n° 56 (juillet 1972) rappelant à grands traits ce qu'est l'Etat démocratique, ce qu'est le fascisme et la nature contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne de l'anti-fascisme démocratique. Le seul véritable anti-fascisme est l'anti-capitalisme et dans les pays capitalistes l'unique alternative historique n'est pas: démocratie ou fascisme, mais: dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat.

Une brochure de 17 pages: 3 FF.

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers

de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

